Michel BERGÈS

Professeur des universités, Agrégé de science politique
Université de Bordeaux IV Montesquieu

(novembre 2010)

Approche qualitative de la tentative d'anéantissement de la communauté juive de Bordeaux (1940-1944).

*L'engagement du Grand Rabbin
Joseph Cohen (1876-1976)*

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Michel BERGÈS

Approche qualitative de la tentative d'anéantissement de la communauté juive de Bordeaux (1940-1944). *L'engagement du Grand Rabbin Joseph Cohen (1876-1976).*

Texte relu et corrigé par Mr. Patrick Pouyanne, de Bordeaux et Bois-Colombe.

Texte inédit. Novembre 2010, 94 pp.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 4 avril 2011 de diffuser cette œuvre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : michel.berges@free.fr

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 7 avril 2011, revue et corrigée le 12 novembre 2011 par Michel Bergès, à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Table des matières

Introduction

1. Le système de valeurs d'un Grand Rabbin ancien combattant
 - 1.1. Homme de culture et de religion
 - 1.2. Aumônier militaire de « la der des der »
 - 1.3. Pour l'intégration de sa communauté dans la France républicaine
2. Analyse et attitude legalistes dans « les heures sombres »
 - 2.1. Analyse de la situation
 - 2.2. Positionnement par rapport à Vichy
 - 2.3. Un Grand Rabbin sans Consistoire, entre Juifs français et étrangers
3. La recherche de soutiens
 - 3.1. Présence fraternelle des Églises chrétiennes
 - 3.2. Relations complexes avec les Administrations vichyssoises
 - 3.2.1. Le recensement et la gestion locale des « listes de juifs »
 - 3.2.2. Relations avec la préfecture et la police
 - 3.2.3. Relation étrange avec le Maire Adrien Marquet
4. « Assiste-toi toi-même » : effectivité et limites du dévouement individuel
 - 4.1. La conscience du drame individuel et collectif
 - 4.2. Les controverses au sein de la communauté

Sortir de la sphère intellectuelle ; saisir l'importance du vivant, dans chacun, et que chaque vie est essentielle (...) ; être proche de chaque « prochain », avec humilité.

Jacques Ellul, 13/11/1993, dans sa Postface de l'ouvrage collectif, *Sur Jacques Ellul*, éd. L'esprit du temps, Bordeaux, 1994, p. 358.

« *Ein zikharon élé lealma déaté* » : l'une des significations de cette formule de Rabbi Nahman de Bratslav, c'est peut être qu'il n'y a de souvenir que celui que l'on a la force, comme l'amour, de réinventer à chaque fois ...

Marc-Alain Ouaknin, dans l'article « À la racine du mot "zakhor" », revue Tenou'a, numéro de Yom HaShoah, Paris, Avril 2010, p. 6.

Approche qualitative de la tentative d'anéantissement
de la communauté juive de Bordeaux (1940-1944).
L'engagement du Grand Rabbin Joseph Cohen (1876-1976)

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Qui fut et que fit Joseph Cohen, Grand Rabbin de Bordeaux pendant l'Occupation ? Tel est notre propos. Il porte pour la région bordelaise sur un des témoins-clé de la tentative d'en anéantir les juifs entre 40 et 44. Il est le chef spirituel de leur communauté bordelaise. Il souffre avec ses proches. Il a survécu à l'Occupation. Quelle part prit-il dans ces événements ? Quelle représentation s'en faisait-il ? Comment a-t-il agi ?

Questions difficiles, parce qu'on ne peut guère s'appuyer que sur quelques documents, et quelques témoignages. Le Grand Rabbin est aujourd'hui décédé, ainsi aussi que nombre des survivants de cette époque. La présente communauté juive de Bordeaux, bousculée en 1998-1999 par « le procès Papon », n'a pour une large part (et ne serait-ce que familialement) pas vécu avec lui les faits dont il s'agit : beaucoup sont venus d'Afrique du Nord entre 1953 et 1962. Les contemporains de Joseph Cohen sont de moins en moins nombreux et peu d'entre eux, même parmi les proches de victimes de la Shoah, ont décidé de témoigner publiquement. Nous disposons heureusement de documents tels le *Journal* de Joseph Cohen (manuscrit publié peu à peu et partiellement, expurgé de passages dont

nous avons retrouvé certains), le texte de certains de ses discours publics (en 1944), et le témoignage émouvant de l'un de ses fils ¹.

Nous essaierons de recomposer son analyse des hommes et de la situation, son état d'esprit, ses relations avec les forces armées et les autorités françaises administratives, de manière à comprendre mieux et à éclairer davantage, pour Bordeaux et sa région, par delà notre analyse des processus de décision français, tout à la fois : la tentative d'anéantissement des Juifs ², le témoignage ultérieur du chef de leur communauté religieuse sur les mesures anti-juives, la consistance de son engagement personnel à leur époque, et les réactions ultérieures des victimes bordelaises ou de leurs proches.

¹ Cf. Michel Cohen-Colin, Mon père Joseph Cohen, Grand Rabbin de Bordeaux de 1920 à 1975. Précisions et preuves apportées lors de ma déposition au procès Papon, sans lieu, septembre 1998.

² Étant désignées par ce vocable non pas seulement les personnes, de nationalité française ou pas, dites de religion juive par un rabbin mais toutes celles qui, selon les critères nazis ou vichystes de l'époque, étaient alors réputées « juives de religion ou de race » et inscrites comme telles dans des listes ou des registres administratifs.

Approche qualitative de la tentative d'anéantissement
de la communauté juive de Bordeaux (1940-1944).
L'engagement du Grand Rabbin Joseph Cohen (1876-19..)

1. Le système de valeurs d'un Grand Rabbin ancien combattant

[Retour à la table des matières](#)

L'homme est né le 10 janvier 1876 à Tunis. Ses parents lui assignèrent les seuls cours de la petite école juive, après avoir autorisé son frère aîné à suivre les cours de l'école communale. Son intelligence et son désir d'apprendre lui permettent de réussir le certificat d'étude, contre vents et marées. Ses parents acceptent avec réticence qu'il entre ensuite dans une école rabbinique. Il ira en classe à Paris, se liant avec Isaïe Schwartz, qui deviendra Grand Rabbin de France sous l'Occupation³. Ils s'engageront ensemble pour Dreyfus, se mesurant à l'antisémitisme et à l'extrême droite parisienne. Son épouse, Léa Mardochée (elle aussi Cohen), est fille du responsable de la Communauté de Bougie, en Algérie. Elle l'assistera et le soutiendra jusqu'au bout. Leur couple aura six enfants, dont trois avant la guerre de 1914 et l'engagement militaire de Joseph Cohen.

Un rapport de signalement de la police allemande établi quand il eut décidé de se cacher, fin décembre 1943, décrit ainsi le Grand Rabbin : il apparaît physiquement trapu et de taille moyenne ; il porte toujours « un costume noir, chemise blanche, cravate noire et chapeau noir à bords roulés » ; et surtout, une barbe en collier bien coupée. Au témoignage de l'un de ses confrères⁴, il faisait preuve de beaucoup d'esprit et d'un certain charisme. Un de ses portraits photographique révèle un visage rond et un front large, un air volontaire et sérieux, et un regard rêveur, empreint de bonté avec, au coin de l'œil « plein d'intelligence et de malice », un « humour sans pareil ».

³ *Ibidem*, p. 6-7.

⁴ *Ibidem*, p. 58-59, témoignage du Grand Rabbin J. Amar.

Joseph Cohen est cependant un homme résolu. Ancien combattant français de 14-18, il avait été aumônier du 18^{ème} corps d'armée, et son comportement lui valut d'obtenir la Croix de guerre avec palme. Il se dépense, marche vite et beaucoup, dans la ville et dans le département ; depuis le centre de Bordeaux, il se rend à pied au camp de Mérignac, à près de 10 kms, pour y visiter les prisonniers juifs. C'est un homme actif ainsi qu'un homme de réflexion. Il a obtenu un diplôme de droit et il s'est ouvert la profession d'avocat. Il observe des moments de recueillement, de retraite et de prière. Somme toute, c'est d'abord un rabbin. Il fut désigné à Sétif, puis à Bayonne en 1913 (il y succéda à Isaïe Schwartz), avant d'être choisi à Bordeaux en 1920.

En Juin 1940, à 64 ans, il est à Bordeaux le chef relativement âgé d'une vieille communauté séfarade. Et ce français républicain, profondément enraciné dans sa cité d'adoption, y est largement respecté : il s'y trouve être un notable écouté. Comme le précise son fils :

« Il était de toutes les manifestations civiles et militaires auprès de ses amis l'Archevêque et le Pasteur. Il se réjouissait toujours d'y participer. Cela allait de la revue du 14 juillet à l'inauguration de la foire de Bordeaux, en passant par la célébration du 11 novembre au monument aux morts ; de l'ouverture solennelle des Chambres au Palais de Justice, à la distribution des prix des lycées au Grand Théâtre. Comme tous les Rabbins, il était aumônier des prisons et visitait les hôpitaux. Il assurait en plus un cours d'hébreu à la Faculté des Lettres et au lycée Michel Montaigne ⁵ ».

Ce notable était généralement appelé : « Monsieur le Grand Rabbin Cohen » ; ce qui témoigne sans aucun doute d'une solide conception personnelle de sa dignité.

⁵ Ibidem, p. 8.

1. 1. Homme de culture et de religion

[Retour à la table des matières](#)

Le Grand Rabbin est un homme de haute culture. Sa bibliothèque personnelle est importante, et *fut largement pillée en 1944 par les Allemands*. Il aime la lecture (notamment celle d'Anatole France ou d'Ernest Renan), et la musique ⁶. Au témoignage de son fils, Michel Cohen-Colin : « Mon père était français : Français est notre nom, catholique, protestant, israélite ce ne sont que des prénoms, disait-il. La culture française fascinait mon père. »

Mais Joseph Cohen travaille et raisonne d'abord en tant que chef spirituel. Par fonction, il s'intéresse aux fondamentaux de la vie et de la mort des femmes et des hommes qu'il approche. Il considère qu'il a pour mission de désarmer les esprits, d'apaiser les âmes, de pratiquer et de communiquer, intensément, la Foi en Dieu et l'Amour du prochain. Ce qui le guide comme un soleil ? « Justice, Vérité, Charité » ⁷. Des « étincelles » de et dans la vie. Il croit à la puissance des forces de l'esprit, à l'importance de la religion et de l'éducation ; plus qu'à la politique. Le pouvoir, c'est souvent la guerre et le mal, la haine et l'idéologie, le défoulement des appétits et des intérêts, la puissance et la violence. Face à cela, le pardon, la contrition, la lecture de psaumes, la prière, l'appel à Dieu ne suffisent certes pas. Dieu n'assiste pas toujours les hommes. Ceux-ci doivent s'assister eux-mêmes ; chacun doit se prendre en mains. Il faut agir avec tous « les hommes de bonne volonté », imposer la paix, l'unité. « L'Union Sacrée » est le mot-clé de sa pensée et de son action.

Il exprime un activisme optimiste dans ce passage de son *Journal* :

« Pour nous, la paix, la vraie paix, ne procède pas de la périphérie au centre, de l'extérieur, de l'échelle mondiale à l'échelle nationale, mais tout au contraire. Humble médecin des âmes, nous pensons que c'est le désarmement des cœurs qui engendrera le désarmement des bras. Que les hommes de toutes les confessions s'unissent aux hommes de bonne volonté

⁶ Ibidem, p. 8.

⁷ Trois allocutions prononcées par M. Joseph Cohen, Grand Rabbin, à l'occasion des cérémonies des 2 et 11 novembre 1944 et du 2 décembre 1944 pour les prisonniers de guerre, Bordeaux, Consistoire Israélite de la Gironde, 1944, p. 3.

de tous les partis pour professer et proclamer que la première hérésie à combattre c'est la haine, alors le monde commencera à voir poindre l'aube du jour béni de l'avènement du royaume de Dieu ⁸ ».

Né en novembre 1917, Edmond Cardoze tenait avant la guerre le Grand Rabbin, de trente ans son aîné, pour son maître à penser. Il nous en a donné dans un émouvant témoignage, ce portrait :

« Je le fréquentais beaucoup [...]. À Bordeaux on considérait tous le rabbin comme le patron de la communauté. Le vrai patron, en fait, c'était Raoul Gradis, président du Consistoire, c'est à dire de l'Association culturelle et laïque. Joseph Cohen était un homme fort intelligent, enrichi de culture. Il connaissait beaucoup de choses. Il était très proche des pauvres. Je peux dire, sans forcer, qu'il a été, à partir de ma Bar Mitzva qui est notre majorité religieuse (on récite l'office du vendredi soir et le samedi matin, avec le châle de prière, on remplace l'officiant), quand il m'a mieux connu, un peu mon maître à penser. Il voulait faire de moi un Rabbin. Nous nous rencontrions au moins une fois par semaine. Il ne faisait pas de conférences. J'ai le souvenir de conversations. Moi, je lui apportais ce que mes professeurs me racontaient à propos d'une composition française. Il donnait son avis. Il lisait beaucoup. Il avait une très belle bibliothèque. Sa femme était instruite, également. Elle était vraiment une compagne remarquable, intelligente. Très discrète [...]. J'aurais voulu citer des réflexions... C'était un humaniste. Il était pour la Paix. Pour la fraternité. Pour la laïcité, aussi. Il ne mélangeait pas les genres. Il ne devait pas avoir de rapport au politique, ni avec la gauche, ni avec la droite. Il était entouré de gens riches... Il parlait de la paix : "il faut prier pour les Allemands que l'on chasse ! Il faut prier ! Il faut prier !" Ce n'était pas toujours suffisant... Mais au fur et à mesure que le calendrier s'est écoulé, il n'a jamais changé d'attitude ! Y compris lors des conversations que nous avons eues après la défaite. Il fallait prier : "Dieu nous protège" ⁹ ! »

Le Grand Rabbin Joseph Cohen, gardien, lecteur et interprète des textes hébreux, se montre fier de la Synagogue dont il a la charge. Il la décrit comme un temple plein de grandeur et de simplicité à la fois, où il communie avec Dieu :

« Avec ses 36 mètres de long, 26 mètres de large et 16 mètres de haut, la Synagogue de Bordeaux offre dès qu'on franchit le seuil de la porte centrale, une perspective grandiose, 14 colonnes massives orientent la vue

⁸ Joseph Cohen, *Journal d'un Rabbin. Extraits*, Bordeaux 1967, p. 58.

⁹ Entretien du 27/09/1997 au Bouscat. Ouvrier à la SNCF, M. Cardoze adhérerait longtemps au PCF.

vers le fond du Sanctuaire où s'élève, en haut de 7 marches de marbre blanc, la Nef de l'Hekhal ou Aron-Hakodech, "Arche Sainte" monumentale dont les proportions et le style s'harmonisent à merveille avec l'ensemble architectural de l'enceinte sacrée. Comme il est de règle dans les Synagogues du rite séphardi, la "tébah", la "chaire" réservée principalement aux ministres-officiants, est au milieu. Elle est ornée de nombreux "léhaïm" ou "rimonium" en forme de pommes de pin, ou de grenades, en argent finement ciselé.

En arrière de la tébah, légèrement en contrebas, un vaste plateau rectangulaire est réservé au chœur et aux orgues. En avant, un chandelier de 4,50 mètres de haut, en noyer sculpté doré, déploie ses sept branches sur un large espace. Plus rien n'interrompt le regard jusqu'au "Ner-Tamid", le "Continuel", dont la lumière brille continuellement devant l'Arche Sainte, symbole de la Torah, source d'éternelle lumière.

En temps ordinaire, l'Arche sainte est cachée derrière un somptueux rideau de velours grenat comme autrefois le "Saint des Saints" l'était par la "Parokheth". Par ailleurs, la composition et les décors de l'Arche évoquent maints souvenirs de Jérusalem. Le Dôme qui repose sur une sorte de balustrade formée de dix cintres est la réplique de la coupole du Sacro-Saint, telle qu'elle est représentée dans les vues panoramiques du Temple.

Au milieu du même panneau, un motif carré, le "Pectoral", portant les noms des douze tribus des enfants d'Israël, peints de différentes couleurs, imitant celles des pierres précieuses, tel qu'il est prescrit au chapitre XXIX de l'Exode. Au-dessous, les noms des douze tribus sont répétés sur deux panneaux rectangulaires disposés à droite et à gauche, à l'instar des épaulières des vêtements du Grand Prêtre. La répétition des noms des tribus ne fait pas double emploi, car le pectoral symbole l'amour que doit vouer le Grand Prêtre à tous les enfants d'Israël, et les épaulières, la gravité de la charge sacerdotale qui pèse sur les épaules du Premier Pontife.

Voici enfin la Loi enchâssée dans douze casiers, coïncidence heureuse et peut-être voulue ¹⁰. »

Le temple principal de la synagogue comporte notamment un chœur, de grandes orgues, une arche sainte monumentale drapée de rideaux de velours, un chandelier à sept branches centenaire, en noyer doré, ornementé de fleurons et de feuilles d'acanthe sculptées, et aussi, bien en évidence, un drapeau tricolore (incarnant le sacrifice des Juifs anciens combattants et décorés). Il y a un harmonium

¹⁰ Joseph Cohen, *Journal...*, op. cit., p. 22-23.

dans le petit temple et les orgues du grand temple sont tenues par Maurice Uhry. Cet édifice et de précieux objets, dont les rouleaux sacrés et des parchemins du XIV^e siècle, inscrivent quotidiennement Joseph Cohen dans la longue durée culturelle de l'histoire du judaïsme. Le chandelier n'est-il pas une réplique de la *menorah* du Grand Temple de Jérusalem, telle qu'elle est représentée à Rome sur l'arc de triomphe de Titus ?

Cette longue durée s'impose dans les considérations du chef spirituel de la communauté de Bordeaux. Aux heures les plus sombres de l'Occupation, elle ne peut manquer d'habiter la pensée de Joseph Cohen. Les malheurs qui s'abattent sur les Juifs ont eu des précédents. Rome a déployé en son temps une politique barbare en Judée, puisque Titus fit assassiner une large partie de la population de Jérusalem, raser les murs du Temple et labourer à la charrue le sol du Saint des saints. Mais Rome s'est écroulée, malgré quatorze siècles d'empire. L'étincelle du judaïsme a rejailli. Il a tout lieu de penser qu'il en sera de même à l'avenir... Jamais, en tout cas, il ne redoute le triomphe du « Diable »...

Michel Cohen-Colin résume ainsi le fond de la pensée de son père :

« Sa philosophie et son humilité l'incitaient à donner un sens différent à celui le plus couramment admis de "peuple élu", en lui préférant "peuple électeur", le mot hébreu, d'après lui, pouvant être interprété des deux manières. Ainsi, c'est nous qui avons choisi de ne croire qu'au Dieu unique, et non Dieu qui avait fait de nous un "peuple élu".

Sa conception universaliste et humaniste de la religion l'incitait à étendre son influence au-delà de nos coreligionnaires. Elle englobait tous les humains, y compris les incroyants qu'il appelait des "croyants sans le savoir". Il allait jusqu'à dire pendant les heures sombres : "Qu'importe les chemins qu'empruntent les croyants pour gravir la montagne du Seigneur, puisqu'ils se retrouveront tous au sommet".

Sa philosophie l'avait même amené à la même époque à déclarer :

"Les hommes se sont perdus, pour avoir perdu deux choses : la première, la foi en Dieu, la seconde l'amour du prochain. Plût à Dieu qu'ils n'eussent perdu, comme ils le disent, que la première".

Il reconnaissait enfin, au juste, le droit de penser autrement, pourvu qu'il vive pieusement. C'est à dire qu'il applique la loi de l'amour du prochain, et s'attache à faire le bien ¹¹. »

Le Grand Rabbin est d'un optimisme profond. La foi en Dieu permet de relativiser les angoisses, dans les moments tragiques de l'histoire collective ou de la vie d'un homme. Et de surmonter la peur, à condition de cultiver le sens de la tradition. Il faut rejeter la vision tragique du monde, reflet d'une arrogance et d'une fragilité individualistes. Certes, les hommes sont imparfaits et ne maîtrisent rien sur le fond, chaque vie tenant du miracle. Il est désespérant, mais pour un temps seulement, d'avoir « des morts sans sépultures », comme le furent tant de soldats de 14-18... Les sépultures ne sont-elle pas « mortelles » dans les vieux cimetières, sans pierre tombale, sans plus de nom, tout juste quelques cailloux ? Ce qu'il convient de faire, c'est conserver la mémoire des ancêtres et entretenir la flamme.

Ce rapport à la longue durée, bien au-delà des conjectures personnelles, Joseph Cohen l'exprime en ces termes dans son *Journal* :

« Avant la guerre de 70, il y eut aussi des guerres, aussi meurtrières les unes que les autres et où des multitudes de braves sont tombés. Où sont leur tombeaux ? Faut-il penser que les cimetières eux-mêmes sont mortels, qu'ils périssent et disparaissent avec les dépouilles sacrées qu'ils renferment ? Et faut-il dire avec l'Ecclésiaste : “Le souvenir des anciens ne subsistera, ni même le souvenir de ceux qui sont leurs plus récents successeurs ; et ne demeurera aucun souvenir chez ceux qui viendront plus tard” ?

Ce jour de jeûne que nous observons encore aujourd'hui prouve le contraire, et c'est là l'extraordinaire originalité de nos traditions et des institutions synagogales. Elles échappent aux contingences du temps et de l'espace, elles constituent un éternel défi à l'oubli, considéré pourtant comme inhérent à la condition humaine, et cela grâce à leur simplicité : un jeûne, à quelque génération qu'on appartienne et où que l'on soit, on ne saurait trouver une raison valable pour ne pas l'observer. Cette simplicité est l'un des secrets de la pérennité du Judaïsme et de ses institutions.

Mais le souvenir n'est pas une fin en soi. C'est seulement le moyen de nous rappeler ce pourquoi nos héros sont morts et de nous apprendre, d'âge en âge, que ce qu'il faut de pitié pour honorer leur mémoire consis-

¹¹ Michel Cohen-Colin, *op. cit.*, p. 14.

te à aimer ce qu'ils ont aimé et à sauvegarder ce pour quoi ils ont souffert, lutté et sacrifié leur vie ¹². »

On peut et on doit s'efforcer de cultiver fidèlement le souvenir, mais il faut aussi parfois combattre, et notamment le mal infligé par des hommes, qui ne procède pas de l'Éternel créateur de bonté. Le combattre à la manière des militaires ? Joseph Cohen, qui appartient à une génération bien particulière de rabbins et autres ministres de cultes (celle des anciens combattants de « la der des der »), s'est très certainement posé la question...

1. 2. Un aumônier ancien combattant de « la der des der »

[Retour à la table des matières](#)

Le Grand Rabbín de Bordeaux a tenu au jour le jour un carnet de combattant (hélas non publié !). Il a été aumônier-brancardier de Corps dans le 81^{ème} Régiment d'Infanterie. Il fait notamment la campagne des Flandres belges, celle de Champagne, de la Meuse, avec ses « frères d'armes ». Il côtoie la souffrance et la mort des « braves », ces jeunes hommes inutilement sacrifiés, de part et d'autre du front, pour tous les temps. Il connaît la mentalité des « poilus », celle de la solidarité irréductible de « la génération du feu » dans leur éloignement du monde « de l'arrière »... Et de l'appel à leur mère quand ils meurent entre ses bras...

Dans la boue des tranchées, en Haute-Meuse, il rencontra l'Abbé Bergey, aumônier catholique, originaire du bordelais, qui sera après la guerre curé de Saint-Émilien, leader de la section girondine de la Fédération nationale du Général de Castelnau (fondateur de l'Union populaire républicaine), député de la Gironde de 1924 ¹³ à 1932, et Président de la Ligue des Prêtres Anciens Combattants. Il co-toya aussi le pasteur protestant Alexandre Momméja, aumônier du même Corps, vétéran de la guerre de 1870. Après la fin du massacre que fut la Grande Guerre, de retour à Bordeaux, tous trois deviendront amis. En 1939, l'Abbé Bergey invita Joseph Cohen et le président de son Consistoire, Raoul Gradis, au congrès de la

¹² Joseph Cohen, *Journal d'un Rabbín*, op. cit., p. 49-50.

¹³ Seul de la liste clémenciste dirigée en Gironde par Georges Mandel à être élu en 1924. Pour cet épisode, cf. P. Dacharry, *Un Prêtre député*, éd. Librairie Delmas, Bordeaux, 1963.

Ligue des Prêtres Anciens Combattants réuni à Saint-Émilion. Rapprochement de cœur, souvenir et devoir d'une sorte d'union sacrée entre « frères chrétiens », entre ceux-ci et ceux que Jean XXIII appellera les « frères aînés », et même entre croyants et incroyants.

De l'expérience de la Grande Guerre, nous pouvons penser que le Grand Rabbin tira plusieurs leçons de survie, sinon de vie. D'abord, respect à la hiérarchie, sens du devoir, dévouement, et solidarité. Il y recourra en 1940. Joseph Cohen était peut être d'une autre guerre, mais pas en retard d'une guerre, et certainement pas avide d'armistice. Cet ancien des tranchées, au fond de lui-même, ne peut pas s'être réjoui de la débâcle et moins encore de la capitulation en Mai et Juin 40.

L'évocation de l'arrivée des Allemands dans la ville livrée par le commissaire Châtelier ¹⁴, policier résistant de Bordeaux auquel sera confié à la Libération la mission d'épurer la police locale, donne une idée claire de ce qu'éprouvèrent bien des anciens combattants :

« En 1940... spécialiste du contre-espionnage dans le Sud-Ouest, j'allais à Bayonne deux ou trois fois par semaine, parce qu'ayant quelques connaissances de la langue espagnole, j'étais toujours chargé de cette frontière... Il fallait s'en occuper activement... Je me trouvais à Hendaye lorsque j'ai appris notre défaite. Qu'on capitulait. Que les Allemands allaient venir jusqu'à Bordeaux. Je suis tout de suite rentré chez-moi. Et j'ai pleuré tout le long de la route. Un vieux combattant de la Guerre de 14, comme moi, trois fois blessé, cinq fois cité, ça lui est dur d'apprendre que l'ennemi est victorieux ! Et c'est encore dur pour moi !... Ca a été également très dur, lorsque passant sur le Boulevard devant cette Caserne Xantraille où j'avais fait mon service militaire étant jeune, j'ai vu le drapeau à croix gammée... Eh bien, vous savez... je n'ai plus voulu y passer devant... C'était pénible pour les vieux ! »

Après la Libération, le Grand Rabbin Cohen reviendra sur la Grande Guerre lorsqu'il mentionnera le 11 novembre euphorique de 1918. Il se souviendra de la capitulation « des boches », de la fête nationale qui s'ensuivit, où le vin coulait à flot, où l'on dansait partout, et ce, malgré la proximité de l'enfer que venaient de traverser certains, et dont beaucoup n'étaient pas revenus. En Juin 1940 il dut

¹⁴ Entretien enregistré avec le Commissaire Chatelier, Bordeaux, mai 1978. Ancien des combats à la baïonnette de Charleroi, deux fois monté au feu à Verdun, il avait été décoré de la Légion d'Honneur par le Maréchal Pétain ; il fut aussi membre de l'Armée secrète pendant l'Occupation.

éprouver la même tristesse que le commissaire Chatelier. Vingt deux ans après « l'Armistice », leur monde basculait. Pour « les anciens », point d'armistice, mais la honte d'une capitulation doublée d'une tromperie, après « la drôle de guerre », la débâcle et l'exode ¹⁵. Dans une allocution du 11 novembre 1944 Joseph Cohen lanca précisément ces mots :

« Armistice ! Nom alors devenu synonyme de fourberie, de trahison et de déshonneur. Dieu nous préserve à tout jamais et du mot et de la chose ¹⁶ ! »

Ces propos font écho à la crainte envers l'Allemagne éprouvée par une génération qui connut deux guerres mondiales. Surtout pas de triomphalisme à l'encontre de l'Allemagne vaincue en 1918. Pas de haine non plus, pas plus qu'en 1920, où l'on relève une participation de Joseph Cohen au Comité bordelais de secours aux Enfants allemands affamés ¹⁷. Mais point d'insouciance ou d'illusions.

Autre leçon : le respect pour les anciens combattants français de confession israélites, la fierté d'arborer sur la poitrine les titres de gloire obtenus au champ d'honneur. Dans son *Journal*, Joseph Cohen salue tout particulièrement, parmi d'innombrables victimes juives, les anciens combattants, les décorés, les blessés, les hommes de « la vraie Union sacrée » des tranchées de 14-18. Il reconnaît, certes, que la Grande Guerre fut « un massacre inutile » ¹⁸ mais, dans un rapport au préfet de la Gironde du 7 décembre 1944 dénombrant les sévices infligés à sa communauté pendant l'Occupation, il note avec amertume la destruction fin 1944 par les nazis des tableaux de marbre sur les murs de la synagogue, portant les noms « des enfants de la Communauté morts au champ d'honneur ¹⁹ ».

Nous observons du paternalisme patriotique, dans ces lignes :

¹⁵ Selon la formule inventée par Roland Dorgelès, auteur en 1919 de l'ouvrage célèbre *Les Croix de bois*. Cf : *La Drôle de guerre. 1939-1940*, Paris, Albin Michel, 1957. Cet ouvrage devait sortir en 1940 mais fut victime de la censure ; Dorgelès était alors grand reporter à *Gringoire* (précisions fournies par notre ami Pierre Cabrol).

¹⁶ Joseph Cohen, *Trois allocutions...*, *op. cit.*, p. 6.

¹⁷ Joseph Cohen, *Trois allocutions*, *op. cit.*, p. 4.

¹⁸ Entretien avec Edmond Cardoze, 27 septembre 1997.

¹⁹ Joseph Cohen, rapport du 7 décembre 1944 adressé au préfet de la Gironde sur les sévices, violences, arrestations, déportations, meurtres, profanations et destructions dont les Israélites du département ont été victimes durant l'occupation allemande, Archives départementales de la Gironde, Série continue, archives du Cabinet du Préfet.

« La vraie union sacrée, nous l'avons dit en 1940, au Congrès des prêtres anciens combattants, la vraie union sacrée est personnifiée par notre drapeau dont les trois couleurs représentent les trois cultes, et les autres, sont symbolisés par la hampe qui soutient tout le reste ²⁰. »

Et nous voyons combien « l'Union sacrée », posée en modèle de mobilisation et d'action collective, lui paraît encore devoir être exaltée :

« L'Union sacrée avant la lettre semble avoir toujours eu des racines dans la vertu des Girondins ; on pourrait en trouver des marques très anciennes dans notre vieille métropole bordelaise. Avec la Grande Guerre, la fraternité des religions, la solidarité des clergés est devenue partout en France une réalité en quelque sorte confessionnelle ; elle ne pouvait que se manifester avec plus d'éclat à Bordeaux même. »

Ces fortes convictions, bien dans un certain esprit de 14-18, enclencheront, dans les débuts de la période 40-44, nous allons y revenir, maréchalisme, sens du sacrifice et attachement au sol de la Patrie... Toutes orientations qui nous paraissent aujourd'hui inexplicables. Les valeurs impliquées dans ces convictions n'avaient-elles pas contribué à l'intégration de la communauté juive et de son chef spirituel dans la cité ?

1. 3. L'intégration de la communauté juive dans la cité républicaine

[Retour à la table des matières](#)

Un Grand Rabbin a par fonction un sens aigu de l'identité de sa communauté. Joseph Cohen pouvait en 1939 inscrire la sienne dans un temps long, et sans aucune des restrictions d'un ghetto. Dans la ville de Bordeaux, des juifs comptaient depuis plus d'un demi-millénaire parmi les composantes notables des activités sociales, économiques et culturelles.

L'histoire de la communauté juive de Bordeaux est un long processus de fusion et d'intégration. Entamé à l'extrême fin du XV^e siècle, il comporte trois phases. Avant la Révolution française, un stade d'assimilation progressive dans la cité, assimilation imparfaite faute d'intégration politique dans le royaume. Sous la

²⁰ Joseph Cohen, Trois Allocutions, *op. cit.*, p. 9.

Révolution et le Premier Empire, parachèvement de l'intégration sociale, économique et politique de principe. Sous le Second Empire et la Troisième République enfin, réalisation d'une intégration de fait avec une sorte de fusion-dilution, sauf pour les nouveaux arrivants. Au fil des siècles l'agglomération de Bordeaux aura assimilé plusieurs communautés juives et elles se sont, dans ce processus, peu à peu fondues en une communauté unique, non pas repliée sur elle-même mais ouverte aux échanges et sur le monde.

Dans la longue durée, la première période (jusqu'à la fin du XVIII^e siècle) est celle de l'accès à un « degré intermédiaire d'assimilation » ²¹. La communauté n'est pas homogène. Elle est dominée, numériquement et institutionnellement, par les « Marranes ». Il s'agit de descendants d'Espagnols ou de Portugais catholiques mais accusés ou suspectés de « judaïser en secret ». Dans leur pays d'origine, les Inquisitions catholiques ayant tenté de justifier la poursuite de leurs activités en multipliant les prétextes à confiscation de biens, de nombreux catholiques furent identifiés par la populace aux « nouveaux chrétiens » d'origine juive qui lors des vagues de conversions forcées (celles de 1391 et 1497) refusaient intimement la conversion. Beaucoup de ces prétendus « crypto-juifs » décidèrent pour leur sécurité de quitter la péninsule ibérique pour rallier des pays sans inquisiteurs. Ceux qui furent perçus dans les pays d'accueil comme pseudo-chrétiens se juxtaposèrent aux petites communautés judéo-espagnoles ou portugaises installées avant eux, sans tout à fait se fondre avec elles et non sans mal parfois ²². Il en fut ainsi en France où à partir de 1550, par autorisation d'Henri II, les premiers marchands « nouveaux chrétiens » s'insérèrent sans difficulté dans l'ordre urbain local tout en observant discrètement quelques commandements juifs.

Certes, en 1614, Louis XIII ordonna à tous les juifs de quitter le royaume dans le délai d'un mois. Mais à l'exception des « marchands portugais de Bordeaux », dont le judaïsme n'était un secret pour personne. Leur droit de résidence n'allait plus être sérieusement remis en question avant 1940. Des dons répétés de leur communauté « pour la nourriture et la sécurité des pauvres » leur assurèrent le soutien des jurats malgré la part importante, unique en France, qu'ils prirent peu

²¹ Cf. à ce sujet l'excellent mémoire universitaire de Jean-Louis Siclon et Serge Soumastre, *La Communauté juive de Bordeaux*, sous la direction des professeurs Jean-Louis Martres et Jean-Louis Seurin, Bordeaux, IEP de Bordeaux, 1970.

²² Cf Cecil Roth, *Histoire des marranes*, 1932, trd . fr. 1990, éd. Liana Levi, *passim*.

à peu dans le commerce de détail de la ville et dans les transactions internationales du port avec l'Angleterre, la Hollande et l'Allemagne ²³.

Vers la fin du XVII^e siècle une vingtaine de familles juives « avignonaises » s'implantèrent à Bordeaux, puis ce furent des familles juives « tudesques », c'est à dire de langue allemande. Une ordonnance du 22 janvier 1734 décida leur expulsion. Les familles avignonaises Astruc, Cassin, Carcassonne, Dalpuget, Lange, Petit, Sampal, Vidal formèrent une requête... Vingt ans plus tard, après maints mémoires en défense et autres péripéties, les Avignonnais furent autorisés à revenir et demeurer à Bordeaux, à commercer avec les Îles et à ouvrir des banques. Une distinction stricte des communautés juives cloisonnait encore chacune d'elles. La plus intégrée, la plus riche de privilèges, était la communauté marrane.

Les souverains français auront accordé des lettres patentes à une poignée des quelques deux cent cinquante familles de « nouveaux chrétiens » portugais ou espagnols, ce qui leur donnait le droit de résider, de posséder et de vivre selon leur coutume. Les Marranes allaient ainsi constituer dans Bordeaux une petite « Nation » caractérisable par des privilèges, une culture, des libertés économiques et (longtemps voilées par un recours systématique à des prêtres, confesseurs et même cimetières catholiques) des pratiques religieuses juives. Toutefois les magistrats municipaux, plus tolérants que ceux du Royaume, permirent au XVIII^e siècle à leurs sept petites synagogues et à leurs rabbins de sortir de l'ombre. Les « marchands portugais » avaient reçu la qualité de « bourgeois de Bordeaux » dès le XVII^e siècle, mais c'est à partir des années 1760 seulement que leurs plus riches familles purent côtoyer quotidiennement le patriciat des Jurats de la ville (conformément aux requêtes de David Da Silva, Joseph Medina et David Lameyre). Ces familles de négociants et de banquiers, assimilées sur le plan fiscal et successoral, furent désormais admises à résider dans les quartiers centraux et à se faire enterrer dans leur propre cimetière... Tandis que les étrangers protestants se voyaient encore confinés aux portes de la ville, près des fossés où ils devaient garder leurs morts !

Les juifs restèrent exclus des fonctions électives municipales et commerciales. Cependant, ils participèrent activement à l'essor du port de Bordeaux, bien au-

²³ Cf Jacques Blamont, *Le Lion et le moucheron, histoire des marranes de Toulouse*, 2000, éd. Odile Jacob, p.75.

delà des formes artisanales de commerce, de courtage, de bijouterie, de banque et de change. Des liaisons permanentes furent cependant établies avec les communautés marranes et séfarades de Londres et d'Amsterdam, démographiquement plus importantes. Des familles bordelaises comme les Gradis et les Lopès-Dubec nouèrent des mariages avec elles, d'autres émigrèrent, beaucoup tissèrent ainsi des réseaux qui entretenirent l'ouverture d'esprit de la communauté et facilitèrent le grand commerce. La fortune des principaux négociants fut assurée dans l'aventure du commerce avec les Îles, mais d'autres y perdirent leur mise, navire et cargaison pouvant être arraisonnés par les pirates ou les Anglais, ou détruits par des tempêtes.

Bel exemple de constitution d'une grande fortune : en 1685, les frères Samuel et David Gradis, issus d'une famille venue de Toulouse et implantée à Bordeaux depuis le XV^e siècle, lancèrent une maison d'armement. En 1724, David créa un comptoir à Saint-Domingue, puis un à Saint-Pierre trois ans plus tard. Abraham Gradis fit de même au Canada en 1748. Au moment de la guerre contre l'Angleterre, la maison Gradis affréta quatorze navires et fit au roi l'avance de plusieurs millions de livres, contribuant largement à lui seul au ravitaillement des colonies royales.

Les Gradis et trois autres familles juives bordelaises accrurent leur fortune en pratiquant le commerce triangulaire, donc en armant des navires négriers, comme le firent des dizaines d'armateurs catholiques et protestants de la place. Leur groupe familial affréta des bateaux. Il assura les cargaisons. Il détinrent des plantations à Saint-Domingue et à la Martinique. Ainsi était-il partie prenante dans plusieurs grands commerces de cette époque, accumulant des profits capitalistes en divisant ses risques (comme l'a bien montré Fernand Braudel). Nous ne disposons pas d'études assez fouillées du financement des plantations des Caraïbes, de la Traite des noirs et du « commerce triangulaire » pour nous permettre d'évaluer la part exacte des grands bailleurs de fonds bordelais. Du moins les travaux de Jean Mettas nous informent-ils des déportations des côtes africaines par des bateaux armés à Bordeaux. Sur les 393 navires recensés, partant de 1730 à 1792 (période qui n'épuise pas les déportations d'Africains vers les Amériques), 19 (soit 5 % de l'ensemble) appartenaient à une poignée d'armateurs israélites, ce qui relativise le poids économique de ces derniers. Raphaël Mendès organisa sept expéditions, avec « Le Jeune David » (février 1750), « Le Prince Noir » (mars

1752, juin 1754, avril 1764, avec 88 noirs à bord), « Le Triton » (janvier 1766, avec 191 noirs à bord), « Le Côte d'Or » (janvier 1768), « L'Amphitryon » (août 1769, avec 104 noirs à bord). David Gradis risqua lui aussi sept navires : « Le Patriarche Abraham » (janvier 1730, avec 596 noirs à bord, avril 1743, avec 658 noirs à bord), « Le Jupiter » (mai 1743, avec 286 noirs à bord), « Le Solide » (mars 1763, avec 43 noirs à bord), « Le Marquis de Marigny » (mars 1764, janvier 1765, avec 149 noirs à bord), « Le Voltigeur » (avril 1768). Les fils Gradis suivirent leur père : Benjamin arma « Le Prince de Juda » (août 1754), et Jacob, « Le Vaillant » (août 1767). Tout comme le gendre de David, Samuel Alexandre, avec « L'Africain » (septembre 1741). Lopès l'Aîné envoya « L'Hector » à deux reprises (septembre 1774 et avril 1776). En 62 ans, avec les neuf (sur dix-neuf) navires négriers ci-dessus dont les archives permettent une statistique de cargaison, 2115 noirs furent embarqués d'Afrique vers les Antilles ou l'Amérique ²⁴.

Après avoir rappelé la barbarie qui se trouve au fondement d'une réussite financière typique de cette époque, notons que ces quelques « réussites » dans l'air du temps ont permis aux notables de la Nation portugaise, dans les années 1780, de revendiquer hautement une institutionnalisation de ses protections statutaires et la pratique non clandestine de leurs rituels dans quelques synagogues. Lopes-Dubec et Furtado remirent en 1788 un mémoire rédigé dans ce sens à l'Intendant Saint-Maur, demandant la reconnaissance des lois et coutumes juives, le droit d'exercer toutes les professions, de posséder des terres, et de participer activement à la gestion municipale et à la Chambre de Commerce. Jusque là, la communauté s'extériorisait uniquement sous la forme d'une caisse de charité administrée par la *Sédaca*, conseil d'anciens comptant les plus riches notables, voué à l'assistance des pauvres ainsi que des communautés de Palestine. Cette formation communautaire devait être investie de fonctions coercitives (à l'encontre des juifs « vagabonds et indésirables », expulsables par elle) et de nouvelles fonctions financières. Elle devrait disposer, au-dessus des rabbins, d'un monopole pour le contrôle éventuel du caractère *casher* des denrées alimentaires, dans la vérification de la

²⁴ Cf. à ce sujet le travail de référence de Jean Mettas, *Répertoire des expéditions négrières au XVIII^e siècle*, Paris, Société française d'Histoire d'Outre-mer, P. Geuthner, 1984, tome 2, p. 9-132. Le sujet est survolé par Eric Saugera, *Bordeaux, port négrier (XVII^e-XIX^e siècles)*, Paris, Karthala, 1997, p. 232. Pour une vue synthétique du système, cf. Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris, Armand Colin, 3 vol., 1979 et Olivier Pétré-Grenouilleau, *Les Traités négrières, essai d'histoire globale*, Paris, Gallimard, 2004.

formation des rabbins, et d'une autorité quant à l'ordre moral de la communauté (veillant à privilégier les mariages intra-communautaires). D'ores et déjà des contacts étroits furent entretenus avec les centres marranes d'Amsterdam et de Londres, ainsi qu'avec les rabbins séfarades les plus éminents, conférant à la *Sé-daca* bordelaise une sorte de magistère moral.

L'Ancien Régime n'ira guère au-delà. Ce sont la Révolution et l'Empire qui accéléreront l'intégration de la « nation portugaise » dans la nation française et dans la modernité. Les « nations » portugaises et avignonaises votèrent pour les États généraux de 1789. Trois Juifs bordelais, David Gradis, Salomon Lopès-Dubec (ancêtre de la famille Gomez-Vaes) et Abraham Furtado, furent nommés députés du Tiers-État. Un Cardoze devint député à la Convention ²⁵. Une délégation des Juifs de Bordeaux à la Constituante, composée de Gradis, Raba, Da Costa, Rodrigues, Lopes-Dubec, de George, présenta un mémoire revendiquant le droit d'accès des Juifs naturalisés français « depuis 1550 » à la fonction publique et à la citoyenneté. Ce droit d'accès leur fut conféré par un décret du 24 décembre 1790. Abraham Furtado et Salomon Lopes-Dubec entrèrent à la Municipalité de Bordeaux... L'Empire allait parachever cette phase d'assimilation accélérée de la communauté.

Restait en effet une difficulté à surmonter : l'opposition entre la loi religieuse hébraïque et les lois civiles françaises. De 1793 à 1820, les « mariages mixtes » devinrent fréquents dans les familles des marchands et négociants ²⁶, au grand dam de plus d'un rabbin. De 1800 à 1850, de nombreux chefs de familles adoptent une stratégie d'émancipation.

En 1806, l'empereur Napoléon convoqua une « Assemblée des notables » réunissant des représentants de toutes les communautés juives de France afin d'institutionnaliser leur intégration civile, telle qu'amorcée par la Révolution. Les représentants bordelais Abraham Furtado et Isaac Rodriguez défendirent un point de vue laïque, favorable à « l'assimilation ». Pour tenir compte de l'interdiction

²⁵ Cf. à ce sujet, de Mrs France Malino, *Les Juifs séfarades de Bordeaux, assimilation et émancipation dans la France révolutionnaire et impériale*, Bordeaux, IAES, 1984, Collection Les Cahiers de l'IAES (Institut aquitain d'études sociales), n° 4.

²⁶ Les Albouquerque, Cardoze, Galès, Rodrigues-Henriques, Peixotto, Fonsenque, Astruc, Cerf-Birier, Dacosta, Lopès, Galibert, Delmon, Moline, Henriques da Mesquita, Alvarès, Mouliner-Dubois, Mendès, Delvaille, Larroque, Torrès, Bar Samuel, Rodrigues-Pereyre, Malleret, Naxara, Himmanuel Léon du J.B., Léon, Castelnérac, Testut...

des mariages mixtes par la loi juive, il fut admis après maints débats de toujours décréter juifs les mariages mixtes, que le mariage avec une chrétienne ait eu lieu civilement ou religieusement ²⁷. Le décret impérial du 20 juillet 1808 accélèra le processus de mise en cause du judaïsme particulariste et endogame. Sans provoquer une fin rapide de leur communautarisme culturel, il permettra l'adhésion des familles de religion juive aux principes de la liberté individuelle et de l'égalité, fondements d'une culture politique laïque. C'est ainsi que les Pereire, qui allaient donner toute leur mesure sous le Second Empire, adhèrent à Bordeaux puis dans le Paris des années 1830 au saint-simonisme économique. C'est ainsi aussi que se développa une « Communauté Métropole » de Bordeaux, s'inscrivant dans le judaïsme séfarde de France.

En 1841, les métiers des chefs de famille israélites se répartissaient ainsi dans la cité girondine : 29 % dans le grand commerce (les de Léon, Alexandre, Astruc, Cardoze, Colace, Cordova, Dacosta, Dalmeyda, Delvaille, Ferreira, Foy, Georges, Gommès, Gomez, Gradis, Julian, Lameyra, Lange, Léon, Lopès, Mendès, Nonnez-Lopès, Nunès, Oxeda, Pessoa, Peynado, Raba, Raphaël, Roblès, Rodriguès, Rodrigues-Henriques, Roget, Salom, Sasportas, Totta, Victoria, Weill...) et la banque (Alexandre, Rodrigues-Henriques) ; 49 % dans le moyen et le petit commerce ; 2,5 % dans l'enseignement, les services et le monde des employés ; 20 %, âgés et fortunés, vivant de rentes et de leurs propriétés ²⁸. Preuve d'une intégration ancienne et continue, la stabilité de la répartition était déjà sensible en 1808, avec, entre les fils et les pères, 73,5 % de reproduction professionnelle, 19,5 % d'ascension sociale, et seulement 8 % de déclin ²⁹. Les affaires économiques se traitaient et se transmettaient au sein de réseaux familiaux, avec une forte endogamie (66 % de mariages internes) ³⁰. Quant à l'habitat, pas de ghetto mais un regroupement : les rues de prédilection se trouvaient proches des synagogues. Il exista au XIX^e siècle, comme l'a montré l'historien-archiviste Jean Cavignac, un « quartier juif » qui coïncidait avec l'implantation posée dès le XVIII^e siècle. Situé près des ou dans les rues Sainte-Catherine, Canihac, Moulinié, Henri IV, Ho-

²⁷ Cf. sur l'histoire de la Communauté juive de Bordeaux la remarquable thèse de notre ami défunt Jean Cavignac, *Les Israélites bordelais de 1780 à 1850. Autour de l'émancipation*, Paris, Publisud, 1991, p. 88 à 96.

²⁸ Jean Cavignac, *Ibidem*, p. 104.

²⁹ Jean Cavignac, *Ibidem*, p. 203.

³⁰ Jean Cavignac, *Ibidem*, p. 279.

noré-Tessier, Dumercq-Magendie, du Mirail, Tombeloy, Veyrines, des Cours Victor Hugo et Pasteur ³¹, il regroupait près de 93 % d'une communauté pourtant diversifiée socialement.

Des structures communautaires anciennes, particularistes et patriarcales passèrent progressivement le relais à des institutions plus largement assises. Avant l'organisation du « culte mosaïque » fixée par des décrets du 13 mars 1808, des pratiques « nationales » (espagnole, portugaise, avignonnaise, allemande...) en fait d'enseignement religieux et de bienfaisance (*tsedakah*) s'étaient développées autour des synagogues privées. En 1790 une association unique de bienfaisance absorbe ces dernières. Après 1808, son activité se diversifie, étayée par des sociétés de jeunesse et féminines, estompant la diversité des traditions. Dans les années 1820, le Consistoire devint le centre d'impulsion des activités collectives. La communauté accueillera de nouveaux venus après 1870 : une cinquantaine de familles alsaciennes, puis des Juifs d'Italie, de Turquie, des Balkans et d'Europe centrale. Mais le Consistoire, composé de notables (en nombre évolutif) et d'un Grand Rabbin, était et restera longtemps dominé par les grandes familles « portugaises » ³².

La pose de la première pierre de la grande Synagogue, le 24 juin 1880, sur un terrain concédé par la ville et en présence de Jules Grévy, Président de la République, témoigne hautement de l'intégration dans la République française de la communauté juive de Bordeaux. Défendant le projet, l'adjoint au maire libéral avait déclaré devant son Conseil, le 21 mars 1882, en évoquant la virulence de l'antisémitisme allemand et russe :

« Bordeaux comptera sous peu un édifice religieux de plus, qui se distinguera par son aspect original des autres lieux de culte de la Ville. Cet édifice montrera en outre à tous les yeux que pendant que l'Allemagne et la Russie Impériale persécutent les Juifs comme aux beaux temps du Moyen Age, la France Républicaine leur fait une large place au soleil et applique ces principes sympathiques qu'elle a eu la gloire de proclamer il y a plus d'un siècle » ³³.

³¹ Jean Cavignac, *Ibidem*, p. 302-310.

³² Jean Cavignac, *Ibidem*, p. 313-347.

³³ Joseph Cohen, *Journal, op. cit.*, p. 21.

Traditionnellement, et quelle qu'ait été l'orientation politique de la municipalité, la communauté israélite de Bordeaux comptait depuis 1790 un ou plusieurs adjoints au maire et conseillers, divers autres élus, des membres engagées dans des associations, des loges maçonniques, des organes de presse, les institutions sociales et économiques locales, les consulats de puissances étrangères, l'université. Cette communauté se distinguait aussi dans les domaines de la culture et de la création : Isaac Rodriguès, descendant de la famille Astruc, est l'un des fondateurs du Muséum de Bordeaux, un Pereire-Rodriguès est le premier instituteur de sourds et muets de France, Cardoze, un des fondateurs de l'Académie de la Ville, Benjamin Gradis, un des premiers sociologues, Catulle-Mendès, un poète connu... Perrier-Rodriguès (grand-père des frères Péreire, banquiers), était instituteur. Émile Pereire, conseiller général puis député de la Gironde, prit une grande part à l'assainissement des Landes de Gascogne et créa la station balnéaire d'Arcachon, sans parler de son rôle avec son frère, dans l'économie du pays sous le Second Empire.

L'activité du Consistoire mériterait une étude approfondie que permettrait la lecture de ses registres. Jusqu'en 1940, il a porté secours aux indigents, organisant œuvres et manifestations, et il a veillé activement à l'éducation des jeunes. Une école de garçons (en 1830), une école de filles, puis une école maternelle (fondée par David Marx et Alexandre Léon) et une école d'études hébraïques (en 1840), témoignent de son engagement, et de l'aide de la municipalité. Le Consistoire gèra aussi le cimetière israélite du Cours de l'Yser. La Ville de Bordeaux n'a-t-elle pas non plus conservé une « rue Judaïque » jusqu'à nos jours ?

Pour manifester leur attachement aux valeurs de la République, en 1931, les notables de la communauté, sous la direction du Grand Rabbin Joseph Cohen, ont commémoré ostensiblement à la Synagogue le centenaire de la mort de l'Abbé Grégoire, qui favorisa l'intégration des juifs de France en 1791, comme d'ailleurs chaque « 11 novembre », depuis 1918. Dans les années trente encore, aidés notamment par Joseph Benzacar, maire-adjoint dans la municipalité socialiste d'Adrien Marquet, les membres du Consistoire réunirent les fonds nécessaires pour l'édification, le 29 juin 1934, de la Maison de Retraite des vieillards israélites de la rue Henri IV, avec le soutien de la ville.

Cependant, l'étude de Jean-Louis Siclon et Serge Soumastre ³⁴ montre, à partir de divers travaux historiographiques sur les élites bordelaises, que les effectifs de la communauté « portugaise » furent en cours d'érosion démographique après la première guerre mondiale, tant de par la mutation de l'identité communautaire qu'en raison d'un nombre croissant de mariages mixtes. La « judéité » se réduisit désormais à la pratique des rites religieux fondamentaux. Dans les années trente, l'arrivée de nombreux juifs prolétaires d'Europe centrale et de l'Est n'enraya pas le processus. Cependant les notables « portugais » demeurèrent en nombre dans le Consistoire. Présidée par Raoul Gradis, Chevalier de la Légion d'Honneur à titre militaire, l'institution comptait en 1940 trois banquiers de vieille souche marrane : son vice-président, Jules Molina, son secrétaire général, Roger Gomez-Vaez, son président d'honneur, Georges Felsenhardt, secondés par Maurice Kalfon, trésorier, José Naquet (vice-président d'honneur), Alfred Naquet et David-Albert Errera.

Dans la vie politique agitée de l'entre-deux-guerres, il appartient au Grand Rabbin Joseph Cohen de rapprocher les juifs séfarades, de rite judéo-espagnol et de langue française, et les juifs immigrés, souvent de rite ashkénaze et parlant mal le français. Ces immigrés avaient fui les vexations de tous ordres liées à l'antisémitisme, et ils connurent souvent des pogroms et des ghettos dans leur pays d'origine. Avec ténacité, ayant le sens du labeur et des sacrifices, ils tachèrent de s'assimiler dans les rues populaires du « quartier juif » de la ville, vivant d'humbles métiers ou de petits commerces. Une économie rigoureuse leur permit de subvenir aux besoins de familles plus nombreuses que celles de leurs voisins. Leurs enfants bordelais, nés à la fin des années vingt ou trente, fréquentèrent les écoles communales de quartier, les terrains de sport et les « Maisons du peuple » de la Mairie socialiste, jouèrent sur les pavés, dans les places et les jardins de la cité avec l'ensemble de leurs petits camarades. Les représentants les plus engagés de cette fraction hétéroclite de la communauté animèrent l'« Association de fraternité israélite », créée le 11 mai 1926. Cette nouvelle œuvre de bienfaisance intégra et conseilla les nouveaux arrivants et réalisa une animation culturelle *yiddish*.

³⁴ Mémoire dirigé par les professeurs Jean-Louis Martres et Jean-Louis Seurin en 1970 à la Faculté de Science politique et de Droit de Bordeaux.

Si aucun des « Juifs étrangers » ne fut membre du Consistoire, il exista cependant quelques rapprochements entre responsables associatifs. Notons la mise en place par le financier et philanthrope Daniel-Ifla Osiris d'un « bateau-soupe » (l'Osiris) destiné aux travailleurs du port, mais qui, en 1921 par exemple, abrita une centaine d'orphelins des pogroms de l'Est passant par le port girondin pour se réfugier aux États-Unis ³⁵. Notons aussi qu'à un moment où la question de l'accueil des réfugiés juifs Allemands fuyant le nazisme fut adressée de façon très controversée au sein du judaïsme français ³⁶, Joseph Cohen adopta la position du Consistoire central et de l'Alliance israélite universelle et décida d'agir solidairement.

Alors qu'un nombre important de victimes commençait à affluer à Bordeaux, en avril 1933, voici ce qu'il écrit dans son *Journal* :

« En 1933, à l'avènement de l'hitlérisme, le monde apprit avec stupeur les rafles déclenchées, de jour et de nuit, contre les Juifs allemands. Avec acharnement, on arrachait des parents à leur foyer ; ils devaient abandonner leurs enfants, même les bébés au berceau que l'on entendait sangloter jusqu'à leur dernier souffle. Défense était faite aux voisins de leur porter secours ³⁷. »

Devant l'afflux de réfugiés, le Grand Rabbin de Bordeaux tenta de saisir le Comité de Genève ; sans succès. Il se dépensa sans compter pour porter secours aux victimes de la terreur hitlérienne. Il décrit ainsi l'accueil de la communauté bordelaise :

« Nous étions pris au dépourvu. Il fallait les loger, les nourrir et pourvoir à leur entretien. Avec le concours du Comité d'Assistance parisien de la rue Jouffroy, notre Comité local s'acquitta honorablement de sa tâche, sous la présidence d'Eugène Felsenhardt, homme de cœur au dévouement exemplaire. Le premier soir de Pessah, notre appel en faveur des réfugiés eut un succès total : à l'issue de l'office, tous les exilés furent reçus dans les familles ; bien mieux, il n'y eut pas assez de candidats ³⁸. »

³⁵ Joseph Cohen, *Journal d'un Rabbin, Extraits*, Bordeaux, 1967, p. 42.

³⁶ Cf. sur ce point l'ouvrage de Maurice Rajsfus, *Sois juif et tais-toi. 1930-1940, les Français "israélites" face au nazisme*, Paris, EDI, 1981, notamment les p. 99-187.

³⁷ Joseph Cohen, *Journal d'un Rabbin*, op. cit., p. 62.

³⁸ Joseph Cohen, *Journal d'un Rabbin*, op. cit., p. 63.

Un *Séder* de solidarité fut organisé à la Maison de Retraite, malgré quelques accrochages de certains réfugiés, Allemands d'abord, avec des Bordelais. À Paris, le président du Comité d'assistance aux réfugiés, Albert Lévy (qui dirigera l'Union Générale des Israélites de France en 1942), fera publier le 10 juin 1938 dans *L'Univers israélite*, journal officieux du Consistoire central, un ensemble de règles de comportements à l'usage des nouveaux arrivants... ³⁹.

À Bordeaux, en 1936, comme le recommandait l'Alliance israélite universelle, le Grand Rabbin sollicita la modification de passeports pour de nombreux réfugiés, par l'entremise de la préfecture de la Gironde. Le Consul d'Allemagne à Bordeaux, après un temps d'hésitation, débloqua leur situation sans en référer à son ambassade. Joseph Cohen dû accepter que la domiciliation se fasse chez lui, 213 rue Sainte-Catherine. Il obtint l'inscription des réfugiés au registre du Comité d'assistance, ce qui obéra lourdement les finances de ce fonds. Les frais d'hébergement furent réduits grâce à l'ouverture de dortoirs d'accueil dans la Maison de retraite de la rue Henri IV ainsi que rue Margaux. Il fallut aussi une intervention de Joseph Cohen auprès du député de la Gironde, Georges Mandel, pour obtenir du préfet une plus grande compréhension dans le traitement de ces Allemands fuyant le nazisme ou expulsés de chez eux. Et puis il fit en sorte que l'on occupa quelques uns de ces nouveaux chômeurs à des travaux en forêt à Villandraut et à Arès, chez Sophie Wallerstein.

Cette philanthrope, fille d'un conseiller général, puis député de la Gironde (Léopold Javal), « fidèle à l'esprit du judaïsme », avait décidé d'aider les malheureux, sans barrière de classe, de nationalité, de religion. Autoritaire de caractère ⁴⁰, elle avait fondé à Arès une maison de santé qui servait aussi de maternité, de petit hôpital de campagne d'urgence et d'aérium : le *sanatorium* de la Pignada. Remplacée formellement à la direction de sa fondation, en raison de son grand âge, elle continuait à l'impulser indirectement. Joseph Cohen et cette amie nonagénaire se dévoueront ensemble, lors de la débâcle, avec la directrice de l'hospice de Podensac, pour accueillir les vieillards repliés de l'Asile de Nancy, en utilisant

³⁹ Il leur demande de ne pas faire de politique, de parler français, de surveiller leur tenue dans les lieux publics, de se montrer discrets, polis, modestes. Cf Maurice Rajsfus, *Sois Juif et tais-toi*, op. cit., p. 139.

⁴⁰ Née en 1853 à Mulhouse, elle avait connu deux guerres franco-allemandes, en 1870 et en 14-18. Résolument gaulliste, elle fêtera l'entrée des troupes anglaises en Syrie comme une victoire.

une aide « substantielle, rapide et efficace » obtenue de la préfecture. Nous les retrouverons plus tard encore, en pleine Occupation.

En 1935, après la promulgation des « Lois de Nuremberg », Joseph Cohen, qui avait lu *Mein Kampf*, soutint vivement la condamnation de l'antisémitisme nazi tel que le Consistoire central la prononça, en ces termes prémonitoires et sans ambiguïté:

« Ces mesures hypocrites mettent, en réalité, hors-la-loi, plusieurs centaines de milliers d'êtres humains qu'elles vouent à une extermination finale. Insultés, traqués, chassés méthodiquement de tous les métiers, martyrisés jusque dans leurs enfants qui seront bientôt tous exclus des écoles publiques, ces malheureux se voient privés de la dignité d'hommes et ravalés au niveau des parias de l'espèce humaine ⁴¹. »

Au moment de Munich, puis de nouveau après la déclaration de guerre en 1939, le Grand Rabbin, en patriote et ami de l'Abbé Bergey, leader des prêtres anciens combattants de la droite catholique du temps de « l'Union sacrée », s'inscrivit le premier sur une liste de volontaires pour l'engagement militaire, avec tous « ses » allemands, ceux de 1933 et d'après. Il ne sera pas pris, vu son âge.

Enfin, il allait poursuivre dans le même état d'esprit ses efforts de participation et de solidarité lors de l'exode, par suite du repli à Bordeaux du Consistoire central (« lui aussi en retard d'une guerre » ⁴²) et de diverses œuvres juives de la capitale ou d'ailleurs. Joseph Cohen sut être bien reçu par le service des Réquisitions de la préfecture de la Gironde pour faire face aux nécessités de leur accueil.

Qu'allait-il se passer après Juin 1940, les troupes du troisième Reich occupant Bordeaux ? Comment le Grand Rabbin luttera-t-il pour préserver les solidarités antérieures et les appuis obtenus ?

⁴¹ Maurice Rajsfus, *Sois Juif et tais-toi*, op. cit., p. 129. L'auteur, assez dur contre le rabbinat français, minimise de telles déclarations, « de pure forme », « simple constat » apolitique, moralisateur.

⁴² Joseph Cohen, *Journal d'un Rabbin*, op. cit., p. 85.

Approche qualitative de la tentative d'anéantissement
de la communauté juive de Bordeaux (1940-1944).
L'engagement du Grand Rabbin Joseph Cohen (1876-19..)

2. Un dévouement légaliste dans « les heures sombres »

À partir de juillet 1940, comme chaque « Juif », Joseph Cohen sera confronté à la menace qu'avait laissé présager pendant l'Entre-deux-guerres la montée de l'antisémitisme en Allemagne, puis en France et à Bordeaux même ⁴³. Il sut d'emblée que sa communauté, toutes composantes confondues, allait entrer dans des « heures sombres ».

2. 1. Analyse de la situation

[Retour à la table des matières](#)

Au-delà de la propagande raciste distillée par la presse ou par des groupuscules politisés (dont nous connaissons le développement local ⁴⁴) se profile immédiatement une politique anti-juive d'État. Mise en œuvre dès les premiers jours après que le pouvoir ait été confié au maréchal Pétain, cette politique allait connaître une phase administrative, puis une phase policière. Elle procéda d'une double source. Nazie d'une part, présente à Bordeaux dès Juillet 1940 avec l'Occupation militaire et policière de la part du *SD* (*Sicherheitsdienst*, la police politique du parti nazi). Pétainiste d'autre part, avec les lois dégradantes de juillet-août 1940, puis le premier « Statut des juifs » publié au *JO* du 4 octobre ; le premier en France depuis des lustres. Les juristes chargés de rédiger le dispositif

⁴³ Cf. sur ce point D. Méreuze, *L'Antisémitisme et la presse bordelaise*, Mémoire IEP de Bordeaux, 1977.

⁴⁴ Cf. notre étude sur *Les Nationaux bordelais, 1919-1945* (à paraître).

anti-juif le rendirent bureaucratiquement impitoyable. Face aux autorités allemandes, Joseph Cohen savait depuis 1933 ce que laissait présager le discours hitlérien. Face aux autorités françaises, fut-il capable d'anticiper ce que le pétainisme au pouvoir allait couvrir ?

Dans son *Journal*, le Grand Rabbin livre au sujet de l'idéologie nazie le fond de sa pensée, après coup. Pendant trois années, il observa de près les Allemands à Bordeaux. À l'issue de chaque rencontre officielle, la première ayant eu lieu début 1942 au rez-de-chaussée de la Préfecture en présence de l'Intendant régional de Police Duchon⁴⁵, il analysa les ressorts de l'antisémitisme nazi. Le colonel Duchon, ancien de 14-18, encore d'active en 1939, lui sembla ne pas percevoir la passion avec laquelle Hitler et, à Bordeaux, les *SS*, le *SD* et même les *Feldgendarme*, les militaires et autres administratifs de la *Feldkommandantur* pourchassaient « les juifs », y compris les enfants et les vieillards. Au colonel Duchon, qui, sous l'autorité préfectorale, contribua soit-disant « à contre-cœur » à impliquer la police de l'État dans la mise en œuvre des actions allemandes visant les Juifs de Bordeaux, Joseph Cohen tenta de fournir une explication :

« Hitler, lui dis-je, n'en veut pas tant aux Juifs qu'à leurs biens. C'est un des fondements de l'hitlérisme que d'acheter les consciences des uns avec l'argent des autres. À Mussolini, Hitler a offert la Corse, la Savoie, la Tunisie et la Libye ; à l'Espagne, Gibraltar et le Maroc ; au Mikado, toute la Chine. À ses partisans de la première heure, comme à tous ceux qu'il voulait rallier, en Allemagne et dans les territoires des pays qu'il comptait occuper, il n'y avait rien de mieux à offrir que les biens juifs. C'est là une des clés de l'antisémitisme⁴⁶. »

Hitler, une fois chancelier, et *Führer* du Reich, déclencha les confiscations de biens des juifs en laissant libre cours à l'« esprit de cupidité et de convoitise ». L'antisémitisme des nazis eut l'efficacité de ce ressort matérialiste et brutal. Dès 1933 plurent amendes et expropriations assorties d'insultes et de violences physiques. Le Grand Rabbin le savait puisqu'il avait contribué, nous l'avons vu, à aider les Juifs en Allemagne *via* la Société des Nations et les réfugiés juifs allemands à Bordeaux même. « Passionnément galvanisée » et programmée par une culture militariste et nationaliste à outrance de longue date, la population du *Reich* adhéra

⁴⁵ Joseph Cohen, *Journal d'un Rabbin*, op. cit., p. 76-78.

⁴⁶ Joseph Cohen, *Journal d'un Rabbin*, op. cit., p. 76.

largement au national-socialisme, illogique au point de traiter les juifs de « sous-hommes » en même temps qu'elle leur reprochait une influence prépondérante dans quantité de domaines, au point de les qualifier de « maîtres de l'univers ». Illogisme ? Point de raison ici, mais de la passion. Et il en fut de même à Vichy. « Les juifs », tenta-t-il d'expliquer à l'Intendant régional Duchon, n'étaient-ils pas désormais dans la propagande officielle autre chose que les boucs émissaires pour la défaite ? À eux les fautes ! Donc on criminalisait les juifs étrangers et les « israélites de France ». À eux la puissance ! Donc Berlin et Vichy essayaient d'obtenir que les juifs américains fassent pression contre l'entrée en guerre des États-Unis en leur promettant une humanisation du traitement de la « question juive » ⁴⁷... Bref, un immense chantage et une immense spoliation !

Le nazisme est qualifié là clairement par Joseph Cohen de « gangstérisme ». Le comportement des SS et des soldats allemands méritait cette caractérisation. Bordeaux était depuis Juillet 40 un territoire qui se prêtait à l'observation directe de l'antisémitisme nazi. Réquisitionner, voler, piller les biens juifs... avec la complicité de tout Vichy ! Les Allemands ne commencèrent-ils pas par ces pratiques « barbares » ? À Bordeaux et dans le département, bien des foyers furent touchés. Dans son rapport de 1944 au préfet de la Gironde sur les sévices subis par la communauté, Joseph Cohen insista sur la dimension de la rapine (que confirme notre étude sur la spoliation, l'aryanisation, et les activités à Bordeaux du service de Cloos, dit « de la Rue Ravez ») :

« Dans les dernières années, la Gestapo semble avoir organisé un service spécial de renseignements pour connaître instantanément les décès, quelquefois même avant, ces agents venaient chez les familles en deuil et grossièrement ils réclamaient les meubles et le vestiaire appartenant au défunt. Ils en profitaient pour en prendre d'autres par la même occasion.

Monsieur Kahn, demeurant 1 Place Pierre Lafitte, commandant en retraite, Officier de la Légion d'Honneur, Croix de guerre, a eu le désagrément alors qu'il était malade et alité d'avoir la visite des gens de la Gestapo, il avait sa montre en or sur la table de nuit l'un des visiteurs, sans se gêner, empocha sa montre en lui disant : "Vous Juif, n'en avez pas besoin".

Il nous est revenu qu'après le premier bombardement de la banlieue parisienne, des agents de la Gestapo se présentèrent aux bureaux de la

⁴⁷ Joseph Cohen, Journal d'un Rabbin, op. cit., p. 77.

Compagnie Transatlantique et exigèrent la livraison immédiate des bagages qui étaient en souffrance dans les magasins de la compagnie et dont les propriétaires avaient des noms de consonance juive, alléguant qu'ils allaient les utiliser à dédommager les sinistrés de la banlieue parisienne. Le Chef de service demanda une décharge mais il n'en a eu que la promesse. Comme ils avaient mis du temps pour s'exécuter revenant à la charge quelques semaines après, le chef de service fut reçu par un officier allemand qui lui dit : "Que venez-vous réclamer ? Ah ! Pour les colis, mais il y a longtemps qu'ils ont été expédiés à Berlin". »

On était bien au-delà des taxes et prélèvements publics que justifiait l'antisémitisme d'État, mais face à un pillage sans fard ni scrupule, sans souci de justification légale plausible. Joseph Cohen écrit, ce qui montre sa conscience aiguë des risques d'actions incontrôlées des occupants à Bordeaux :

« Au début de l'occupation, questionné sur ce que je pensais des ordonnances allemandes, j'avais répondu : "Nous juifs, nous aurons plus à craindre de leur désespoir que de leur haine" ⁴⁸. »

Il ne ressent pas l'utilité de recourir au détail des compétences et des limites, voire des rivalités, de services allemands fort nombreux, lorsqu'il explique, dans son allocution du 2 décembre 1944, le caractère imprévisible des sévices subis par sa communauté :

« Aucune famille spirituelle, aucun groupement social n'aura fourni un pourcentage de déportés comparable au nôtre. Pendant les quatre années d'occupation, la déportation a été, pour ainsi dire, notre triste partage. Sous le moindre prétexte, pour des motifs futiles, parfois sans aucun motif, ou pour des motifs diamétralement opposés, nous étions arrêtés, internés, déportés. Pour nous, la déportation devait être générale, totale, et si les Chefs de la Gestapo avaient pris des formes et mis du temps en y procédant par paliers, c'est que tout simplement, dans leur lourde et ombrageuse psychologie, ils étaient tellement sûrs de gagner la guerre, qu'ils avaient pensé que nous n'aurons rien perdu à attendre...

C'est pourquoi, du début à la fin de leur abjecte besogne, nous avons observé chez eux l'absence de règles fixes et des applications littéralement déconcertantes. Au commencement, la déportation ne devait, en principe, frapper que certaines catégories d'israélites étrangers originaires de

⁴⁸ Joseph Cohen, Journal d'un Rabbin, op. cit., p. 84.

l'Europe Centrale – cependant, dans le même temps on prenait tout de même quelques israélites français ⁴⁹. »

L'antisémitisme nazi est remarquablement analysé par le Grand Rabbin. Au-delà des décisions illogiques, incompréhensibles, sans cesse changeantes et imprévisibles des occupants, il sait à quoi s'en tenir quant aux intentions de Hitler et de son entourage. Le chaos des ordonnances allemandes et l'idéologie de « la race des seigneurs » procèdent du « faux prophète de Berschtesgaden ». Il faut se méfier des distinctions entre israélites français et juifs étrangers, sujets des pays alliés et des pays ennemis de l'Allemagne ; c'est un piège grossier tendu au gouvernement et à l'opinion dans la zone non occupée, piège vite éventé en zone occupée en raison de l'indistinction qui prévalait dans les ordonnances allemandes antijuives. À ce sujet, Joseph Cohen déclarera lors de son allocution du 2 novembre 1944 :

« Quand on faisait déverser sur nous Israélites français, toute la bile raciste, on voyait dans le même temps les agents de la Gestapo se montrer pleins d'obséquieux égards vis-à-vis de Juifs étrangers sujets de pays encore neutres, ou non belligérants. Et nous avons vu sur notre territoire national des parents ne portant pas l'étoile jaune parce qu'étrangers, tandis que leurs enfants en étaient marqués parce que Français ⁵⁰. »

De fait dès Juillet 1940, situés en zone occupée, les juifs bordelais furent inquiétés, discriminés et spoliés. Par exemple, dès août 1940, lorsque 1200 juifs allemands furent convoyés des camps de Gurs et de Saint-Cyprien à la Caserne Boudet, à Bordeaux : le *Feldkommandant* de la place demanda qu'ils soient complètement pris en charge par « leur communauté » bordelaise. Le Grand Rabbin prit contact aussitôt avec le maire Adrien Marquet, jugé influent auprès des autorités, et avec son premier adjoint, Pinèdre. Le *Feldkommandant* rapportera la mesure, mais lui substituera une amende de 400 000 francs exigible immédiatement du Consistoire pour subvenir aux besoins des internés, et qui fut payée.

De la part des autorités allemandes, donc, pas le moindre espoir. Mais Joseph Cohen devait-il aussi désespérer de Vichy, et des institutions relevant de la haute autorité de « l'ancien de Verdun » qu'était le maréchal Pétain ?

⁴⁹ Joseph Cohen, *Trois allocutions...*, op. cit., p. 9.

⁵⁰ Joseph Cohen, *Trois allocutions...*, op. cit., p. 2.

2. 2. Positionnement par rapport à Vichy

[Retour à la table des matières](#)

Par rapport à Vichy, on peut observer une attitude ambivalente, dans les premiers temps de l'Occupation, de la part du Grand Rabbin de Bordeaux. Pétain lui apparut sans aucun doute sinon comme un bouclier, du moins comme un recours possible. *A posteriori*, cette opinion déconcerte nos contemporains. Cependant il ne s'agissait pas en son temps d'une opinion singulière. Elle sous-tendait la stratégie loyaliste adoptée par la grande majorité du rabbinat français. Rétrospectivement, la fragilité de leurs appuis saute aux yeux ; du moins, dans certaines circonstances locales, ont-ils pu quelque temps les aider à tenir.

La réglementation de Vichy a imposé rapidement aux « juifs » autant d'interdits et d'humiliations que les ordonnances allemandes. Au début, la chose apparut inimaginable et incompréhensible pour des israélites français comme Joseph Cohen, qui furent bouleversés par l'entrée des Allemands à Paris. Voici dans quelle perspective il crut pouvoir situer les mesures prises à Vichy :

« On se servait des étoiles du Maréchal comme d'une sorte de miroir d'alouette. Pour commencer, on nous interdira de vivre en République ; puis nos trois couleurs disparaîtront de nos édifices publics ; interdiction sera faite aux églises de faire sonner les cloches et à l'entrée de la Tour Eiffel – de cette tour du haut de laquelle fut annoncée notre victoire – on lira cet écriteau étrange : “Accès interdit aux Français” ⁵¹ ! »

Et puis, s'agissant du « Maréchal », ne fallait-il pas, et ne pouvait-on pas, en tant qu'ancien aumônier/ancien combattant de 14/18, le faire s'expliquer et tenter de le comprendre ? Lors de la débâcle de Mai 40, le Grand Rabbin de Bordeaux avait hébergé, au 213 rue Sainte Catherine à Bordeaux, ses amis Schwartz, Grand Rabbin de France, et Weill, Grand Rabbin de Paris. Confronté aux ordonnances allemandes et aux lois de Vichy, il adopta évidemment leur point de vue. Pétain et la zone libre représentaient selon eux un recours et un refuge. Ils tentèrent de les utiliser comme un bouclier pour leur dignité bafouée. Ils continueront à le faire même après l'invasion de la zone libre, fin 43...

⁵¹ Joseph Cohen, Trois allocutions..., op. cit., p. 6.

Joseph Cohen se montre presque convaincu de l'existence d'un double jeu de Vichy lorsqu'il désigne les mesures d'interdiction comme étant « des lois d'exception dont l'étiquette de Vichy masquait leur véritable appellation d'origine : lois de Nuremberg » ⁵². Quant à Pétain, le grand ancien de Verdun, il déclarera le 2 novembre 1944 encore, donc après la Libération à son sujet :

« Nous eûmes un jour l'occasion de faire demander au sujet de toutes les lois d'exception une explication au Maréchal. Voici textuellement quelle fut sa réponse : "Je n'y comprends rien, je n'y suis pour rien, c'est imposé". »

« À part cela, pour la sauvegarde de l'indépendance et de la souveraineté nationale, il fallait prêter serment de fidélité au Maréchal ; c'était sans doute encore une mesure de prudence imposée » ⁵³. »

Isaïe Schwartz suivit le gouvernement à Vichy. La plupart des rabbins de la France occupée désiraient gagner la zone Sud, les zones non occupée ou d'occupation italienne ⁵⁴. Rester en zone occupée était un devoir que certains s'imposèrent. Joseph Cohen, proposant un bilan de la situation du rabbinat français pendant les heures sombres, écrit à ce propos :

« En général les rabbins non mobilisés sont demeurés à leur poste en zone occupée. Les autres, après leur démobilisation, ont été chargés de mission auprès des fidèles repliés dans la zone dite libre (elle l'a été jusqu'en novembre 1942 ⁵⁵ seulement). Vingt-quatre rabbins – soit le tiers du Rabbinat – ont payé de leur vie leur dévouement à leurs frères. Il a même fallu, devant les arrestations dont ils furent l'objet, adjurer en avril 1944 ceux qui se trouvaient encore en fonctions de ne pas hésiter à se mettre à l'abri dès qu'ils se sentirent effectivement menacés. »

Aussi, dans son *Journal*, Joseph Cohen rend-il hommage à ceux qui (comme lui...) s'étaient au plan local et national, de 1940 à 1944, « tout simplement dévoués au bien de leurs concitoyens, à la cause des pauvres et des déshérités et qui

⁵² Joseph Cohen, *Trois allocutions...*, op. cit., p. 7.

⁵³ Joseph Cohen, *Trois allocutions...*, op. cit., p. 2.

⁵⁴ Joseph Cohen, *Journal*, op. cit., p. 86.

⁵⁵ Nous croyons pouvoir lire Novembre 1941, mais il s'agit évidemment de Novembre 1942.

étaient restés rivés au sol de la Patrie jusqu'au bout, en dépit du danger » ⁵⁶. Et il ajoute :

« Partout on tente de donner le coup de grâce à nos communautés. Pour le Rabbinat – qui a été jusque-là relativement ménagé par calcul (afin de servir d'alibi et d'éviter un sauve-qui-peut général dès la première heure) – c'est le point de départ d'une véritable hécatombe. Les Grands Rabbins et Rabbins Jacques Kahn, Mathieu Wolff, Nathan Levy, Léon Berman, Cyper, Brunschwig, Horanski, Schoenberg, certains avec leurs femmes, sont arrêtés et déportés. À Nancy, sept cents Israélites, le Grand Rabbin Paul Haguenauer et sa femme, en tête, subissent le même sort. À Nice, la ville d'asile idéale sous l'occupation italienne, des rafles massives sont organisées. Le Rabbin J. Pruner et sa femme ainsi que le Grand Rabbin J. Viener replié de Bruxelles sont parmi les victimes. Il en est de même à Marseille, où le Grand Rabbin de Strasbourg René Hirschler et sa femme sont pris. Ils viennent de mettre leurs enfants à l'abri (23 décembre 1943) » ⁵⁷. »

Pour sa part, Joseph Cohen décida fermement de rester en poste. Il précise à ce propos dans son *Journal* :

« À Bordeaux, arrestations et rafles se multiplient ; les membres de la communauté pensent au départ. Au sortir d'une visite à la mairie, je m'arrête chez mon ami Joël Naquet qui demeure en face, place Pierre Lafitte, devenue après la libération place Jean Moulin. Je trouve mon ami en préparatifs de départ. Il me confirme ce que je sais déjà, à savoir "qu'en face", on conseille de s'en aller. "Donc, nous partons tous et nous vous emmenons. – Partez, si vous êtes sûrs de votre passeur ; quant à moi, je suis le capitaine du navire, je n'ai pas le droit d'abandonner mon poste. – Pourquoi ? Vous êtes père de famille, vous ne devez pas vous exposer plus longtemps, le péril est imminent. Suivez-nous !" »

Ne sachant comment me dégager, je lui propose de prendre l'avis de notre ami commun, le Grand Rabbin de France, Isaïe Schwartz. Trois fois, mon ami m'écrit pour me conseiller de le rejoindre, arguant que la Communauté est presque tout entière en zone sud et que je rendrai plus de services en y venant. Peine perdue : devinant que ces appels répétés sont dus surtout à l'amitié, je demeure à ma place jusqu'au bout » ⁵⁸. »

⁵⁶ Joseph Cohen, *Journal*, op. cit., p. 54-55.

⁵⁷ Michel Cohen-Colin, *Mon père, Joseph Cohen...*, op. cit. p. 29.

⁵⁸ Idem.

L'antisémitisme pétainiste se déploie brutalement dès la fin juin 1940. Mais, en tant qu'aumônier ancien combattant, Joseph Cohen a pu croire initialement que Pétain protégerait les israélites français. Ceux-ci ne sont-ils pas français d'abord ? Des Français à part entière, de confession israélite, qui ont versé leur tribut, en 1914 comme en 1939 à la défense de leur pays. Leur patriotisme doit sauter aux yeux du Maréchal. Des textes iniques humilient la communauté juive française toute entière, toutes dignités et situations confondues, reléguant ses membres au rang des juifs naturalisés de fraîche date ou étrangers réfugiés ? Faudrait-il céder et se soumettre, sans admettre ? Avoir la force de respecter la loi en tant que telle ?

Avaler la couleuvre, n'était-ce pas la seule façon de prouver, face à l'antisémitisme grossier de certains cercles de Vichy ⁵⁹, son attachement indéfectible à la France ? Montrer que l'on était de « bons français » ; fidèle à une tradition ? Les juifs patriotes doivent, quoi qu'il leur en coûte, obéir à l'État. Mais sans être dupes. Le devoir qui s'impose à la communauté consiste à déployer son légalisme, non dans l'aveuglement et le consentement, mais comme un sacrifice. Un sacrifice silencieux, et surtout : pas d'insoumission. Toute rébellion accélérerait l'application des mesures et aggraverait le malheur. Force et courage sont requis pour un tel sacrifice, mais c'est la seule voie pour préserver la possibilité de poursuivre la vie en commun. C'est ainsi que l'on s'ouvre droit à la pitié, à la réflexion, à la mansuétude, au respect peut-être. Et le sacrifice suscitera davantage de solidarité face à l'occupant... Pétain serait un recours. Rien de plus.

Ainsi pensait, en 1940-1941, Joseph Cohen, adoptant le point de vue des autres rabbins. Aussi le 3 juillet 1941 va-t-il répercuter à Bordeaux ⁶⁰ les consignes adressées aux communautés par son ami Isaïe Schwartz, Grand Rabbin de France, dans quatre pages qui appellent leurs membres à être forts et vaillants, dans la fidélité à une religion dont la tradition appelle au sacrifice, tout en respectant les lois de l'État français. Cet appel préconise expressément la soumission au second « Statut des juifs » et à l'obligation d'enregistrement qui en résulte. En voici le texte :

⁵⁹ Sur l'anti-sémitisme dans les cercles vichyssois, cf. notre ouvrage, *Vichy contre Mounier, Les Non-Conformistes face aux années quarante*, Paris, Économica, 1997, sur le site, en libre accès « Classiques des sciences sociales », de l'UQQAC, Chitoumi. Sur l'antisémitisme de Charles Maurras, lire son ouvrage : *La Seule France*, publié en 1941.

⁶⁰ Joseph Cohen, *Journal, op. cit.*, p. 91.

« Lettre Pastorale de M. le Grand Rabbin Isaïe Schwartz

Grand Rabbin de France

Vichy, le 3 juillet 1941

Chers frères et chères sœurs,

Lorsqu'il y a près d'un an, je convoquai les membres du Rabbinat pour délibérer sur la situation qui allait être faite au Judaïsme français au lendemain de la débâcle, personne ne pouvait se dissimuler le danger qui nous menaçait, et l'appel qui devait vous être communiqué au terme de cette session comme le message que je vous ai adressé pour les fêtes de Tichri faisaient présager l'orage prêt à éclater.

Nos craintes n'étaient que trop justifiées. La loi du 3/13 octobre 1940, fermant à nos coreligionnaires les fonctions publiques. Le décret du 7 octobre 1940 retirant les droits de citoyens aux juifs Algériens, la nomination d'un commissaire général aux questions juives, la loi du 13 juin dernier, portant sur le statut des Juifs et ordonnant leur recensement, ces faits ont provoqué parmi nous une émotion, une stupeur grandissantes.

Conscient de la gravité des circonstances, et sûr de répondre une fois de plus à votre attente, j'ai à cœur de vous adresser ici quelques instructions et recommandations, inspirées uniquement par l'amour de la religion et de la patrie.

Avant tout, j'ai le devoir de vous renouveler l'appel qui nous est transmis d'âge en âge : "Hazak Véématz" : "Soyez forts et vaillants". Hauts les cœurs !

Si angoissante que soit l'heure présente, si sombre que soit l'avenir, vous devez regarder la situation en face, en israélites courageux, dignes de leurs ancêtres qui, loin de se laisser abattre par l'adversité, y ont trempé leurs âmes et y ont puisé des énergies nouvelles. Que le judaïsme continue à vivre en vous et par vous : Vous surmonterez avec honneur l'épreuve qui vous a été imposée.

*Ce n'est pas seulement l'honneur qui sera sauf. Avec l'aide de Dieu, nous pourrons, si nous le voulons, convertir en bénédictions les rigueurs dont nous sommes frappés. Éliminés totalement de nombreuses carrières, écartés partiellement de certaines autres, dirigeons-nous davantage vers les professions manuelles et l'artisanat. Je recommande tout particulièrement aux pères de famille de faire apprendre un **métier** à leurs enfants, dès leur sortie de l'école, soit en les plaçant directement comme apprentis, soit en les envoyant dans des écoles techniques, publiques ou privées, soit*

en les confiant à des œuvres spécialisées. J'attire également leur attention sur les débouchés qu'offrent la culture et l'artisanat rural (1) (1) Les parents pourront s'adresser, à cet effet, à des institutions juives qui existent depuis de nombreuses années et qui ont fait leurs preuves.

- Œuvres spécialisées : ORT : 1, Place Labadie à Marseille*
- Centre de Reclassement Professionnel, 131, avenue de Saxe à Lyon*
- Pour la culture et l'artisanat rural, s'adresser aux : Éclaireurs Israélites de France 13, Quai du Port à Moissac (T & G)*
- Les parents embarrassés consulteront utilement le Secrétariat de la Commission Centrale : 30, rue de la République à Marseille.*

En agissant ainsi, nous nous conformerons aux conseils de la vraie tradition juive qui nous demande de mettre entre les mains de nos enfants un métier sain et utile, en même temps que nous nous soumettrons aux exigences de la loi et aux nécessités de la vie qui nous est faite.

Les temps sont durs pour tous aujourd'hui. Ils l'ont toujours été pour Israël. Mais la vie juive, et c'est sa grandeur, est un appel constant au sacrifice. Il en est qui pensent échapper à ce glorieux et redoutable privilège par l'apostasie. Les malheureux ! Leur odieux calcul ne leur servira de rien, puisque la loi ne tient compte que des conversions antérieures au 25 juin 1940 et pour ceux-là seuls qui ont deux grands-parents non juifs. Les néo-chrétiens en seront pour leur honte. Rejetés par le Judaïsme qu'ils ont renié, je les vois méprisés par les Églises où ils auront cherché un refuge illusoire. Réprouvés de Dieu et des Hommes, ils ne trouveront de salut nulle part.

Des coreligionnaires dont rien ne révèle qu'ils appartiennent au judaïsme - et qui, de ce fait, ne risquent pas d'être inquiétés s'ils ne se déclarent pas comme juifs, - m'ont demandé s'ils étaient tenus en conscience de se faire recenser et si une abstention de leur part était répréhensible au regard de la religion. Voici ma réponse : L'honneur du Judaïsme commande de nous conformer aux dispositions de la loi sur le recensement des Juifs. Ne pas se déclarer comme juif dans les circonstances présentes est à considérer comme une tentative de dissimuler sa religion et son origine, de désavouer tacitement ses ancêtres et ses frères. Plus que jamais, nous avons à nous réclamer du nom d'Israël. Parce que le judaïsme est dans l'épreuve, le devoir de chacun de ses enfants est de se serrer plus étroitement autour de lui et de supporter en commun la souffrance commune. Les sentiments de fraternité qui nous unissent doivent se renforcer à l'heure de la détresse. Plaise à Dieu qu'en récompense de la solidarité dont nous aurons fait preuve, Il réalise en notre faveur cette parole de nos sages : "Celui qui prend part au malheur de Sion participera aussi à la joie de son relèvement."

D'autres m'ont demandé si, à titre de protestation, nous ne devions pas refuser d'obéir à une loi ordonnant le recensement des juifs. Français, ayant conscience d'avoir rempli entièrement notre devoir envers le pays, de l'avoir servi à l'égal des meilleurs patriotes, nous ne comprenons pas les mesures humiliantes et imméritées qui nous frappent. À ceux-là je ne puis que répondre : si cruelle que nous paraisse cette loi, nous devons lui obéir. De quel droit d'ailleurs vous laisserais-je vous exposer inutilement à des sanctions rigoureuses ? Mais si, pour l'apaisement de votre conscience, vous joignez au questionnaire rempli par vous une déclaration exprimant en termes mesurés et dignes, l'amertume que vous éprouvez et comme Français et comme Israelites, ah ! qui oserait vous en blâmer ? Personne, sans doute ! assurément pas votre chef spirituel qui ressent, si profondément, dans son cœur paternel, votre douleur à tous.

Ainsi donc, chers frères et chères sœurs, observez une attitude ferme et courageuse dans l'adversité, faites tourner à votre avantage et à celui de vos enfants les limitations professionnelles dont nous sommes l'objet. Restez inébranlablement fidèles à votre foi et à votre origine : revendiquez comme un honneur votre qualité de juifs, restez unis, restez fraternels.

Par là, vous vous montrerez à la hauteur des épreuves que la Providence nous envoie. Vous en sortirez grandis, fortifiés, plus attachés que jamais à notre sainte religion. Par notre fidélité au judaïsme, quelle perspective d'ascension vers Dieu ! Il est dit dans les sections sabbatiques de cette semaine à propos de nos ancêtres au temps de Moïse : "Ils allèrent de Midbar à Matans, de Matana à Naheliel et de Naheliel à Bamot". Ces noms de lieux signifient : désert, don, héritage divin, sommets. Notre génération dans ses pérégrinations terrestres passe aujourd'hui par les mêmes étapes. Dans le "désert" moral où l'on cherche à nous confirmer, gardons précieusement le "dépôt" de la Thora à nous confiée. Grâce à cet "héritage divin" nous monterons toujours plus haut, nous atteindrons les "sommets" de la vie spirituelle, là où l'âme entre en contact avec son Créateur, et, plus près de Dieu, dédaigneux des misères du monde, nous saurons que nous sommes invincibles. ⁶¹ »

Ce légalisme jusqu'au-boutiste, ce patriotisme comme à contre-temps, cette définition désincarnée de la force, le caractère irréel des résultats lointains escomptés, l'euphémisation des sacrifices envisagés, sont parfaitement résumés aussi dans cette lettre qu'Isaïe Schwartz avait déjà écrite à Pétain le 22 octobre 1940, en réaction officielle du rabbinat français au premier « Statut des juifs »:

« L'émotion provoquée par l'abrogation du décret du 24 octobre 1870 n'était pas encore apaisée que nous avons pris connaissance avec cons-

⁶¹ Document cité par Michel Cohen-Colin, p. 23-26.

ternation de la loi du 3 octobre 1940, publiée le 18 octobre, "portant Statut des Juifs" et du communiqué officiel qui tend à la justifier.

Alors que, comme tous nos concitoyens, nous prenons notre part des malheurs du pays, alors que, fidèles serviteurs de la patrie dans la paix comme dans la guerre, nous entendons mettre au service de la France accablée par la défaite notre concours absolu et notre dévouement sans réserve, cette nouvelle législation nous apporte un surcroît de douleur en nous imposant un statut déshonorant.

Contre les principes de ce statut, contre ses stipulations, nous élevons la plus solennelle des protestations.

Nous ne pouvons adhérer au principe d'une législation raciale, principe né hors de nos frontières, répudié par le judaïsme, nié par la science et condamné ex cathedra par le chef de l'Église catholique, ainsi que par les autres Eglises chrétiennes.

Nous affirmons que nous ne sommes ni une minorité raciale, ni une minorité politique, mais une communauté religieuse. Une loi édictée contre nous peut bien donner une définition arbitraire d'une race juive ; en fait elle peut seulement nous viser en tant que membres de nos communautés, et elle porte ainsi l'atteinte la plus grave à la liberté de conscience.

Nous nous élevons contre les accusations infamantes d'internationalisme et d'esprit anarchique portées contre nous. Il est de l'essence de toute religion civilisée d'être universelle. Nos rapports avec nos coreligionnaires d'autres nationalités sont inspirés par les sentiments de fraternité que manifestent toutes les Églises pour tous les adeptes d'une même religion, surtout s'ils sont persécutés. Ces sentiments si naturels n'ont jamais porté la moindre atteinte à l'amour de la patrie et à la solidarité nationale. Nous avons toujours demandé dans nos prières la gloire et la grandeur de la France, et ceux d'entre nous qui ont mérité d'accéder à des fonctions publiques, des plus humbles aux plus élevées, ont été animés par l'amour du bien public et le désir de faire rayonner la civilisation française. Le « Statut », par contre, implique que les Français israélites n'ont ni esprit national, ni sentiment de la justice, ni conscience et moralité professionnelle, ni courage et honneur puisque aucun d'eux ne peut être fonctionnaire, magistrat, éducateur ou officier.

Ainsi que nous le rappelions dans notre lettre du 10 octobre au Chef de l'État, tous les régimes qui se sont succédés en France depuis cent cinquante ans nous ont, comme à tous les Français, dicté des principes, appliqué des lois. Ces principes, nous les avons fait nôtres ; ces lois, nous les avons respectées. Nous réclamons l'exercice des libertés publiques dans les conditions qui seront faites à tous les Français.

Nous revendiquons aussi hautement l'égalité, sans contester la légitimité de certaines limitations, mais celles-là seule qu'a formulées le Chef de l'État : "Si les hommes sont égaux devant la mort, s'ils sont égaux devant Dieu, s'il appartient à une société civilisée de les rendre égaux devant la loi et de leur accorder devant la vie des chances égales, ces diverses sortes d'égalité doivent s'encadrer dans une hiérarchie rationnelle, fondée sur la diversité des fonctions et des mérites, et ordonnée elle aussi au bien commun".

Nous reconnaissons, comme nous les avons toujours reconnues, la suprématie du bien commun, la nécessité d'une hiérarchie et la primauté du mérite. Mais nous constatons avec douleur qu'au nom d'une société civilisée on nous refuse l'égalité devant la loi et des chances égales devant la vie, qu'on nous interdit l'accès des fonctions d'autorité, de gestion et d'éducation, et qu'on tend à restreindre pour nous seuls l'exercice d'autres professions.

L'ordre nouveau qui a été proposé aux Français par le Chef de l'État doit reposer sur le travail, la famille et la patrie. Aucunes notions ne pouvaient nous être plus chères.

Le culte de la famille fait partie de notre doctrine religieuse ; il dicte aux enfants le respect de leurs parents ; aux parents, riches ou humbles, le devoir sacré de l'éducation de leurs enfants.

À la base de cette éducation nous avons toujours placé la glorification du travail. Et cependant, des hommes de science, des magistrats, des fonctionnaires qui, renonçant à des professions plus rémunératrices, avaient choisi d'entrer au service de l'État et qui bien souvent servaient, en même temps que les intérêts publics, ceux de la science et de la culture française, vont se trouver exclus et sans emploi, souvent aussi sans ressources. Soit qu'ils aient derrière eux une carrière honorable, soit qu'ils eussent la perspective d'un avenir laborieux et digne ils n'aperçoivent plus, pour eux et leurs familles, que les restes d'une vie brisée.

Nous avons revendiqué l'égalité devant le devoir, nous l'avons appliquée dans le sacrifice. La liberté et la patrie, les plus pures traditions françaises, nous les avons défendues de notre sang et du sang de nos enfants.

Nous pensons à tous ceux dont nous continuons à faire pieusement l'appel dans nos temples, à tous les héros de la guerre de 1914, de la Marne, de l'Artois et de Verdun, qui ont combattu et qui sont tombés à vos côtés, Monsieur le Maréchal. Et nous constatons avec amertume que ni leurs souffrances, ni leurs décorations ne seront comptées à leurs enfants, qui pourront être chassés comme des intrus.

Nous pensons à tous ceux qui, dans la présente guerre, ont consenti le même sacrifice, à tous nos combattants qui ont été blessés ou qui ont suc-

combé sur les champs de bataille, à ceux aussi qui n'ont échappé à la mort que pour tomber entre les mains du vainqueur et qui vont apprendre que leurs familles, privées de leur soutien, sont reniées par d'autres Français, cependant qu'eux-mêmes, s'ils ont l'honneur d'être officiers, pourraient se voir dégrader par l'ennemi au nom de leurs propres chefs.

Français qui ne séparons pas le culte de nos pères de l'amour du sol natal, nous continuerons de respecter les lois de l'État. Victimes de mesures que nous avons conscience de n'avoir pas méritées, qui nous atteignent dans notre dignité d'hommes et dans notre honneur de Français, nous exprimons notre foi profonde en l'esprit de justice de la France éternelle : nous savons que les liens qui nous unissent à la grande famille française sont trop forts pour pouvoir être rompus.

À une loi d'exception nous répondrons par un dévouement sans défaillance à la Patrie. En même temps nous demeurerons fidèles au culte du Dieu Un, à la révélation du Sinaï. Nous nous efforcerons d'obéir scrupuleusement aux commandements divins et d'observer avec plus de piété que jamais les prescriptions de notre culte, dans le respect de toutes les confessions et de toutes les convictions sincères.

Les Français israélites ont pris pour devise : Religion-Patrie. Toujours fidèles à cet idéal, nous puiserons notre courage et notre espérance dans l'amour de Dieu et dans les leçons de la Bible, sources de la vie spirituelle du peuple français ⁶². »

Lettre empreinte à la fois de dignité et de candeur, car en recourant au vocabulaire de la doctrine sociale et religieuse du régime tout en exposant son opposition, comme le firent aussi quelques prélats catholiques, on s'efforce de placer le Chef de l'État devant les contradictions de sa politique et de la devise : « Travail, Famille, Patrie ». Dans sa réponse laconique du 12 novembre 1940, Pétain laissa entendre qu'il voulait bien reconnaître le sacrifice éventuel de « ses » anciens soldats mais fit semblant d'ignorer l'origine de leur « condition » dégradée et du « besoin » qu'ils éprouveraient de se sacrifier :

« L'obéissance à la loi est un des principes essentiels de tout État et une des conditions indispensables au redressement de la France que je poursuis, vous le savez, de toutes mes forces, en faisant appel au dévouement et, si besoin est, à l'esprit de sacrifices de tous mes concitoyens, dans quelques conditions qu'ils se trouvent placés.

⁶² Joseph Cohen, *Journal, op. cit.*, p. 87-89.

Je suis heureux de constater que vous êtes animés de ces mêmes sentiments et je vous remercie de les avoir exprimés ⁶³. »

La lettre du Grand Rabbin de France au Chef de l'Etat pouvait-elle susciter la moindre émotion chez le Maréchal Pétain en lui rappelant que des Juifs avaient servi et étaient morts à Verdun ou sur d'autres champs d'honneur, à ses côtés ou sous ses ordres ? Le thème est utilisé par de nombreux israélites, « aryens d'honneur » dans leur tête, qui tenteront de faire connaître au chef de l'État, souvent avec dépit ou colère, parfois gauloisement, leur sentiment quant aux mesures déshonorantes qu'il avait signées. Les lettres des « Juifs du Maréchal » au « Maréchal des Juifs » se chiffrent par milliers ⁶⁴ ...

Le Grand Rabbin de Bordeaux a connu d'autres appels à Pétain. Celui notamment qui fut l'un des premiers actes du « Comité de Défense des Victimes du Nazisme », créé à Paris en avril 1941. Joseph Cohen était en effet en contact avec ce cercle clandestin d'opinion par l'intermédiaire de R. A. Olchanski, représentant du Consistoire central en zone occupée, aumônier de divers camps de concentration en France, qui en était membre. Nous reviendrons plus loin sur la composition du Comité ⁶⁵. Précisons ici qu'il était présidé par Pierre Masse, ancien sous-secrétaire d'État à l'Intérieur, sénateur, qui avait voté les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940, membre du Conseil de l'Ordre des Avocats, ancien collaborateur de Georges Clemenceau.

Défenseur des avocats juifs écartés de leurs fonctions par le *numerus clausus* vichyssois, intransigeant vis à vis des Allemands, Pierre Masse sera arrêté lors de la rafle du 12 décembre 1941 qui toucha à Paris les élites du judaïsme de la capitale. Le Chef de l'État tenta une intervention pour le faire libérer. Sans succès : il

⁶³ Joseph Cohen, *Journal*, op. cit., p. 91.

⁶⁴ Henri Amouroux, *Quarante millions de pétainistes*, Paris, Robert Laffont, 1977, p. 463-497.

⁶⁵ Joseph Cohen, *Journal*, op. cit., p. 93. Le Comité comprenait : Pierre Masse, président, Louis Halphen, vice-président, Raymond Berre, ex-président de la Société des Ingénieurs civils, Edmond Bloc, Léon Lyon-Caen, conseiller honoraire à la Cour de Cassation, Roger Compel, ex-trésorier de l'Union des Blessés de Guerre, Didier Durand, président honoraire à la Cour d'Appel de Paris, Robert Debré, professeur à la Faculté de Médecine, René Fould, de l'Académie de Marine, Paul Halbron, médecin de l'Hôtel-Dieu, Robert Lévy, professeur à la Faculté des Sciences, R.A. Olchanski, industriel, Adrien Perquel, agent de change, Emmanuel Pontremoli, directeur honoraire de l'École des Beaux-Arts, L.L. Rheims, général de réserve. Nous y reviendrons plus loin.

était trop connu des Allemands pour ses lettres de protestation ⁶⁶. Interné à Compiègne puis à Drancy, Pierre Masse, inscrit un temps dans la catégorie des « conjoints d'aryennes », donc retenu en attente contrairement aux Juifs étrangers, accepta d'animer une sorte de *Judenrat*. Pour peu de temps...

Un comité (formé de neuf avocats détenus, avec André Catrie, André Cohen, les frères Crémieux, Pierre Lehmann, Paul Léon, Pierre Lévy et André Ullmo) se chargea de juger certains délits commis dans le camp entre détenus : vols de nourriture, détournements de colis, indiscipline dans les chambrées. Des minutes de « procès » furent rédigées au crayon et des sanctions prononcées. Ainsi, le 11 février 1942, Pierre Masse ordonna pour un délit de vol la prison, une privation de quatre distributions de tabac, l'affichage pendant deux mois de la « sentence » et le versement au commandant du Camp d'une indemnité, pour le « fonds de solidarité ». Parodie de justice, diront certains, et pratiquée par des détenus trop imbus d'ordre, et qui aurait contribué à faciliter « le bon fonctionnement » de l'univers concentrationnaire... Pour ce qui est des SS, ceux-ci ne pratiquèrent nulle indulgence. Comme beaucoup d'administrateurs de l'UGIF et de « miliciens » juifs de Drancy, Pierre Masse sera déporté. Ce fut le 30 septembre 1942, à Auschwitz, par le convoi n° 39 ⁶⁷.

Le Comité de Défense des Victimes du nazisme comptait quatorze autres membres, tous représentatifs du judaïsme français libéral, conservateur, et nationaliste, voire cocardier. Notamment Edmond Bloch, secrétaire général de la Fédération des Mutilés de Guerre et premier président de L'Union patriotique des Français israélites, patronnée en 1934 par le Baron Robert de Rothschild ⁶⁸. Et

⁶⁶ Sur l'avocat Pierre Masse, cf. Robert Badinter, *Un Antisémitisme ordinaire. Vichy et les avocats juifs (1940-1944)*, Fayard, Paris, 1997, notamment les p. 139-143.

⁶⁷ Sur ce délicat problème de l'autocontrainte des victimes dans les camps, cf. aussi l'ouvrage de Maurice Rajsfus (ignoré par Robert Badinter), *Drancy. Un camp de concentration très ordinaire (1941-1944)*, Paris, Manya, 1991, p. 201-206. Maurice Rajsfus a découvert que les documents concernant les « procès » en question, organisés par Pierre Masse avaient été « caviardés » ou volés au Centre de Documentation Juive de Paris. Il utilise un article sur le sujet, paru dans les numéros 104 et 105 du *Monde juif* de 1982, de l'historien Adam Rutkowski qui avait consulté ces documents avant leur disparition.

⁶⁸ Sur l'Union patriotique des Français israélites, cf. Maurice Rajsfus, *Sois Juif et tais-toi, op. cit.*, p. 190 et 212-218.

puis deux juifs décrétés ⁶⁹ « aryens d'honneur » : l'historien Louis Halphen, de l'Institut, et Robert Debré (décret du 5 janvier 1941). Joseph Cohen n'adhéra pas formellement, semble-t-il, à ce Comité. Mais il contacta Louis Halphen et lui remit en 1941 les résultats du recensement de 1940 en Gironde, ce qui aidera son correspondant à rédiger deux rapports, l'un sur le judaïsme français « de vieille souche », l'autre (à la demande du Grand Rabbin bordelais) sur « le dur problème » des juifs étrangers. Ces rapports furent intégrés dans ceux transmis à l'« *American Jewish Joint of Distribution Committee* », qui les ajouta à d'autres sources pour élaborer ses synthèses ⁷⁰.

Le Comité de Défense avec lequel Joseph Cohen se solidarisa incarnait la conception legaliste de la communauté française. Son président, Pierre Masse, avait, à titre personnel, envoyé à Pétain une lettre restée célèbre dans laquelle, avec ironie, il énumère les titres et distinctions des membres de sa famille tués au champ d'honneur depuis l'Empire, et fait semblant d'admettre que les lois scélérates contre les Juifs étaient tout simplement « dictées par l'envahisseur ». En Avril 1941, au moment de sa fondation, le Comité adressa lui aussi une lettre au Chef de l'État – que Joseph Cohen cite à ce propos dans son *Journal* comme « Pétain-le-recours » :

« *Monsieur le Maréchal,*

La nouvelle qu'en territoire occupé les Autorités allaient d'ici peu contraindre ceux qu'une loi récente a des qualifiés de "juifs" à se constituer en un groupe fermé et à vivre hors de la communauté française, a soulevé parmi nous la plus douloureuse émotion.

Israélites de religion ou descendants d'Israélites, mais presque tous de vieilles familles françaises, dont beaucoup peuvent se réclamer d'un passé plusieurs fois séculaire, nous tenons à déclarer que, nés Français, nous sommes Français et le resterons toujours. Nous ne formons ni une race, ni un peuple, mais une partie intégrante de la nation, dont rien ne saurait nous séparer. C'est pourquoi nous faisons sans hésiter un appel au chef vénéré en qui s'incarne aujourd'hui l'idée même de la patrie une et indivisible, et, dans le déchirement de nos consciences, lui demandons

⁶⁹ L'un et l'autre par décret de dérogation du 5 janvier 1941 à l'acte dit « loi » du 3 octobre 1940 (premier Statut) . Sur les « aryens d'honneur », cf. Maurice Rajsfus, *Sois Juif et tais-toi*, op. cit., p. 263-268.

⁷⁰ Joseph Cohen, *Journal*, op. cit., p. 111-122.

d'intervenir pour éviter les conséquences tragiques d'une décision cruelle entre toutes.

Déjà exclus de leurs fonctions publiques ou privées, frappés dans leurs biens, victimes d'ordonnances humiliantes pour leur dignité d'homme, témoins impuissants du désespoir auquel sont réduits des jeunes gens qui reviennent de se battre, les Israélites de France, ceux qui ont eu l'honneur de servir sous vos ordres aux armées, ceux dont les fils et les frères sont tombés pour le salut de tous, ceux dont les parents et les ancêtres ont versé leur sang côte à côte avec vos parents et vos ancêtres pour la défense du sol de France – le vôtre et le leur – vont-ils maintenant se voir frappés du coup le plus dur qui puisse les atteindre et, exclus pêle-mêle de la communauté nationale, se trouver parqués à l'écart de leur compatriote ?

Au moment où, dans les malheurs de la patrie, chacun voudrait pouvoir ne penser qu'au bien commun, au salut commun et prendre sa charge des souffrances communes, vous nous pardonnerez, Monsieur le Maréchal, d'avoir estimé que les nouvelles mesures d'exception qui se préparent nous faisaient un devoir de vous confier notre angoisse. Il n'est pas possible que la patrie blessée, mais toute entière unie derrière son chef, abandonne sans mot dire à un sort aussi injuste des milliers de ses enfants, dont les forces, l'intelligence, la vie ont été, comme il se doit, au service la nation.

Français, non pas d'adoption, mais de toujours, Français non pas du bout des lèvres, mais de tout leur cœur et de toute leur ardente conviction, la grande majorité des Israélites de France, dont nous sommes certains d'exprimer les sentiments, vous demandent avec confiance de ne pas laisser s'accomplir le geste annoncé et de sauver une fois encore l'unité française.

*Veillez agréer, Monsieur le Maréchal, l'hommage de notre fervent respect*⁷¹. »

La déférence s'avérera inefficace. Rétrospectivement, il est tentant d'utiliser l'échec de ce message de juin 1941, donc antérieur de quelques semaines au second « Statut » vichyssois, pour dénoncer les illusions et l'immaturité politique de ceux que, par exemple, Maurice Rajsfus présente comme une « camarilla décorée de traîneurs de sabres », fière d'avoir participé à « la guerre fraîche et joyeuse » de 14-18, toujours prête à fourbir ses morts et ses mutilés, comme pour se justifier et s'honorer elle-même⁷². Pour notre part, nous attirerons l'attention sur la distinction mise en avant dans cet appel, comme dans les interventions précitées du

⁷¹ Document cité par Joseph Cohen, *Journal*, op. cit., p. 94-95.

⁷² Maurice Rajsfus, *Sois Juif et tais-toi*, op. cit., p. 189 et 215.

Grand Rabbini Schwartz, entre « les Israélites nés français » et puis « les Juifs étrangers ». Il est incontestable, et nous l'avons déjà signalé, que les dispositions du second « Statut » ne firent guère de place à cette distinction...

Isaïe Schwartz, Grand Rabbini légaliste, Chevalier de la Légion d'Honneur, continua de se faire un devoir de respecter les formes pour intervenir contre la menace d'adoption pour la zone non occupée de l'obligation du port de « l'étoile jaune ». Il demanda à être reçu par le Chef de l'État. Il le sera, en présence de l'amiral Raymond Fenart (de l'entourage de Darlan), en mai 1942. Alors, désavouant les projets de Darquier de Pellepoix, le maréchal en question lui déclara :

« Moi vivant, l'étoile juive ne sera pas portée en zone libre ⁷³. »

Mais... Pétain occupait encore le poste de Chef de l'Etat lorsque le port du « signe distinctif » fut imposé dans la France entière. Il est vrai que les troupes allemandes avaient, alors, envahi la zone non occupée.

Dés avant l'été 1942, des Juifs étrangers réfugiés en zone libre avaient commencé à être raflés et livrés aux Allemands pour soit disant « sauver » des Juifs français. Le Grand Rabbini Schwartz sollicita et obtint encore une audience de Pétain, en compagnie du vice-président du Consistoire central délégué pour la zone occupée, Olchanski. Ces deux amis très proches de Joseph Cohen trouvèrent laborieusement un train de nuit à Lyon afin de se rendre à Vichy. Ils souhaitaient protester contre l'arrestation massive de 1200 juifs marseillais. Introduits selon le rite protocolaire par l'huissier officiel qui annonça « le Grand Rabbini de France » – la nouvelle fit rapidement le tour de Vichy –, ils obtinrent une réplique gâteuse et ubuesque du vieux maréchal :

« On dit que je suis antisémite. Ce n'est pas vrai. J'ai beaucoup d'amis juifs. Mais expliquez-moi comment il se fait que maintenant encore, le capitaine Dreyfus garde son écurie de courses ⁷⁴ ? »

Isaïe Schwartz écrira à nouveau de Vichy une lettre au secrétaire d'État à l'Intérieur, après les attentats contre des synagogues de Paris. Puis il s'enfuira,

⁷³ Cité par Raymond Tournoux, *Pétain et la France*, Paris, Plon, 1980, p. 305. L'auteur a recueilli le témoignage à ce sujet de Paul Estèbe, chef adjoint de cabinet de Pétain.

⁷⁴ Récit de Robert Aron dans *Le Monde et la Vie* de février 1961, cité par Raymond Tournoux, *Pétain et la France*, Paris, Plon, 1980, p. 301. Pétain, qui n'avait que quelques heures de lucidité par jour, confond un membre de la famille Rothschild avec le capitaine Dreyfus.

après une arrestation par la Milice à Lyon, et se réfugiera dans la clandestinité avec de faux papiers.

Joseph Cohen aura donc adopté et suivi les positions officielles du rabbinat français subissant le régime de Vichy, en ses contradictions. Il savait que son devoir, dans la dignité qui était la sienne, ne se bornait nullement à envoyer de respectueuses lettres de protestation au maréchal chef d'État. Assumant publiquement ses fonctions en zone occupée, il se montra tараudé dans ses représentations et dans ses engagements par les contraintes et violences que les forces nazies firent peser sur le quotidien des habitants de sa ville. Dans Bordeaux, il se trouvait désormais confronté aux clivages déjà ébauchés au sommet de l'État et par le rabbinat, qui distinguait les Juifs « aryens d'honneur », les israélites de vieilles familles françaises, les Juifs naturalisés de fraîche date et les Juifs étrangers. Sans plus avoir les moyens de pratiquer la solidarité qu'il avait administrée avant la guerre, et sans même savoir si sa très ancienne communauté bordelaise échapperait aux menées anti-juives. Malgré les murailles de papiers faussement administratifs de Vichy⁷⁵ et tous les sacrifices de ses coreligionnaires sur le terrain et sous ses yeux...

2. 3. Un Grand Rabbin sans Consistoire, entre Juifs français et étrangers

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse personnelle de la situation par le Grand Rabbin, face à l'antisémitisme d'État de 1940, ne pouvait manquer de prendre en compte le comportement des membres influents de sa communauté bordelaise. Beaucoup d'entre eux avaient vivement ressenti les mesures visant les Français de confession israélite. Une partie de la bourgeoisie juive avait fui Bordeaux. Nous avons déjà cité les membres du Consistoire de 1940 concernés. Certains s'étaient d'ailleurs trouvés obligés de rester loin de chez eux en application de

⁷⁵ Cf. à cet égard le projet de décret « tendant à retirer la nationalité française à certains juifs » (janvier-août 1943), in Laurent Joly, *Vichy dans la « solution finale »*, p. 716-727, Paris, Grasset, 2006.

l'ordonnance allemande du 27 septembre 1940 (§ 2), car elle interdisait aux juifs résidant dans la zone occupée par les Allemands mais se trouvant ailleurs lors du recensement de retourner chez eux. C'est ainsi que David-Albert Errera, âgé, malade, était resté quasiment seul à son domicile. Nous reviendrons sur son arrestation provisoire, qui aura lieu le 12 août 1942.

L'absence de nombreux notables de la communauté eut pour conséquence un amenuisement des ressources de son fonds de bienfaisance et de secours. Sans grands moyens financiers et sans guère de conseillers, le Grand Rabbin dut payer les amendes et compenser les spoliations allemandes. À défaut de pouvoir s'appuyer sur la bourgeoisie israélite locale, il entretint d'excellentes relations avec certains administrateurs de l'UGIF. Pouvait-il éviter de se placer sous ce patronage ? La question semble tranchée lorsque nous lisons cet extrait du « Tableau politique départemental » communiqué le 1^{er} novembre 1943 par le service de police des « Renseignements généraux » de Bordeaux au ministère de l'Intérieur :

« On peut même indiquer qu'en ce moment, tous les israélites ayant une influence importante sur leurs coreligionnaires, sont presque tous partis : banquiers, commerçants, avocats... »

Ceux qui restent ne semblent avoir aucune activité et leur attitude n'a prêté à aucune critique jusqu'à ce jour. Ils se tiennent dans une très grande réserve vis-à-vis des problèmes actuels ⁷⁶. »

Pour le ministère de l'Intérieur, une absence de manifestations publiques de solidarité à l'égard des Juifs étrangers faisait évidemment partie de « l'attitude... (de) très grande réserve » que l'on pouvait enregistrer positivement « vis à vis des problèmes actuels ». Pour Joseph Cohen, il en allait autrement. Mais qu'en était-il des solidarités de fait ?

Les manifestations discrètes de solidarité vis-à-vis de la communauté juive de Bordeaux et de la part de celle-ci vis à vis des juifs étrangers sont évoquées dans le rapport précité de juin 1941 de l'*American Jewish Joint Distribution Committee* consacré à la situation des Juifs français. Il vise l'attitude de la population générale vis à vis du Statut des juifs et de leur ségrégation juridique, politique, sociale et

⁷⁶ Source, Archives de l'Intendance régionale de police, Archives départementales de la Gironde.

économique, ainsi que l'état d'esprit de leurs victimes. Voici comment y est présentée la situation de Bordeaux, seconde plus grande ville de la France occupée :

« [...] Deux traits généraux peuvent être relevés : une rigueur plus grande dans l'application des ordonnances allemandes et une atténuation pratique de leurs conséquences. Le surcroît de rigueur se manifeste dans le fait que presque tous les commerces juifs ont cessé leur fonctionnement, soit par fermeture, soit par cession. Mais les juifs lésés trouvent un appui moral dans leurs relations personnelles, puisqu'ils sont individuellement connus, ou matériel, en étant repris comme voyageurs, représentants etc., par des amis aryens.

Bordeaux est non seulement la seconde ville de la France occupée, mais aussi, compte tenu des observations précédentes, la communauté juive la plus importante après Paris. Or, le recensement n'y a relevé que 2000 familles juives.

Indiquons en quelques mots ce qui est la situation particulière sur chacun des points qui ont été précédemment examinés :

1° Il n'y a pas de sévices physiques, seulement, au début, quelques bris de vitrines par des inconnus, quelques perquisitions domiciliaires ; au cours d'une discussion avec l'officier allemand, le chef de la communauté a été menacé pour le cas où il n'obtempérerait pas aux exigences de l'occupant, mais sans plus. Il n'y a pas eu d'arrestations ni d'internements de juifs français ou résidant à Bordeaux.

2° Tous les commerces juifs sont fermés ou vendus à l'exception des succursales bordelaises des entreprises parisiennes dont le sort est nécessairement lié à celui de la maison-mère. L'administration elle-même a poussé à une liquidation rapide pour éviter les difficultés, l'occupant étant généralement plus tatillon en province qu'à Paris.

Beaucoup de ventes sont des ventes fictives, faites à des amis – les commerçants ont retrouvé des emplois de représentants voyageurs, grâce à leurs relations personnelles avec des aryens, ou vivent sur leurs économies (la plupart des familles bordelaises françaises sont anciennes et généralement aisées). Un certain nombre d'étrangers (ils constituaient peut-être la moitié de la population juive bordelaise), se font assister par les œuvres de bienfaisance [...].

3° Les relations avec la population aryenne demeurent excellentes. Les juifs ont conservé toutes leurs amitiés et leur doivent même – on l'a vu – des facilités pratiques diverses. Le grand Rabbin déclare qu'il n'a jamais reçu tant de saluts, de coups de chapeau, quand il se promène dans la rue, l'abbé Bergey (ancien député modéré de la Gironde, personnalité

cléricale importante) l'a embrassé lorsqu'il l'a revu, les rapports avec l'Archevêché demeurent courtois.

Il en est de même de ceux qui ont lieu avec l'administration française préfectorale ou municipale (le maire de Bordeaux, M. Adrien Marquet, qui est une personnalité collaborationniste active, a expliqué aux dirigeants juifs qu'il souhaitait pour sa part sauver les juifs français par le sacrifice total des juifs étrangers). La Préfecture est d'ailleurs intervenues dans un sens modérateur dans l'application de la loi sur les fils d'étrangers aux professions médicales. C'est du côté, sans doute, du syndicat des médecins, pharmaciens, etc., que l'on a trouvé le plus de zèle à profiter des lois nouvelles pour réaliser l'éviction de quelques concurrents d'origine étrangère. Mais en dehors des rapports de concurrence, au lycée et à l'université, par exemple, il ne semble guère y avoir de changements, pour les lycéens et étudiants juifs, d'ailleurs rares. Dans les milieux populaires des écoles communales, il y aurait même un surcroît de sympathie [...].

La Petite Gironde et La Liberté du Sud-Ouest ont été invitées à traiter la question juive, elles y consacrent cependant le minimum de développement et demeurent modérées. La Petite Gironde avait voulu donner sur Bergson un article qui a été interdit. La Liberté du Sud-Ouest, qui avait publié un article antisémite contenant des allégations inexacts sur l'activité d'un juif, a publié, à la demande du grand Rabbin, une rectification des faits, concernant ledit juif [...]. Le journal le plus agressif est encore La France du Sud-Ouest qui marque probablement ainsi la sincérité de son ralliement.

4° Si les dirigeants juifs ont dû quitter les œuvres laïques ou inter-confessionnelles, les œuvres proprement juives par contre continuent à fonctionner sans encombre. Les Allemands n'ont pas demandé la constitution d'une communauté obligatoire, aucune discussion n'a même pas eu lieu à ce sujet. La vie sociale juive est très ralentie, chacun demeure chez soi, il ne paraît notamment pas s'être noués de nouveaux rapports entre les immigrés et les juifs français de vieille souche qui insistent très volontiers sur la grande ancienneté de leur installation dans la région.

Aussi bien – répétons-le – la situation réelle apparemment plus rigoureuse, ne peut pas être comprise, si l'on ne tient pas compte des relations personnelles des uns et des autres qui, pour un nombre restreint d'individus, arrivent facilement à corriger la situation légale ⁷⁷. »

⁷⁷ Source : Archives de l'« American Jewish Joint Distribution Committee » de New York. Rapport de situation concernant la France de juin 1941, p. 38-40, communiqué grâce à l'obligeance de notre ami Michel Dusclaud, de Bordeaux, ancien collaborateur de Jacques Chaban-Delmas, qui l'a retrouvé dans les archives de New York.

Ce texte dresse en Juin 1941 un état des opinions de la communauté juive locale dans son ensemble et de son Grand Rabbin. Il évoque une solidarité active dans les milieux populaires. Personne ne semblait préparé au drame de l'été 1942. Ledit rapport se termine ainsi :

« La sympathie de la population a résisté à toutes les propagandes allemandes, cependant persistantes de la radio, de la presse, etc., propagande qui d'ailleurs, n'a même pas aboli les sympathies et la confiance des juifs eux-mêmes. »

« Mais dire que le sort final des juifs de la zone occupée dépend de l'issue de la guerre, c'est énoncer une banalité. On peut ajouter que plus ce provisoire durera, plus l'action de l'occupant contribue à rendre matériellement et moralement difficiles les conditions dans lesquelles Israël attend avec confiance la fin de son épreuve. »

Visés plus ou moins progressivement par les mêmes mesures vexatoires, dictées par le fantasme égaliseur des anti-sémites, certains israélites français « de vieille souche », d'un « passé plusieurs fois séculaire » et de fortune bourgeoise bien établie tentèrent de se dissocier de leurs coreligionnaires. Ceux d'entre eux qui n'avaient pas quitté Bordeaux pour la zone sud ou l'étranger observèrent la concentration dans des camps et les premières déportations de juifs étrangers, et leur épouvante a laissé quelques traces d'un sauve-qui-peut individualiste dans les archives de la Préfecture de la Gironde. Ils se démarquent autant que possible des réfugiés de l'Est, tentant de faire valoir qu'ils n'étaient assimilables ni aux catégories policières allemandes ni aux « Juifs étrangers ». Un ou deux exemples de cette position compréhensible sur le plan humain.

Le 6 décembre 1941, un habitant d'Arcachon, Benjamin Sully M. ⁷⁸ écrit au « ministre des Questions juives, à Paris ». Il lui demande de l'aider à retrouver « sa qualité de français » afin de ne plus être inquiété pour un motif d'ordre confessionnel. Sa famille, écrit-il, est d'origine portugaise et remonte au XVIII^e siècle. Il n'est « pas juif, mais de religion mosaïque » et « Français pur sang depuis plus de 200 ans ». À ce titre, il a payé avec les siens « l'impôt du sang dans trois guerres successives ». Il joint pour appuyer ses dires un organigramme familial détaillé, réalisé par un généalogiste, un extrait de casier judiciaire vierge, un

⁷⁸ Par respect pour leurs familles, nous ne donnons pas les noms patronymiques, qui figurent évidemment dans les documents consultés.

certificat de bonne vie et mœurs, des preuves d'engagement dans les œuvres scolaires et postsecondaires. Ses enfants ont pour prénom usuel Charles et Robert. Sa pensée est éloignée de toute tradition religieuse. Sa lettre, saisie par le contrôle postal, fut remise (hélas pour lui...) au Service des Affaires juives de la préfecture de la Gironde, sur le bureau de Pierre Garat...

Les services allemands furent saisis de la question ainsi posée. Le 18 décembre 1941, le préfet de la Gironde reçut cette demande de la *Feldkommandantur* 529, signée par le *conseiller administratif de guerre* Schröder :

« L'Association Culturelle Sépharadite de Paris a demandé que les Séphardins, qui sont de croyance juive, soient, dans les territoires occupés, particulièrement ceux qui habitent dans la région de Bordeaux, exemptés de toutes les mesures prises contre les Juifs, parce que du point de vue de la race, ils ne doivent pas être considérés comme Juifs. Les Séphardins se désignant eux-mêmes comme Espagnols latins de croyance mosaïque.

Je vous prie de me faire un court rapport sur les Séphardins demeurant en Gironde, leur nombre, leur attitude politique du point de vue de la police, et si jusqu'à présent, ils ont été, en qualité de cas particulier, exceptés des mesures prises contre les Juifs ⁷⁹. »

La demande n'était pas passée par le bureau du capitaine Hagen du *SD*, domicilié au Bouscat. Le militaire Schröder suggéra sa propre incompétence en la matière. La demande de dérogation envisagée de part et d'autre était subtile : les « séphardins », en tant que sujets espagnols et ressortissant de Franco, ne mériteraient-ils pas (comme les juifs hongrois ou les juifs italiens) le traitement dû aux sujets d'un allié de Hitler ? Il y a peut-être de l'Adrien Marquet, maire de Bordeaux, derrière tout cela...

En tout cas, Pierre Garat transmet rapidement une réponse à la *Kommandantur*. Ce n'est pas ce jeune chef de service qui fut chargé de l'enquête, mais le chef-adjoint du Cabinet du préfet régional Pierre-Alype, Joseph Lajugie, qui jusque-là avait traité les affaires juives de spoliation et qui, comme Garat, venait de la Faculté de Droit. Voici le bref rapport de ce dernier communiqué à la *Feldkommandantur* :

⁷⁹ Source : correspondance passive entre la *Feldkommandantur* et la Préfecture de la Gironde, Archives départementales de la Gironde.

« En réponse à votre lettre précitée concernant les Séphardins, j'ai l'honneur de vous faire connaître que certains Israélites ont indiqué être de religion Mosaïque en souscrivant leur déclaration réglementaire.

C'est le cas notamment de M. M... Benjamin, demeurant 10 cours Lamarque, à Arcachon, qui vient de déposer une requête auprès de mes Services en indiquant qu'il est d'origine portugaise, de religion Mosaïque et non Israélite. C'est la seule réclamation dont j'ai été saisi pour l'instant.

Il existe dans le Département de nombreux Juifs, d'origine portugaise, établis en France depuis longtemps et dont l'attitude est satisfaisante. Ils se sont toujours considérés comme Juifs au même titre que les autres Israélites fréquentant la Synagogue et faisant même partie, à l'occasion, du Consistoire Israélite. Toutes mesures concernant les Juifs leur ont été appliquées car il n'a jamais été question de leur faire subir un régime spécial.

D'autre part, la loi du 2 juin 1941 ne fait aucune distinction entre les Séphardins et les Israélites.

Je vais donc soumettre le cas à M. le Commissaire Général aux Questions Juives car si les Séphardins sont considérés comme Juifs au point de vue français, ils tombent sous le coup des mesures allemandes en vertu des accords intervenus. »

Il n'y eut pas de complication de la part de l'autorité militaire allemande et de Xavier Vallat. La préfecture leur indiqua l'inexistence de tout traitement distinct des « séphardins » et l'absence de toute autre réclamation allant à Bordeaux dans un sens « distinctif ». Le Commissaire Général aux Questions juives fut donc lui aussi saisi du problème.

D'autres familles tentèrent de recourir aux échappatoires prévus dans l'application du « Statut ». Démarche bien évidemment compréhensible, et qu'encourageaient à l'époque le rabinat et le Consistoire central en répétant publiquement que le judaïsme français était « à part », mais ni exclu de la Nation ni privé de recours juridiques, dans un pays dont le droit commun des biens et des personnes découlait des principes républicains de 1789, théoriquement parlant.

Des dossiers furent adressés au Service des affaires juives de la préfecture de la Gironde, soit pour faire radier du fichier juif leurs membres par alliance, soit pour obtenir des dérogations. Certains en effet bénéficièrent dans un premier temps d'un régime de faveur, de protections, d'interventions. Malgré le contrôle

inquisiteur des services allemands, la mairie, la police et les bureaux préfectoraux ne furent pas dénués de sollicitude pour ceux que les services allemands eux-mêmes appelaient des « Juifs intéressants ». Des interventions se virent admises sans trop d'hésitation. En définitive cependant, peu de demandes de dérogations aboutirent ⁸⁰.

Ainsi, madame veuve Gradis souhaita obtenir de la préfecture de la Gironde une dérogation par rapport au « Statut » vichyssois, en raison du passé historique de ses ascendants. Raoul Gradis, président du Consistoire, demeuré un temps à Bordeaux, remit lui-même en août 1942 aux Services des Affaires juives un historique vantant les mérites de sa famille. Il demanda une dérogation à l'ordonnance allemande du 7 février 1942, expliquant qu'âgé de 81 ans, ayant le bras cassé, il aurait aimé sortir de chez lui librement, soit le soir, soit pour se rendre de temps en temps à la campagne dans une maison dont sa famille était propriétaire depuis 1680, à 15 kilomètres de la ville. Lui-même avait respecté les « nouveaux décrets » et donné sa démission de la vice-présidence de la société qu'il dirigeait (il avait donc été victime de la ségrégation et des spoliations sans privilège particulier, comme d'ailleurs Madame Gradis, dont les biens et la banque furent saisis). De surcroît, son habitation de Lormont venait d'être réquisitionnée par les troupes occupantes. Il s'était réfugié chez son gendre à Bordeaux. Il précisa au passage que son fils Gaston, premier à traverser le Sahara, fondateur de la route qui portait son nom avant la création de l'axe Transsaharien, commandant d'Artillerie, mobilisé au Maroc, venait de faire l'objet d'une dérogation par décret du Conseil d'État en date du 15 février 1942. Pour cet « aryen d'honneur », héros de la Guerre de 14, le texte officiel avait avancé ces motifs :

« Considérant que la famille de M. Gradis Gaston est fixée en France depuis plus de neuf générations, qu'elle n'a cessé depuis 1680 de posséder un vignoble à Saint-Louis de Montferrand (Gironde), qu'elle a créé à Bordeaux, en 1689, une firme commerciale qui, tant par ses importations et exportations que par sa participation à la guerre de course et son acti-

⁸⁰ Dans une préfecture de région en zone non occupée, on a pu observer que « tous les cas [de demandes de dérogations émanant de juifs de Montpellier et de l'Hérault] [...] trouvés dans les archives du CDJC (Centre de Documentation juive contemporaine de Paris) ou à travers les témoignages oraux ont reçu une réponse négative ». Cf. Michaël Iancu, in *Spoliations, déportations, résistance des Juifs à Montpellier et dans l'Hérault*, éd. A. Barthélémy, Avignon, 2000, p. 37-42.

tivité charitable, a montré au service de l'État français un dévouement qu'attestent des lettres patentes délivrées par le Roi Louis XVI le 21 Août 1779 ; qu'au surplus, M. Gaston Gradis, en ce qui le concerne, a été, durant la guerre de 1914, l'objet de cinq citations, dont deux à l'ordre de l'armée ; qu'il a été, à compter du 16 juin 1920, admis dans la Légion d'Honneur à titre militaire ; que de l'ensemble des services ainsi rendus à l'État français il résulte qu'il y a lieu de faire application à M. Gaston Gradis des dispositions de l'article 8 paragraphe 2 de la Loi du 2 Juin 1941,

Décrétons :

Article 1° - M. Gaston Gradis, né le 7 mai 1889 à Bordeaux, est relevé de l'interdiction qui résulte pour lui de l'article 2 (n°6) de la Loi du 2 Juin 1941, d'être Administrateur dans les Sociétés ci-après énumérées : Compagnie Générale Transsaharienne, Compagnie Africaine des Plantes à Arfum, Société des Cultures de Diakandapé ».

L'intéressé sollicita une dérogation. Qui oserait dire qu'il s'agissait d'un privilège ?

Le 6 juin 1942, Raoul Gradis fit retirer ses « étoiles jaunes » au commissariat du troisième arrondissement, sans s'y rendre lui-même et sans donner les bons de textile requis... David-Albert Errera et Germaine Ferreyra (qui n'étaient pas encore délégués de l'UGIF) retirèrent les leurs, les Astruc aussi. Le Grand Rabbin Joseph Cohen retira des « étoiles » pour sa femme, pour sa fille Sarah, née en 1917, et pour lui-même au commissariat du septième arrondissement. Humiliation suprême dans une Cité de la « zone occupée » et difficilement intériorisée par la communauté.

Adressée le 17 septembre 1942 « à Monsieur le Commissaire de Police Garat » (*sic*), une lettre du « Service Ouest-extérieur, Bordeaux » allemand, signée Cloos nous apprend que Gaston Gradis, mobilisé en tant qu'officier au Maroc en 1939, n'était pas rentré en France, au témoignage de son régisseur dûment interrogé. Le Cloos en question demanda à Pierre Garat, chef des « Affaires juives » de la préfecture de la Gironde, de se renseigner pour savoir ce qu'était devenu l'intéressé. Rappelons que Cloos fut l'un des responsables du service allemand de spoliation des biens juifs, surnommé à Bordeaux « service de la rue Ravez ». Il

dépendait en fait de la « Mission Rosenberg » dirigée à Paris par le Baron Von Behr ⁸¹.

Le 2 septembre le capitaine SS Doberschutz répondit à Garat qu'il rejetait la demande de Raoul Gradis, soumise le 3 août précédent, de changer de résidence pour aller à la campagne.

À Bordeaux, les brimades n'épargnèrent donc, concrètement, personne. La logique allemande, dans la zone occupée, supprimait rapidement toute distinction entre Juifs français comme entre israélites français et Juifs étrangers. Les « juifs français », incrustés dans leurs histoire, et dans leur intégration, eurent plus ou moins de mal à le comprendre. Mais beaucoup de familles riches décidèrent, on l'a vu, de quitter Bordeaux et si les plus âgés y restèrent, de protéger les plus jeunes, notamment les enfants, placés en sécurité relative en zone Sud ou à l'étranger. Cependant l'absence de membres influents de la communauté bordelaise infligeait au Grand Rabbin une difficulté de plus...

À l'amenuisement des appuis offerts jusque là par les notables s'ajouta le repli sur soi de l'ensemble des familles. La correspondance de l'UGIF locale, (et notamment une lettre de décembre 1942 de Germaine Ferreyra et de Joseph Cohen sollicitant des dons pour les malheureux déportés) nous fait entrevoir le phénomène. Les textes de Vichy et surtout les ordonnances allemandes en zone occupée avaient affecté le moral et la psychologie de chacun. Les interdictions professionnelles, l'interdiction des déplacements, le couvre feu, les taxes et spoliations superposèrent aux difficultés économiques un isolement croissant. Dès les premières rafles, beaucoup de membres de la communauté prirent peur. Le besoin de solidarité se trouva rapidement accru, tandis qu'au désir de sauver d'abord les siens et de se protéger soi-même s'ajoutèrent des sentiments d'abandon et de crainte. Les responsables de la communauté constatèrent que chacun se repliait sur soi et s'enfermait chez lui. L'état d'esprit de Germaine Ferreyra, bras-droit de Joseph Cohen, passa, nous l'avons noté, de la naïveté enthousiaste à une angoisse plus ou moins prononcée, évolution significative de l'intériorisation du drame.

Les responsables de la communauté n'échappaient pas aux risques, aux mesures vexatoires et aux interdits qui pesaient sur leur famille comme sur leur personne. Le Grand Rabbin Joseph Cohen, malgré ses 64 ans, se trouva pour ainsi

⁸¹ Cf. *supra*.

dire à nouveau sur le front. Ses enfants, tous majeurs en 1940, purent gagner la zone sud hormis sa fille Sarah, qui y partira elle aussi en 1942. Son épouse, dépressive, devra être hospitalisée en 1943. Dans de telles conditions, agir sur place et pour les autres exigeait indubitablement de l'oubli de soi, une capacité de sacrifice.

Se posa alors au Grand Rabbin une question de fait : comment, face à des difficultés de tous ordres, conférer de l'efficacité à son engagement ? Joseph Cohen s'efforça, pour sa part, d'obtenir l'aide de la société civile, dans toutes ses composantes.

*Approche qualitative de la tentative d'anéantissement
de la communauté juive de Bordeaux (1940-1944).
L'engagement du Grand Rabbin Joseph Cohen (1876-1976)*

3. La recherche de soutiens

3. 1. L'aide des Églises

[Retour à la table des matières](#)

Dignitaire religieux bordelais, Joseph Cohen allait logiquement mobiliser les notables fréquentés dans la période de l'avant-guerre et dont il avait obtenu l'aide au moment de la débâcle. Il s'adressa tout d'abord aux autres chefs religieux, dans une logique de proximité entre responsables spirituels. Ensuite, aux administrations bordelaises : mairie, préfecture, voire police, interlocuteurs incontournables au moment des saisies et des arrestations, des rafles et des convois. Et puis évidemment, mais nous ne l'évoquons pas ici, à l'UGIF, institution unique substituée le 29/11/1942 par Vichy à toutes les associations juives de bienfaisance ⁸².

Les Églises ? Voici ce que le Grand Rabbin écrit sur elles, et quant à sa stratégie d'action commune, dans son *Journal* :

« Dans ce grave tournant que prennent les événements, ne peut-on rien tenter ? Certes, “le captif ne saurait se libérer lui-même”, selon le Talmud. Mais parmi les forces morales que les Allemands ont intérêt à ne

⁸² Cf Laurent Joly, Vichy dans la solution finale, histoire du CGQJ, op. cit., p. 262-269.

pas s'aliéner, l'Église catholique occupe une place de premier plan. Il importe d'obtenir d'une part une prise de position officielle, d'autre part un appui et une aide pratique efficace. Bien qu'ouvertement il ne soit permis à quiconque, si haut que fut son rang, de se heurter à la volonté des autorités d'occupation, rien n'empêche que discrètement, de bouche à oreille, des instructions soient données pour que partout, les membres du Clergé fassent tout ce qui est en leur pouvoir en faveur des persécutés ⁸³. »

Soulignons au passage la référence à des « instructions données discrètement » dans un souci d'aide efficace puisque, « ouvertement, on ne peut se heurter à la volonté des Allemands ». Le choix de provoquer ou de désobéir ne pouvait avoir lieu qu'une seule fois, « si haut que soit le rang ». Si l'on voulait aider ses coreligionnaires dans la durée, il fallait manœuvrer, et entreprendre des actions de contournement.

Le rabbin n'ignorait pas non plus qu'une logique d'instruction religieuse et morale pouvait agir sur certains Allemands. Parmi les soldats et les policiers de l'occupant, il y avait évidemment des croyants. Certains étaient luthériens, d'autres catholiques. La parole, l'action, même discrètes, de prêtres, de pasteurs, étaient susceptibles de les influencer, de les faire réfléchir, de les aider eux-mêmes, sinon à résister, du moins à fermer les yeux. Ambivalence de la vie : il n'y avait pas lieu de désespérer absolument, pas même de toutes les forces de l'occupant.

Le rapport de situation établi en juin 1941 pour l'*American Jewish Joint of Distribution Committee* expose en ces termes les bonnes relations des représentants du judaïsme avec les Églises :

« Dans les milieux ecclésiastiques, des rapports courtois continuent à être entretenus avec les prêtres (échanges de félicitations et de remerciements d'usage entre le Grand Rabbin Julien Weil et l'Archevêque de Paris, lors de l'entrée en fonction de ce dernier, déclarations de l'Abbé Bergey au Grand Rabbin de Bordeaux, lui indiquant qu'il avait exposé aux Allemands son hostilité à l'antisémitisme, etc.) ⁸⁴. »

Joseph Cohen entretenait aussi des contacts amicaux avec Monseigneur Feltin, Archevêque de Bordeaux. Il le rencontra régulièrement, parfois même quotidien-

⁸³ Joseph Cohen, *Journal*, op. cit., p. 81.

⁸⁴ Source : Archives de l'« *American Jewish Joint Distribution Committee* » de New York. Rapport de situation concernant la France de juin 1941, p. 22.

nement, au témoignage d'Edmond Cardoze ⁸⁵. Son fils Michel Cohen-Colin déclara à ce sujet lors du procès Papon :

« Dès 1935, il avait des rapports radieux avec M^{gr} Feltin. Un exemple, mon père avait créé un centre aéré à Arès pour des enfants juifs, c'était des sœurs qui s'en occupaient. Les sœurs étaient plongées dans le désarroi de s'occuper d'enfants juifs. Mon père a demandé à M^{gr} Feltin de l'accompagner pour venir expliquer aux sœurs. On est partis en voiture, j'avais onze ans, j'étais assis sur les genoux de M^{gr} Feltin, c'était l'entente cordiale. Ils avaient de bonnes relations, ils participaient à l'Alhambra à des réunions œcuméniques, ils disaient qu'il n'y avait pas vraiment de religions différentes, tout était fait pour qu'il y ait plus de fraternité. »

Le Grand Rabbin connaît bien l'Archevêque, qui est arrivé à Bordeaux en 1935. Comme lui Maurice Feltin est un ancien combattant de 14-18. Tous deux avaient assez confiance en Pétain, le maréchal et le soldat, pour le considérer comme un bouclier, en 1940. Les Français vivaient ensemble un phénomène de psychologie collective : honte, abattement et désarroi d'une défaite brutale et de l'exode, aussitôt suivis d'un appel à Pétain quasiment unanime. Au titre de leur autorité morale, Joseph Cohen et Maurice Feltin, comme aussi le pasteur Dartigue, responsable du Conseil de région protestant, acceptèrent même une présidence d'honneur du Comité de Jeanne d'Arc, en compagnie du maire (Marquet) et du préfet (Bodenan). Pour autant, tous ceux qui invoquèrent le maréchal en Juin 1940 allaient-ils franchir le pas du « pétainisme », ce fascisme blanc teinté d'Action française ⁸⁶ ?

L'archevêque de Bordeaux était un prélat « de gauche », si l'on peut dire. Il avait défendu un « catholicisme de mouvement » ; milité à Belfort dans l'Action catholique de la Jeunesse française (l'ACJF) ; contribué à la revue *Sept*. Il occupait une position importante dans la hiérarchie catholique française. Il se méfiait de l'Occupant. Face aux nouveaux pouvoirs, il allait défendre une ligne engagée mais prudente, à sa manière. Il refusa, dans des prises de position sans équivoque, la soumission à toute autre autorité que celle de l'Église. Placé dans une communauté majoritairement conservatrice où le mouvement catholique ani-

⁸⁵ Edmond Cardoze, entretien du 27 septembre 1997.

⁸⁶ Sur ce point, cf. notre ouvrage, *Vichy contre Mounier. Les Non-conformistes face aux Années 40*, Paris, Économica, 1998, en libre accès sur le site Classiques des Sciences sociales de Chicoutimi (Québec) : <http://classiques.uqac.ca/>

mé par des hommes comme Philippe Henriot recueillait une majorité de suffrages depuis les années trente, il afficha apparemment une attitude maréchaliste. Il se montra respectueux du chef de l'État et prit en faveur du régime des positions de loyalisme et de légalisme apparent ⁸⁷. Lors des cérémonies officielles, il sembla produire des discours convenus, même fin mai 1944, lors des obsèques forcées officielles de Philippe Henriot en la cathédrale de Bordeaux. Il s'agit ce jour-là, dans son discours, d'éviter une guerre civile à ses ouailles, et de rappeler au berceuil des valeurs catholiques les miliciens locaux susceptibles de vouloir venger le chef tué par des résistants. De fait, la Milice orchestra le massacre de la Ferme de Richemont, près de Bordeaux, en représailles.

Mais Maurice Feltin ne fut maréchaliste que jusqu'à un certain point. Considérons maintenant non plus ses discours officiels mais ses autres actes. Non plus les attitudes de circonstances, mais les comportements qui correspondaient davantage aux arrière-pensées, aux sentiments profonds. Sous la patine des siècles de puissance à la fois temporelle et spirituelle, le Vatican aurait-il négligé la pratique du double langage, et les princes de l'Église ne pouvaient-ils pas s'avérer être des diplomates consommés ?

L'archevêque de Bordeaux était renseigné lui aussi sur le nazisme. En 1939, dans un prêche à la cathédrale, affirmant que la France s'engageait dans la guerre pour défendre la civilisation chrétienne et sauver la Pologne, il stigmatisa les « autorités humaines » qui après s'être imposées par la violence à leur peuple, voulaient faire subir au monde, par la force matérielle et brutale, en méprisant les engagements contractés, « une nouvelle forme de barbarie » ⁸⁸. Il avait lu l'Encyclique de Pie XI réprouvant le racisme hitlérien. Il prit également connaissance des lettres pastorales lues en chaire par ses collègues, qui dénoncèrent de 1933 à 1940 les arrestations et la persécution de chrétiens allemands. Nous savons que certains, notamment à Toulouse (Jules Saliège), à Lyon (Pierre Gerlier, primat des Gaules), à Montauban et à Marseille, dénoncèrent fermement les grandes rafles du mois d'août 42. Et Maurice Feltin allait très vite et personnellement être inquiet à Bordeaux : dès août 1940.

⁸⁷ Sur le sujet, cf. Jacques Pallard, *Monseigneur Feltin et le régime de Vichy*, communication au colloque *Gaullisme et antigaulisme en Aquitaine*, Bordeaux, IEP, PUB, 1990, p. 45-56.

⁸⁸ Cf. sur ce point l'ouvrage incontournable de M^{gr} Guerry, *L'Église catholique en France sous l'Occupation*, Paris, Flammarion, 1947, p. 10-11.

En effet, le *kommando* spécial dirigé par le SS Herbert Hagen, qui venait directement de la section IV B 4 du RHSA de Berlin, ami personnel d'Eichmann, chercha dès juin 1940 à s'emparer des archives concernant les militants catholiques en activité. Cela dans une logique qui visait à repérer, afin de les fichier, d'enquêter sur eux, puis de les arrêter, tous les « ennemis » du Reich : démocrates, francs-maçons, catholiques, communistes, et en première ligne les Juifs ⁸⁹. Hagen s'intéressa particulièrement à l'Archevêque Maurice Feltin en tant qu'ancien responsable de l'Action catholique française et de divers mouvements spécialisés des années 30, qui avait aussi accueilli de nombreux chrétiens et prélats lors de la guerre d'Espagne, en leur rendant service. Voici, dans un témoignage de 1947 la description par M^{gr} Guerry du premier épisode de cette surveillance rapprochée, si précoce dans Bordeaux occupée :

« Le 16 août 1940, quatorze membres de la Gestapo pénétrèrent dans l'Archevêché de Bordeaux, à neuf heures du matin et y firent une perquisition minutieuse jusqu'à dix-sept heures. Cinq d'entre eux s'installèrent dans le bureau de S. E. Mgr Feltin et examinèrent tous les dossiers : ils emportèrent un grand nombre de papiers personnels ou relatifs à l'Action Catholique.

Le lendemain, 17, les bureaux de l'Archevêché furent également fouillés de fond en comble. Un mois après, le 21 septembre, la Gestapo renouvela sa perquisition dans le bureau personnel de M^{gr} l'Archevêque. Celui-ci dut subir sept interrogatoires successifs, notamment sur ses relations avec le cardinal Verdier, sur le journal Sept, sur l'APEL, sur le Secrétariat social de Bordeaux, sur les prêtres espagnols et basques, qu'il avait accueillis dans son diocèse.

Au cours de ses interrogatoires, Mgr Feltin fut accusé... d'être membre du 2^{ème} Bureau de Nice. Sa fiche, trouvée dans les papiers de la Gestapo au Bouscat, porte notamment la mention suivante :

“Dossier VA 238/41. – Police de Sûreté des R. F., 16 février 1942 – Objet : Clergé catholique à Bordeaux.

Le clergé est très actif. Il est sans aucune équivoque contre la collaboration. L'Archevêque Feltin est gaulliste et très actif...”

⁸⁹ Cf. notamment à ce propos Laurent Joly, *op. cit.*, p. 110-111.

Mgr. Feltin avait caché dans l'Archevêché deux drapeaux appartenant à l'École Polytechnique ⁹⁰. »

Voilà qui permet de comprendre que Joseph Cohen, ami de l'Abbé Bergey, n'hésita pas à se rendre à l'archevêché de Bordeaux chez Maurice Feltin. Et à solliciter de sa part une prise de position officielle et un appui pratique, comme il l'écrit dans son *Journal*, en faveur des « persécutés ». Un passage du *Journal* du Grand Rabbin n'est pas sans ambiguïté. La tactique épiscopale prévoyait des « instructions discrètes de bouche à oreille ». Joseph Cohen laisse entendre que son intervention, grâce à Monseigneur Feltin, aurait suscité une protestation du clergé catholique français contre les persécutions, le 20 août 1942, et que cette protestation aurait été adressée à Pétain. Nous avons des raisons de penser que sa mémoire l'a trahi *a posteriori*, et qu'il a confondu deux événements, mais la vérité historique honore les deux amis.

Que savons-nous des appuis offerts par le prélat au Grand Rabbin pendant l'Occupation ? Maurice Feltin recueillit les rouleaux de la *Tora* à l'Archevêché, lorsque le culte fut supprimé à la Synagogue ; ils furent dissimulés et conservés jusqu'à la Libération. De même il cacha les nombreux manuscrits et ouvrages religieux que lui remit en mars 1944 Régis de Lacheisserie ⁹¹. Ainsi échappèrent-ils à la profanation et au pillage du Grand Temple, des appartements et des bureaux de la Synagogue par les Allemands. D'autre part, M^{gr} Feltin offrit en permanence une écoute immédiate. Enfin et surtout, il alla jusqu'à proposer de susciter un soutien collectif de ses pairs envers les persécutés israélites. Joseph Cohen le raconte ainsi :

« Je le trouve gagné d'avance à notre cause et, spontanément, il m'offre de porter la question devant l'assemblée du Haut-Clergé français qui doit se réunir à Paris le mois suivant.

Afin de lui faciliter sa démarche, je me rends à Paris pour rencontrer les responsables du Comité de défense contre le nazisme. Il est décidé qu'un rapport établi par M. Halphen, Professeur à la Sorbonne, Membre

⁹⁰ M^{gr} Guerry, *op. cit.*, p. 23.

⁹¹ Personnalité catholique d'un anti-judaïsme et d'un anti-maçonisme extrêmes ; recruté par le Service des Sociétés secrètes de Vichy et vice-président de l'Institut d'Études juives de Bordeaux, mais répugnant à pactiser avec l'Occupant. L'Archevêque Feltin témoigne de ces faits par lettre du 7 novembre 1944, lors de l'instruction contre Lacheisserie, Rudeau, Besson-Rap, De Spens et tous autres.

de l'Institut, sera remis à Monseigneur Feltin, non sans en avoir prévenu par déférence le Cardinal Suhard, Archevêque de Paris, lequel accueille avec beaucoup de bienveillance ce projet.

Lors d'un second voyage à Paris que j'effectue en même temps que Monseigneur Feltin, le Professeur Halphen lui confie son travail.

Préparée protocolairement, instruite de main de maître, la cause défendue par Monseigneur Feltin rallie l'unanimité des suffrages du Haut-Clergé français qui, le 22 août, décide l'envoi d'une lettre de protestation au Maréchal Pétain. Le cardinal Gerlier est chargé de remettre le document au Maréchal "en le priant de le faire savoir" ⁹². »

Pour ce qui est du travail du professeur Halphen cité par Joseph Cohen, nous savons que celui-ci rédigea deux rapports en 1941, qu'ils furent remis à Monseigneur Feltin, et qu'ils furent sauvegardés grâce à lui ⁹³.

Les voyages à Paris mentionnés par le Grand Rabbī ont eu lieu juste avant la Conférence des archevêques et des évêques de France pour la zone occupée, qui fut réunie le 24 juillet 1941. Maurice Feltin avait à titre personnel devancé l'opération par une déclaration retentissante publiée le 22 juillet 1941 dans le quotidien catholique *La Liberté du Sud-Ouest*, deux jours avant la réunion de la Conférence. En première page, comme les communiqués allemands imposés à tous les journaux de la zone occupée par la *Propagandastaffel* ! Cet appel, peu cité jusqu'ici, exprime le point de vue d'un prince de l'Église à l'encontre du second « Statut des juifs », celui du 2 juin 1941. En voici le texte intégral :

« Esprit catholique

Il ne suffit pas d'assister à quelques cérémonies culturelles pour se dire loyalement chrétien ; il ne suffit pas non plus d'être fidèle à l'esprit d'amour, que réclame l'Évangile, pour se dire catholique.

Jésus-Christ a fondé une société, l'Église, dont les membres doivent être animés d'un esprit d'obéissance pour mériter légitimement le nom de catholique.

⁹² Joseph Cohen, *Journal*, op. cit., p. 81.

⁹³ Joseph Cohen, *Journal*, op. cit., p. 112.

Ce n'est pas, en effet, la participation à tel groupement social, l'adhésion à tel parti, la lecture de tel journal, qui donne le droit à ce titre ; on n'est vraiment catholique que dans la mesure où l'on observe simplement toutes les instructions données, dans l'ordre spirituel et religieux, par ceux qui ont reçu mission de les communiquer.

Cette Église, dont nous sommes les membres, n'est pas une société quelconque. Elle est un organisme vivant, dont l'Esprit divin est l'âme. Un regard, même superficiel, sur son histoire le prouve.

Le Christ, pour la fonder, ne s'est servi ni de la plume d'un Tacite, ni de la parole d'un Cicéron, ni du glaive d'un César. Il ne fit appel à aucun génie, à aucun prince, à aucun savant, à aucun riche. Il prit douze pêcheurs, qui jetaient leur filets sur les bords du lac et c'est avec ces douze hommes sans naissance, sans fortune, sans lettres, pauvres bateliers d'une nation, placée sous la domination romaine, que le Christ opéra la révolution la plus universelle et la plus salutaire que le monde ait connu.

Il n'a laissé à ses Apôtres ni or, ni argent ; et ceux-ci n'ont été asservi dans leur activité, par aucune vue politique. "Rendez à César ce qui est à César" leur avait dit le Maître, et ils n'ont pas recherché les faveurs romaines pour réussir en leur entreprise.

Ils ne furent pas aidés davantage par la science qu'ils ignoraient et qui les méprise, ni par l'attrait que souvent pouvait susciter la doctrine nouvelle qu'ils enseignaient et qui ne favorise aucune passion.

Ces ignorants, sans moyens humains, contrariés, persécutés, dès le début de leur mission, ne furent vraiment guidés et soutenus que par l'Esprit divin.

Depuis vingt siècles, cette société religieuse ainsi fondée, se maintient au milieu d'épreuves de tout genre, elle se répand à travers le monde dans une parfaite unité de doctrine.

En face de toutes les situations, sous toutes les latitudes, malgré toutes les passions humaines qu'Elle combat, Elle garde intacte la pureté de son enseignement évangélique. Elle le distribue par la seule persuasion, sans aucun moyen de coercition, respectant tous les cadres nationaux, toutes les sectes philosophiques, politiques ou économiques, qui ont souvent cherché au cours des âges à l'accaparer ; dominant tous les particularismes de races, de castes et de sexes, car suivant le mot de Saint-Paul, chez Elle "il n'y a plus ni Juif, ni Grec, ni esclave, ni libre, ni femme, ni homme, tous sont un en Jésus-Christ".

Elle maintient de même son unité de gouvernement grâce à l'autorité du Souverain Pontife. Juge suprême des controverses, le Pape donne une solution aux difficultés intimes ; Il met un terme aux discords religieuses ; Il exerce son autorité spirituelle sur le monde entier.

Depuis vingt siècles son pouvoir demeure seul immuable au milieu de toutes les autorités humaines qui varient, disparaissent et renaissent. Il gouverne la seule société, qui ait gardé intacte sa doctrine et sa constitution, malgré tous les bouleversements politiques, toutes les doctrines philosophiques, tous les courants d'idées et d'influence.

Cette simple constatation ne nous donne-t-elle pas l'assurance que l'Esprit divin anime cette société religieuse, dont nous sommes les membres ?

N'affermir-elle pas notre confiance ? Ne nous invite-t-elle pas à suivre fidèlement et docilement l'enseignement et la direction de l'Église ?

On ne peut pas, du reste, sans cette docilité, être et se dire vraiment catholique.

Maurice Feltin

Archevêque de Bordeaux

Évêque de Bazas. »

Texte vigoureux compte tenu des circonstances dans lesquelles il fut publié. Il assimile presque ouvertement la situation de la France à celle de la Judée occupée par les Romains. Des termes ou expressions comme « contrariés », « persécutés », « moyens de coercition », « respect », « n'ont pas recherché les faveurs romaines », « nation placée sous la domination romaine », évoquent sans grand fard l'affaiblissement de la France occupée. Comment entraver l'accaparement de l'instruction (par « la plume, le glaive, les discours ») tenté par les « sectes » au détriment de l'enseignement catholique ? Face aux puissances politiques se dresse « depuis vingt siècles » une Église catholique incarnée dans l'autorité du Pape. Universaliste dans sa doctrine, elle est tolérante et même assimilationniste envers « Juif » (cité en premier) ou « Grec », hommes, femmes, riches, pauvres, puissants, misérables... dès le début de son histoire. Un esprit catholique ne peut se contenter de suivre les opinions d'un gouvernement, d'adhérer à un parti politique, de lire un journal. Tombe enfin la sentence : « on ne peut pas se dire catholique » sauf à « suivre fidèlement et docilement l'enseignement et la direction de l'Église » ! Maurice Feltin incarna là toutes ses propres valeurs et sa conception du christianisme.

Cette déclaration *urbi et orbi* du refus de la propagande collaborationniste et du racisme marqua l'esprit et la mémoire de Joseph Cohen, confortant son amitié

respectueuse envers Maurice Feltin. Ce texte ne manqua pas d'ailleurs d'attirer sur l'archevêque les foudres d'un antisémite bordelais notoire et tristement célèbre (un nommé Labroué), qui traita dans sa feuille de chou le prélat de « judéo-gaulliste ». Le message épiscopal s'adressait cependant à son propre public, mais, plus largement aussi, à toute l'opinion et surtout à l'Occupant, dans un grand quotidien de la zone considérée, cela jusqu'à Paris. Et il esquissait clairement, malgré sa modération, le « Rendez à Dieu... » d'une l'Église de France de surcroît assez inquiète face aux vellétés d'un État « éducateur », à la solde des Allemands.

Beaucoup d'évêques se trouvaient ainsi en passe de rappeler dans leurs déclarations l'esprit séparatiste du christianisme. L'enjeu pour l'Église catholique fut très concret : l'indépendance des mouvements d'action catholique, la faculté de survie des mouvements de jeunesse, des instituts de formation et de l'apostolat. L'autorité des évêques se trouvait de plus en plus menacée par le développement des institutions du Reich et de Vichy, et les autorités de l'Église durent tenter de la préserver en pointant les horreurs et les fissures de la collaboration.

De fait, l'Église de France s'adressa directement au gouvernement le 24 juillet 1941 : deux jours après la publication de l'article de Maurice Feltin, vingt-deux jours après la promulgation du « Statut des juifs » par le gouvernement Darlan. L'Assemblée des Cardinaux et Archevêques de France affirma alors, quant à elle :

« Nous voulons que sans inféodation soit pratiqué un loyalisme sincère et complet, envers les pouvoirs établis. Nous vénérons le chef de l'État et nous demandons instamment que se réalise autour de lui l'union de tous les Français. Nous encourageons les fidèles à se placer à ses côtés dans l'œuvre de redressement entreprise sur l'étroit terrain de la famille, du travail, et de la patrie. »

Nous renouvelons à ce sujet l'assurance déjà plusieurs fois donnée : nous demeurons aujourd'hui plus que jamais sur le seul plan religieux en dehors de toute politique de parti malgré les appels qui pourraient vous être adressés de quelque côté que ce soit ⁹⁴. »

⁹⁴ Cité dans notre ouvrage, *Vichy contre Mounier. Les non-conformistes face aux années 40*, Cf. à ce sujet M^{gr} Guerry, *L'Église catholique en France sous l'Occupation*, Paris, Flammarion, 1947, p. 157-159. Pour une vision complémentaire, on peut lire de Jacques Duquesne, *Les Catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Grasset, 1966, p. 44-57.

Le chef de l'Etat est isolé dans cet appel parmi les « pouvoirs établis ». Comme si l'Église, tout en affichant l'indépendance irréductible de son propre pouvoir vis à vis des fidèles, « sur le plan religieux » bien sûr, cherchait à intimider courtoisement le maréchal Pétain, à lui rappeler symboliquement « l'étroitesse » et la fragilité de sa situation, comme son infériorité par rapport à l'Église elle-même, par rapport à laquelle, comme tout simple chrétien, il était redevable, ou du moins directement ou indirectement dépendant, selon son chœur...

La solidarité marquée par l'Archevêque de Bordeaux envers les Juifs de sa ville n'est pas la mieux connue. Nous sommes moins surpris d'apprendre par exemple celle que Jules Saliège, Archevêque de Toulouse, ayant reçu fin 1942 à l'archevêché les vœux du Rabbín de sa cité, lui manifesta :

« Monsieur le Rabbín,

J'ai été très sensible aux vœux que vous m'avez adressés en votre nom et au nom de la Communauté israélite de Toulouse.

Nous ne pouvons pas oublier que selon la parole de Pie XI, les catholiques sont spirituellement des sémites.

C'est une des raisons, et non pas la seule, pour laquelle nous compassionnons au malheur d'Israël, et que nous demandons à Dieu d'étendre sa main secourable sur tant de souffrances et de douleurs.

C'est dans cet esprit que je vous adresse mes vœux très sincères pour vous et pour la Communauté israélite de Toulouse.

Veillez agréer, Monsieur le Rabbín, l'assurance de mes sentiments dévoués ⁹⁵. »

Lors des rafles de l'été 42 à Bordeaux, Joseph Cohen, désireux d'approcher ses coreligionnaires au moment des arrestations, contacta directement les services préfectoraux afin d'être tenu informé et il s'abstint de protester officiellement. De même Germaine Ferreyra, en tant que représentante de l'UGIF, déclara « satisfaisant », nous l'avons vu dans nos chapitres précédents, le traitement de la question des enfants. Lors de la première grande rafle de Bordeaux, le 16 juillet 1942, pourquoi Joseph Cohen n'aurait-il pas, comme en 1941, saisi Maurice Feltin des

⁹⁵ Ce document se trouve dans les archives de l'*American Jewish Joint Distribution Committee* à New York, en annexe du rapport de M. Spanien, que nous avons cité précédemment.

informations dont il disposait ? Les premières déclarations catholiques de 1941 de solidarité spirituelle laissaient augurer les protestations du haut-clergé contre les arrestations massives de Juifs de juillet à septembre 1942. Quoiqu'il en soit, la hiérarchie catholique manifesta collectivement sa compassion et sa réprobation le 20 août 1942 dans une déclaration des Cardinaux et Archevêques de France.

Bien des pastorales et des sermons émouvants et argumentés furent lus dans les diocèses. Le texte collectif du haut clergé, quant à lui, fait écho à la brutalité déployée lors des grandes rafles parisiennes. Le secrétaire de la réunion d'urgence qui prépara la déclaration, M^{gr} Guerry, rapporte ainsi ses considérations :

« Elle étudia la situation sur des témoignages certains et décida aussitôt d'élever sa protestation. Mais auparavant et comme il convenait à des Chefs Spirituels, dont les actes n'engagent pas que leurs personnes, mais peuvent avoir des répercussions graves sur d'autres personnes, membres du Clergé, militants d'Action Catholique, pères ou mères de famille, – sur la vie même de l'Église –, l'Assemblée envisagea nettement les conséquences possibles de son intervention : arrestations d'Évêques, d'aumôniers, de dirigeants des mouvements ? Persécution ouverte contre le catholicisme comme dans les autres pays ? L'Assemblée accepta d'avance toutes les répercussions de son geste. La persécution religieuse ne se produira pas en France comme ailleurs pour des motifs qu'il conviendra de rechercher. Mais, ce qui est certain, c'est que l'Assemblée n'avait pas reculé devant cette éventualité froidement considérée.

Tandis qu'en temps ordinaire, les documents sont préparés d'avance et étudiés minutieusement, les Cardinaux et Archevêques rédigèrent tous ensemble sur-le-champ – et ceci en explique le ton d'émotion – le texte de la Déclaration que Son Éminence le Cardinal Suhard fut prié d'envoyer aux Autorités responsables au nom de l'Assemblée ⁹⁶. »

Le message à Pétain était frappant dans sa formulation sans ambiguïté : il s'agit d'une protestation immédiate contre la rafle du « Vel d'Hiv » contre les Juifs.

⁹⁶ M^{gr} Guerry, *op. cit.*, p. 39-40.

« *Monsieur le Maréchal,*

Profondément émus par ce qu'on nous rapporte des arrestations massives d'israélites, et des durs traitements qui leur sont infligés, notamment au Vélodrome d'hiver, nous ne pouvons étouffer le cri de notre conscience.

C'est au nom de l'humanité et des principes chrétiens que notre voix s'élève pour une protestation en faveur des droits imprescriptibles de la personne humaine.

C'est aussi un appel angoissé à la pitié pour ces immenses souffrances, pour celles surtout qui atteignent tant de mères et d'enfants.

Nous vous demandons, Monsieur le Maréchal, qu'il vous plaise d'en tenir compte, afin que soient respectées les exigences de la Justice et les droits de la Charité ⁹⁷. »

Contrairement donc à ce que prétendirent récemment encore certains analystes ⁹⁸, l'Église catholique ne resta pas silencieuse devant le martyre des israélites, et Maurice Feltin ne fut pas en reste pour protester. Ils pesèrent de toute leur autorité dans la balance. Le texte du message fut communiqué à Laval le 16 août et à Pétain le 22 août ⁹⁹. Chaque membre de l'Assemblée se trouva chargé de le distribuer au clergé de son diocèse. En zone sud, ajoute M^{gr} Guerry, les évêques prirent ouvertement la parole – ce que ne pouvaient faire leurs homologues en zone occupée face aux allemands : M^{gr} Saliège, le 23 août à Toulouse ; M^{gr} Théas, le 30 août à Montauban ; M^{gr} Delay, à Marseille ; M^{gr} Gerlier, le 6 septembre à Lyon ; M^{gr} Moussaron, le 20 septembre à Albi. En tout cas, dès août 1941, M^{gr} Feltin avait été en avance, à Bordeaux, en première ligne...

⁹⁷ M^{gr} Guerry, *op. cit.*, p. 40.

⁹⁸ Cf. à ce propos les analyses du politologue bordelais Jacques Lagroye, « L'Église et le Grand Rabbin », sur le site *Internet* de *Sud-Ouest* concernant le procès Papon : <http://abonnes.sudouest.com/papon/index.php?page=reperes&type=plan3&carte=cathe>. Cf. également de Benoît Lasserre, « L'Église de Bordeaux sous l'Occupation. Le clergé avec Pétain », *Sud-Ouest*, 25 septembre 1997. Ces auteurs, orientés idéologiquement, se gardent évidemment de citer les ouvrages de M^{gr} Guerry et de Jacques Duquesne (cf. note 102).

⁹⁹ Dans l'ouvrage de M^{gr} Guerry les dates indiquées, par erreur, sont les 16 et 22 juillet.

Contre les rafles de l'été 42, aux protestations du haut clergé de l'Église catholique (qui pouvaient en zone sud avoir une portée considérable) s'ajoutèrent dès le 20 août la protestation du Pasteur Bœgner en son nom propre, puis le 4 octobre, au nom de l'Église Réformée de France. Les rapports établis par les émissaires et les correspondants de l'*American Jewish Joint Distribution Committee* enregistrèrent toutes ces réactions. Ils constituent pour l'observateur d'aujourd'hui une photographie implacable.

En zone occupée, Maurice Feltin, repéré et surveillé par la Gestapo dès 1940, fut donc ouvertement attaqué par certains vichyssois. Dans *Le Pilon* du 8 avril 1943 se trouve un article signé par Henri Labroué, ancien président de l'Institut d'études des Questions juives ¹⁰⁰ bordelais, dont le titre est significatif : « Un Archevêque Judéo-Gaulliste à Bordeaux ». Il reprocha au prélat sa conférence aux étudiants catholiques de la ville sur un de ses prédécesseurs, M^{gr} Peyberland (du XIV^e et XV^e siècle !), « d'ascendance juive ». Il rappella et dénonça la position prise par l'Archevêque de Bordeaux lors de la promulgation du second « Statut » :

« L'on comprend déjà le zèle particulier professé pour son prédécesseur par Mgr Feltin qui, dans La Liberté du Sud-Ouest du 22 juillet 1941, protestait, à propos des Juifs, contre "le particularisme des races", contre "les moyens de coercition" et qui invoquait Saint-Paul ¹⁰¹. »

Signalons aussi qu'avant même de constater la succession de dimanche en dimanche (et donc très délibérée) des discours de protestation des évêques catholiques de la zone sud, le gouvernement Laval se montra soucieux d'enrayer la diffusion par les prêtres de propos « (non) compréhensifs » ¹⁰². Des consignes furent alors données à cet effet lors de la conférence des préfets régionaux des deux zones tenue à Paris le 6 juillet 1942 sous sa présidence. En séance, Georges

¹⁰⁰ IEQJ : organisme inauguré à Paris le 11 mai 1941, dirigé par Paul Sézille mais financé et dirigé en sous main par les services d'Otto Abetz, de l'Ambassade allemande, et de Dannecker, représentant du SD du RSHA de Berlin ; lui succéderont le 24 mars 1943 l'IEQJER, dirigé par Georges Montandon, et l'UFDR (Union Française pour la Défense de la Race), de Georges Prax. Cf. Laurent Joly, *Histoire du CGQJ*, *op.cit.*, *passim*.

¹⁰¹ M^{gr} Guerry, *op. cit.*, p. 59.

¹⁰² Cf. à ce sujet Jacques Duquesne, *Les Catholiques français sous l'occupation*, Paris, Grasset, 1966, p. 256 à 264. Sur l'attitude générale des Églises françaises face à la persécution et au génocide, cf. *La France et la Question juive (1940-1944). La politique de Vichy, l'attitude des Églises et des mouvements de Résistance*, Paris, Colloque du Centre de documentation juive contemporaine, Paris, Éditions Sylvie Messinger, 1981, p. 145-260.

Hilaire, secrétaire général pour l'Administration, rappela que le gouvernement venait d'accomplir « un effort en faveur de l'Église », adoptant le principe de subventionner les écoles élémentaires privées et accordant que la moitié de la subvention soit versée directement aux bénéficiaires, les ministères concernés n'intervenant qu'*a posteriori* au versement de la seconde moitié. Le compte-rendu l'explique ainsi :

« Monsieur le Président Laval appelle l'attention des Préfets sur le fait que cette générosité doit entraîner de la part du Clergé, une attitude compréhensive.

Au cas où les Préfets relèveraient, de la part des membres du Clergé, une attitude ou des propos incompatibles avec la politique du Gouvernement, ils devraient en rendre compte immédiatement au Chef du Gouvernement ¹⁰³. »

La « générosité » intéressée du gouvernement ne produisit pas sur le haut clergé catholique les effets escomptés, non plus que les menaces et les chantages de toutes sortes...

À Bordeaux, dès les premières rafles, le Grand Rabbin reçut également des témoignages de soutien émanant des milieux protestants de la ville. Lui tendirent franchement la main le Pasteur Blanc, de la paroisse du Hâ, et l'universitaire Jacques Ellul. Bien qu'il eut été révoqué à Clermont-Ferrand en 1940 du poste qu'il avait obtenu à Strasbourg en 1939 ¹⁰⁴, ce dernier travaillait discrètement comme assistant à la Faculté de Droit de Bordeaux, avec l'accord du doyen Roger Bonnard. Il organisa des actes de résistance au sein de sa communauté. Dans son

¹⁰³ Source, Archives départementales de la Gironde, Série continue, liasse 698 : Conférences des préfets régionaux.

¹⁰⁴ Sur dénonciation par un de ses étudiants et en vertu de la loi du 17 juillet 1940, en tant que « fils d'un étranger » et qui avait tenu des « propos séditionnels à l'encontre du Maréchal ». Il obtiendra en 1943 l'agrégation de droit romain et d'histoire du droit dans des conditions difficiles. Son père était étranger : venu travailler à Bordeaux après des études à Vienne, il avait été élevé dans la religion orthodoxe et il était à la fois sujet britannique et autrichien, car issu d'une mère serbe née dans la famille Obrenovic et d'un père né à Trieste (alors autrichienne) dans une famille britannique venue de Malte. Sa mère, issue d'une famille bordelaise portant le nom portugais de Mendès, était de la religion protestante dans laquelle elle l'avait élevé. Laval aurait hésité à signer son décret de nomination. Cf. P. Troude-Chastenot, *Jacques Ellul, penseur sans frontières*, éd. L'esprit du temps, Bordeaux Le Bouscat, 2005, p. 349-351. Éléments confirmés dans un de nos entretiens avec Jacques Ellul.

Journal Joseph Cohen observe avec reconnaissance, au sujet du « Professeur Ellul » :

« Il n'était pas alors indifférent de se faire remarquer par des allées et venues jusqu'à ma porte ¹⁰⁵. »

Nous avons fait connaître à Jacques Ellul ces extraits du *Journal* de Joseph Cohen. Voici son témoignage, quarante ans après, sur la manière dont il avait été reçu par le responsable de la communauté juive, selon la prudence nécessaire en les temps :

« Le Grand Rabbin fait une erreur. Je n'étais pas encore professeur. Je me suis rendu à son domicile rue Sainte-Catherine. En 1942, je crois. Afin de lui proposer notre aide. Il s'agissait de donner à des israélites qui en avaient besoin, de fausses cartes d'identité, voire de leur faire bénéficier de filières d'évasion ou de lieux de refuge. Le Grand Rabbin se montra surpris de ma démarche, comme réticent, pensant peut-être à une quelconque provocation. En le quittant, j'avais une impression de gêne, de porte-à-faux. Jamais il ne nous demanda une aide quelconque. Je n'étais pas un résistant avec une mitraillette. On réunissait nos relations pour aider qui l'on pouvait, avec les amis du réseau protestant dont on était sûr. Par exemple Mlle Cérézuelle, assistante sociale à la Préfecture, qui a aussi beaucoup protégé d'enfants juifs dans des colonies de vacances. Elle a eu un rôle décisif en matière de sauvegarde. Elle nous aidait pour protéger d'éventuelles personnes à qui notre réseau informel pouvait délivrer de faux papiers.

Quand, en 1944, on apprit par Mlle Cérézuelle que les juifs français de la ville allaient être arrêtés. Je me suis rendu immédiatement chez le Professeur Benzacar, de la Faculté de Droit, afin de lui porter des fausses cartes d'identité que j'avais obtenues immédiatement par un de nos contacts. Son épouse me confia des photos et les colla sur les faux papiers. Le vieux Benzacar me reçut à son domicile. Sans vraiment rien comprendre aux événements, il me déclara qu'il ne pouvait pas partir, en ajoutant : "Que va devenir ma bibliothèque" ? Avant que l'on vienne l'arrêter, son épouse eut juste le temps de déchirer et de jeter les fausses cartes dans les toilettes. Elle partit avec lui et on ne les revit plus jamais ¹⁰⁶. »

¹⁰⁵ Joseph Cohen, *Journal*, op. cit., p. 80-81.

¹⁰⁶ Entretien du vendredi 4 janvier 1990 avec Jacques Ellul à son domicile, à Pessac, en présence du professeur Jean-François Médard.

Quoi qu'il en soit (prudence, discrétion, inquiétude ?) de la réticence qu'il aurait éprouvée alors vis à vis des fausses cartes, Joseph Cohen reconnut *a posteriori* que la démarche de l'universitaire protestant, Jacques Ellul, manifestait une fraternité chrétienne vraiment tangible. Il écrit ainsi :

« Il faudrait citer une foule de noms et rappeler quantité de faits, de gestes et parfois d'anecdotes ; ce serait en omettre bien davantage. Or tout cela comptait beaucoup à une époque où le drame et l'iniquité, pour un être humain ou pour toute une famille, pouvait surgir à tout instant, dans la rue, à partir de circonstances les plus futiles. Actes de courage ou de dévouements de nos concitoyens pour tenter de sauver des vies humaines, mais aussi menus événements de la vie quotidienne, la fraternité pouvait faire flèche de tout bois ¹⁰⁷. »

Les autres appuis identifiables dans la vie publique du Grand Rabbin découlent des contacts qu'il entretenait avec les administrations municipale et préfectorale. Joseph Cohen, légaliste et respectueux des autorités établies, tachait de maintenir avec elles des relations de coopération loyale et constante, dans la logique de ses valeurs concernant son identité républicaine. Nous devons maintenant donner un aperçu de leur teneur.

3.2. La coopération avec l'Administration vichyssoise

3.2.1. Le recensement et la gestion locale des « listes de juifs »

[Retour à la table des matières](#)

Tout d'abord, à partir des échanges courtois avec le préfet Bodenan, lors de la débâcle, tout semblait devoir se passer simplement. En maréchaliste convaincu comme bien des anciens combattants de 14-18, Joseph Cohen participa, à sa manière, à la mise en œuvre du « Statut » pétainiste. Tandis que beaucoup de ses coreligionnaires s'interrogeaient sur les effets de leur inscription sur les registres de septembre et octobre 1940, quand même ils ne tentèrent pas de quitter Bordeaux afin de se réfugier dans la zone non occupée, à Nice, voire en Suisse, en Afrique du Nord ou dans d'autres pays, le Grand Rabbin sembla jouer le jeu du

¹⁰⁷ Joseph Cohen, *Journal, op. cit.*, p. 75.

loyalisme. Il ira jusqu'à recommander à ses ouailles de venir s'inscrire au bureau de recensement, alors pourtant qu'il allait comprendre relativement vite que la première « mise en fiche » était impulsée par les Allemands et faciliterait la mise en œuvre économique, administrative, policière, du cantonnement, puis de la concentration, de l'exclusion et, enfin, de l'élimination de sa communauté. Il incarne à Bordeaux les consignes loyalistes de juillet 1941, citées plus haut, du Grand Rabbine Isaïe Schwartz... Mais constatons, sans juger, vu d'aujourd'hui, après les faits...

Les tentatives de « recensement des juifs » vont faire du Grand Rabbine de Bordeaux un intermédiaire obligé entre chacun d'eux et les autorités locales, tant françaises qu'occupantes. Près de soixante ans après les faits, Edmond Cardoze a témoigné en ces termes auprès de nous, des interrogations angoissées de ses coreligionnaires à l'adresse de leur chef spirituel :

« Lui n'a pas voulu partir en tant que chef de la communauté. Il voulait donner l'exemple. Nous avons écouté le Rabbine. Tous les gens sont venus le voir.

– Qu'est-ce qu'il faut faire ? Il faut y aller ?

– Mais oui ! Il faut aller se faire recenser ! J'y serai, moi ! C'est la protection ! C'est grâce à ça ! C'est une bonne idée de Vichy ! Nous allons être recensés. Comme cela, nous sommes sauvés ! C'est la sauvegarde !

Il parlait toujours du Maréchal. Du héros de Verdun... Il a reconnu qu'il s'était trompé... Mon père, qui était ébéniste, a eu peur... Mais il a suivi ce qu'a dit le Rabbine. Moi j'ai suivi aussi. On était quand même inquiet. Je l'étais peut-être plus... Parce que j'avais toujours dans l'oreille les propos sur l'hitlérisme de mon ancien professeur de l'École Supérieure, Monsieur Laurent, qui nous avait parlé de Mein Kampf dès 1935. Avec... J'en avais discuté d'ailleurs avec le Grand Rabbine. Il avait manifesté sa foi absolue envers le pouvoir français... Les textes de Vichy l'ont surpris... Je crois que j'ai dû assister à un office, au début du mois d'octobre, un samedi matin, où tout le monde était autour de lui. Un des derniers offices, fin 40. Après, les temples ont été fermés...

Donc avec mon père, on décide d'aller se faire inscrire. Ça paraît idiot...

Il y avait la queue, sur le trottoir, 2 rue Gouvion, aux services annexes de la préfecture. J'ai retrouvé là tous mes coreligionnaires. Monsieur Cohen était assis dans un fauteuil. Parce qu'il était âgé. On avait dû lui don-

ner un fauteuil. Il avait le registre de l'Association cultuelle dans les mains. Il pointait les gens qu'il voyait passer. Parce qu'il les connaissait... Peut-être pour le cas échéant aller rappeler à l'ordre certains, et leur dire "Vous avez intérêt à venir vous faire inscrire"... Je ne l'ai pas interrogé. Je ne veux pas dire non plus que je trouvais naturelle sa présence ¹⁰⁸. »

Dans son *Journal*, Joseph Cohen évoque l'utilité statistique du recensement de 1940 mais précise :

« Je demande et obtiens de la préfecture le double des fiches de déclaration ¹⁰⁹. »

Ne tenait-il pas pourtant, il le dit lui-même, un registre de l'Association cultuelle ? Il est indubitable que l'influence du Grand Rabbin était importante pour le « bon déroulement » du recensement. De prime abord, il paraissait jouer le jeu de l'occupant et de l'administration vichyssoise, sans voir plus loin peut être. Le gouverneur militaire allemand, dans l'ordonnance du 27 septembre 1940 pour la zone occupée, exceptait du recensement le « Non-Juif issu de mariage mixte » dès lors que son ascendant « aryen » compte au moins trois générations de « non-Juifs ». Nous devons admettre que l'utilité policière de ces catégories administratives dans une logique barbare était totalement étrangère à son esprit. Dans les cas douteux, un chef de division préfectoral, un nommé Touya en l'occurrence, dut en référer au Grand Rabbin. Celui-ci put ainsi intervenir dans le dispositif des déclarations et des radiations de son fichier. Plutôt que stratégique, la coopération de Joseph Cohen allait s'avérer tactique, au cas par cas. Réticente même : lors de la première demande de cautionner de son autorité l'opération du recensement, il raconte qu'il refusa d'obtempérer, au motif que les SS avaient confisqué ses archives. Que le chef de division Touya lui rendit aussitôt visite : la préfecture lui demandait de ne pas se défilier ; les Allemands exigeaient sa signature... Joseph Cohen accepta cette responsabilité et déclara à ce propos :

« Profitant de l'ambiguïté de la formule adoptée par les services : "Un tel est-il inscrit sur vos registres ?" Je réponds régulièrement "non ins-

¹⁰⁸ Entretien avec Edmond Cardoze, 27 septembre 1997.

¹⁰⁹ Joseph Cohen, *Journal*, op. cit., p. 75.

crit". (La question embarrassante eut été : "Un tel est-il juif ?"). Le subterfuge passa sans encombre ¹¹⁰. »

Sans encombre ? Nous pouvons en douter. Admettons que ce subterfuge, admis par Pierre Garat avec l'assentiment de Julien Delanet puis de son successeur Maurice Papon, tous deux secrétaire général du Département de la Gironde, donna lieu à la signature officielle de multiples certificats de non-appartenance. Nous savons du moins que les services allemands locaux, la délégation régionale aux Questions juives de Chenard et surtout la Section d'Enquête et de Contrôle de Déhan (la SEC, instituée en août 1942) finirent par soupçonner le subterfuge. Car cette affaire suscita de vifs échanges entre la SEC et Maurice Papon. Les polices anti-juives avaient bien identifié cet échappatoire, au plus tard en mai 1943. Et le Commissariat aux Questions juives écrivit en septembre 1943 à Maurice Papon, secrétaire général de la préfecture, au sujet d'un cas individuel surgi inopinément (celui de Paul Lévy) :

« La seule preuve [de non judéité] fournie est une lettre du Grand Rabbin attestant que l'intéressé ne figure pas sur les Registres de la Synagogue. Ceci est manifestement insuffisant. En effet, le fait de ne pas figurer sur les registres de la Synagogue, établit seulement que l'intéressé ne cotise pas, et non qu'il ne suit pas les rites de la religion juive. En d'autres termes, ceci reviendrait à dire qu'un catholique ne serait pas catholique parce qu'il ne figurerait pas sur les listes du denier du culte. »

Joseph Cohen s'était montré prudent dans les cas où il pouvait ne pas s'engager. Il se rend auprès du Service des Affaires juives chaque fois qu'il est requis de le faire, afin de donner des précisions. Il argue parfois, pour des fils ou filles de mariage mixte, qu'on pouvait tout au plus les présumer israélites, étant bien entendu que selon la loi mosaïque, ceux-ci devaient se déterminer à l'âge de leur majorité (réponse du 23 mai 1941 au Préfet concernant la famille Jarach). Ce qui permettait de soustraire un certain nombre de jeunes et de moins jeunes à l'enregistrement. Quand la chose était possible, Joseph Cohen précisa à l'adresse du service préfectoral, que les intéressés étaient catholiques, ne figuraient pas sur les registres de la Synagogue, et n'appartenaient pas à la religion juive. Nous

¹¹⁰ Joseph Cohen, *Journal, op. cit.*, p. 76.

pouvons observer en ce qui concerne la délicate question des « radiations » du « fichier juif » qu'il s'agit de dizaines de cas, pas toujours mais parfois étayés par des déclarations sur l'honneur de prêtres certifiant que les demandeurs étaient « catholiques ». L'Abbé Bergey, l'ami de Joseph Cohen, a fourni plusieurs attestations de ce type.

Ainsi s'explique comment le 19 février 1946 Joseph Cohen, lors d'une confrontation avec Lucien Déhan (qui avait dirigé à Bordeaux la Section d'Etudes et de Contrôle du « Commissariat des Question juives »), put répondre au juge instructeur Noël Stienne, juge instructeur du Tribunal militaire de Bordeaux, qui lui demandait quel avait été, selon lui, le rôle de Pierre Garat en général et dans l'élaboration des « listes » :

« Quand Garat est arrivé au début de 1941, il a fait preuve d'un certain sérieux dans son service, mais très rapidement, il m'a paru jouer le double jeu. Il a incontestablement rendu de très grands services, il est évident qu'il a dû lâcher du lest. Après son départ, il y a eu un terrible changement équivalant à une véritable catastrophe. »

Une catastrophe ? Oui, car les hommes de la SEC (Section d'Études et de contrôle du Commissariat aux Questions juives) de Déhan allaient en novembre 1943 non seulement prendre en charge l'essentiel du domaine administratif dévolu jusque-là au service des Affaires juives de la préfecture mais aussi seconder les opérations policières des allemands du SD, sans plus en référer préalablement à la préfecture ¹¹¹. Or le Grand Rabbin n'entretenait de relations qu'avec le Service des Affaires juives. Jamais pour des questions d'ordre administratif il ne prit de contact direct avec le secrétaire général (Julien Delanet, puis Maurice Papon) ou le préfet délégué de la Gironde (Boucoiran), moins encore avec le préfet régional (Pierre-Alype, puis Maurice Sabatier. Il évoque donc le changement du comportement de Garat au début de sa carrière : jeune et dangereux pour les Juifs lorsqu'il succéda à J. R. Cazemajour en 1941, il devint moins « sérieux » dans son service après l'arrivée du préfet Sabatier en 1942, puis sera remplacé par Jacques Dubarry. Que signifie ce que déclara en 1998 Michel Cohen-Collin, fils de Joseph

¹¹¹ Notons ici le caractère fallacieux de l'interprétation qu'ont tenté de donner à cette phrase du Grand Rabbin de Bordeaux certains éléments des parties civiles lors du Procès Papon, en 1998-1999. Le comble de la mésinterprétation peut être atteint dans le site *Internet* suivant, intéressant par ailleurs : <http://www.matisson-consultants.com/affaire-papon/index02.php>.

Cohen, lors de sa déposition au procès contre Maurice Papon, selon laquelle les relations avec ledit service se détériorèrent progressivement ?

« À la préfecture, il est passé de « Monsieur le grand Rabbín Cohen » à “Le sieur Cohen, ou monsieur Cohen”. »

Au départ, les opinions d'extrême droite de Pierre Garat et le positivisme juridique appris à la Faculté de Droit de Bordeaux peuvent s'exprimer sans rencontrer de résistance de la part du préfet régional Pierre-Alype. Ensuite, une forme plus traditionnelle d'autorité sur les services préfectoraux fut exercée par le préfet Sabatier, suscitant un retour à la prise en considération des interventions en faveur des victimes. Pour ce qui est de son correspondant (le « premier Garat », à moins qu'il ne s'agisse de Joseph Lajugie ?), Joseph Cohen écrit dans son *Journal* :

« Une lettre de la Préfecture concernant l'une de ces demandes a pour en-tête : “Questions antijuives”. Je fais observer aux expéditeurs, nouveaux venus à la Préfecture, que les Allemands eux-mêmes ont l'habileté de camoufler leur odieuse politique en parlant de “Questions juives”. Le zèle d'un bureaucrate doit-il aller plus loin ¹¹² ? »

Remarque impertinente mais judicieuse et profondément vraie. Quelle sorte de relations avec le système préfectoral et policier de Vichy augurait-elle, et quelle évolution connurent-elles ?

3.2.2. Les relations avec la préfecture et la police

[Retour à la table des matières](#)

Le préfet de région Pierre-Alype, pétainiste à l'extrême (alors qu'ancien franc-maçon, ce qui entraînera sa chute orchestrée par le Maire néosocialiste de Bordeaux, Adrien Marquet), avait fermé sa porte au Grand Rabbín dès 1940. Une intervention de son ami du Consistoire central, le capitaine R. A. Olchanski, en bons termes avec le représentant de l'État à Bordeaux, obtint que soit levée « la consigne de rupture » ¹¹³.

¹¹² Joseph Cohen, *Journal*, op. cit., p. 76.

¹¹³ Joseph Cohen, *Journal*, op. cit., p. 92-93.

Malgré l'ostracisme initial de Pierre-Alype, une fonctionnalité administrative multiforme allait être reconnue au Grand Rabbin par les deux préfectorats du temps de l'Occupation. Localement, il était d'abord et avant tout, dans une logique napoléonienne d'assimilation, une sorte de « fonctionnaire » : le dignitaire du culte des israélites. Autorité incontournable dans le processus d'application du « Statut des juifs », il fallait donc le faire participer au « système ». Mais, remplissant les devoirs de cet état de fait, Joseph Cohen insérait son action dans une stratégie d'évitement, d'atténuation, d'humanisation, de ruse, voire de protestation ferme ou de résistance et de critique au service de ses administrés dans le malheur. Il ne put manquer de prendre acte des critiques et des souffrances de ses coreligionnaires. Il tacha de surveiller, de contrôler, de retarder les actes administratifs, voire d'influencer les fonctionnaires responsables comme s'il était l'un d'eux. Ses remarques sur la dénomination du service de ses interlocuteurs de la préfecture auxquels il avait à faire, sont significatives à cet égard.

Il existe le concernant des exemples de ce type d'intervention vigilante. Du temps de Pierre-Alype d'abord, de juin 1940 à mai 1942.

Le 19 février 1941, Touya, chef de division chargé des services annexes pour les « Affaires de l'Occupation », rédigea à l'intention du secrétaire général de la préfecture (Delanet) une note qui traduit la dénonciation par le rabbin du zèle de la préfecture dans l'application d'une ordonnance allemande anti-juive :

« J'ai eu l'occasion de signaler que la Préfecture de police de Paris paraissait fort en retard par rapport à la Gironde, pour la liquidation des entreprises juives. Ce fait semble avoir été confirmé par M. le Grand Rabbin, rentré récemment de la Capitale.

J'ai vu M. le Grand Rabbin, ses doléances portent sur deux points :

1° Rapidité dans l'application de l'Ordonnance du 18 Octobre 1940 en Gironde.

2° Affolement des israélites, qui auraient reçu l'indication d'avoir à vendre leurs entreprises avant le 26 décembre s'ils voulaient éviter la nomination de gérants et une spoliation éventuelle ¹¹⁴. »

¹¹⁴ Source : Archives départementales de la Gironde, Service des Affaires de l'Occupation.

Autre intervention vigilante le 27 novembre 1941, pour obtenir d'être personnellement chargé de visiter le Camp de Mérignac en invoquant le texte permettant d'instituer une aumônerie dans les lieux d'incarcération et d'internement, que cette lettre déférente à Pierre-Alype :

« Monsieur le Préfet,

J'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance l'habilitation prévue par le Règlement des centres d'internement dont l'extrait ci-joint m'a été remis par Monsieur le Directeur Rousseau au cours de ma dernière visite au Camp de Beau-Désert.

Veuillez agréer Monsieur le Préfet Régional, l'hommage de ma parfaite gratitude et de mon respectueux dévouement.

Joseph Cohen

Aumônier de la Circonscription Pénitentiaire de la Gironde. »

Dans la marge, une note du service indique qu'il faut demander l'accord des autorités allemandes. Le nécessaire fut fait auprès de la *Feldkommandantur* puisque, le 19 décembre suivant, le « conseiller administratif de guerre » Schröder accorda au Grand Rabbin l'autorisation d'assister spirituellement ses coreligionnaires, sa visite au camp de Mérignac ne devant cependant avoir lieu qu'une fois par semaine « sauf cas urgent ».

On relève encore cet extrait du *Journal* de Joseph Cohen au sujet d'un éventuel remplacement du directeur du Camp de Mérignac, Rousseau :

« En juillet 1941, le camp n'est clôturé que de fils de fer barbelés, ce qui permet de converser de l'extérieur avec les internés. Le premier directeur, ancien commissaire de police, replié de Lille, fonctionnaire bienveillant et compréhensif, accorde toutes facilités à ceux qui viennent visiter les internés : parents, amis, présidents d'œuvres, ministres des Cultes, etc.

En 1942, en prévision des rafles massives que les Allemands vont déclencher, ce directeur est relevé de ses fonctions et remplacé par un nouveau directeur réputé pour sa docilité avec les Allemands. Le camp est entouré de hautes palissades et divisé en deux vastes quartiers, l'un réservé aux juifs, l'autres aux otages et détenus politiques. En face de l'entrée principale, un parloir ; au bout de l'allée qui mène au quartier juif, une chapelle. Surplombant l'ensemble du camp, des miradors où les geôliers

nazis montent la garde jour et nuit. Le droit de visite est soumis à réglementation sévère ¹¹⁵. »

Les Allemands, qui avaient leur propre section d'internement pour les Juifs au Fort du Hâ dans Bordeaux, n'intervenaient pas directement dans la gestion du camp de Mérignac. Celle-ci relevait du Cabinet du préfet régional, sauf contrôles allemands. Ils furent continuels pendant quatre ans, et les forces allemandes utilisèrent souvent ce camp et d'autres lieux analogues de façon discrétionnaire. Cependant, le directeur Rousseau resta en poste de mars 1941 à août 1944 et ne fut pas limogé, même s'il fut question effectivement de le remplacer ¹¹⁶.

Venons-en maintenant à la préfecture Sabatier, à partir d'avril 1942, nommé à Bordeaux pour « tuer » le préfet régional Pierre-Alype, à la demande d'Adrien Marquet, maire de Bordeaux, auprès de Laval, qui n'était pas encore revenu au pouvoir. Changement de configuration ? Tandis que sa communauté allait connaître après juin 1942 la dure période des grandes rafles et des premiers convois, Joseph Cohen développa stratégiquement des relations de confiance relative et d'échanges permanents avec Garat. Confiance, le mot serait-il trop fort ? Il est des documents qui vont dans ce sens. En tout cas, nous ne sommes plus dans l'ostracisme encouragé chez ses subordonnés par le préfet de Bordeaux antérieur, Pierre-Alype.

Après sa propre promotion dans la Légion d'Honneur, postérieurement à la Libération, mais faisant allusion à une réunion de la Fédération des œuvres antituberculeuses départementales présidée sous l'Occupation par le successeur de Pierre-Alype, Maurice Sabatier qui était alors un préfet régional « gaulliste, en présence d'un Grand Rabbín portant l'étoile jaune » (ainsi le décrivit aussitôt Henri Labroué, le chroniqueur antisémite qui conspua l'Archevêque Maurice Feltin, nous l'avons vu), Joseph Cohen transmit le 1^{er} septembre 1948 à Maurice Sabatier Sabatier ce message empreint de reconnaissance :

¹¹⁵ Joseph Cohen, *Journal*, op. cit., p. 83-84.

¹¹⁶ Nous devons ces renseignements très précis à l'historien Philippe Souleau, membre du Centre d'histoire sociale du XX^e siècle à Paris 1 Sorbonne, qui prépare un travail important sur la période de l'Occupation à Bordeaux, abordant notamment dans le détail la question complexe de l'univers concentrationnaire dans la région, de 1940 à 1944.

« Cher Mr Le Conseiller,

Béni soit ce jour où vous pouvez vous réjouir de la promotion du Grand Rabbin de Bordeaux sans vous exposer aux ordres des représentants légaux de notre pays. Je n'ai pas oublié les temps maudits où vous avez failli être exécuté pour avoir présidé une assemblée générale à laquelle j'assistai avec mon étoile jaune de triste mémoire, où, pour corser l'affaire, on avait (Mr Labroué et ses acolytes) invoqué contre vous votre origine algérienne qui faisait de vous un "gaulliste-né".

Que l'exécration du défunt passé ne me fasse pas perdre de vue l'objet de votre aimable lettre à laquelle j'étais infiniment sensible, ce dont je vous exprime mes plus vifs remerciements.

Veuillez croire Monsieur Le Conseiller à l'assurance de mes sentiments distingués. »

Relations fréquentes, quoi qu'il en soit. Et d'autant plus qu'elles se ressentent des « grandes illusions » que trahissent les avis du Grand Rabbin dans certains cas traités avec la préfecture Sabatier.

Le plus connu tient à la façon dont fut gérée, avec Pierre Garat, la question des enfants de juifs arrêtés, qui furent confiés en juillet 1942 par la préfecture à l'UGIF mais redemandés pour certains d'entre eux en août 1942 avec l'avis favorable de Joseph Cohen (« la mort dans l'âme » ¹¹⁷), pour être regroupés avec leurs parents. Divers documents attestent le grand nombre des interactions. Y va-t-il d'un constant excès de confiance de la part du rabbin ?

Le 13 novembre 1942, Maurice Papon, secrétaire général de la Gironde, transmet au nom du préfet régional cette demande au *Kommandeur* militaire de la place de Bordeaux, Lüther :

« Monsieur le Grand Rabbin Cohen, qui doit se rendre une fois par semaine à Arès en vue de l'exercice du culte auprès des juifs placés à la fondation Wallerstein, demande à mes services l'autorisation de rentrer à son domicile le jour de son déplacement après 20 heures.

¹¹⁷ Cf. *supra*.

En effet, il doit quitter Arès avec le train de 17 heures, lequel arrive à Bordeaux à 19 h 42, bien qu'il ait eu du retard plusieurs fois.

Je vous serais reconnaissant de me notifier à ce propos si une telle autorisation peut être accordée, puisqu'il est entendu que celle-ci ne sera valable que pour un jour fixe. »

Le Grand Rabbin tenait particulièrement à cette visite pastorale à l'aérium. Elle lui permet aussi de rencontrer le Docteur Wallerstein, dont la grande maison avait été réquisitionnée pour loger un État-Major de la *Wehrmacht*. Au sujet de Madame Sophie Wallerstein, nonagénaire mais qui le soutenait psychologiquement dans les jours sombres, Joseph Cohen nous précise :

« Ses titres personnels à la reconnaissance publique, autant que ceux de sa famille dans le passé, lui permettaient d'être reconnue comme "aryenne d'honneur" du jour au lendemain. Elle préféra rester avec les persécutés.

Ayant réorganisé ses services et sa résidence dans deux chalets que ne séparait que la largeur d'une rue, elle portait pour aller d'un chalet à l'autre deux étoiles jaunes, l'une sur son corsage, l'autre sur son manteau ¹¹⁸. »

Aussi est-il reconnaissant à la préfecture de tenter de lui obtenir, malgré la multiplication des interdictions par l'ordonnance du 8 juillet 1942, une dérogation à la terrible ordonnance allemande du 7 février 1942 assignant les juifs à résidence.

Dans son *Journal*, Joseph Cohen nous révèle, ce qui confirme au passage ses liens étroits avec les dirigeants de l'UGIF, cette autre intervention de sa part suivie d'une mesure préfectorale en faveur d'un proche :

« David-Albert Errera, premier Vice-Président du Consistoire, Président de la Bienfaisance, le seul représentant de la Communauté qui se trouvait à mes côtés pendant les quatre années d'occupation, fut incarcéré au Fort du Hâ pendant six mois. Motif : sa fille et son gendre étaient passés en zone libre. Cherchant, à travers bien des insomnies, un moyen de le sauver, l'idée me vint qu'il fallait le faire nommer délégué de l'UGIF et lui faire obtenir la carte de légitimation qui mettait à l'abri de toute mesu-

¹¹⁸ Joseph Cohen, *Journal*, op. cit., p. 73.

re d'internement ceux qui en étaient munis, eux et leur famille. J'écrivais au Président A. Baur : il était inconcevable qu'Errera fût victime de son dévouement. Alors que Mme Errera ne pensait plus revoir son mari, la carte souhaitée fut obtenue ¹¹⁹. »

Le fait est avéré. Entre la carte de l'UGIF et la libération effective d'Albert Errera, intervint la préfecture : le « Service des Affaires juives », mais ce dossier fut supervisé par le Secrétaire général de la préfecture en personne Maurice Papon. En décembre 1942, la préfecture demanda aux SS la libération du responsable de l'UGIF, cet Albert Errera, arrêté le 12 août 1942. Maurice Papon envoya Garat présenter oralement la requête au KDS, et lui fit plaider en ces termes le cas concerné :

« Affaire : Errera, David Albert, 14, rue Brun, Bordeaux, interné au Fort du Ha.

Objet : Entretien de mon représentant avec le lieutenant Doberschutz.

En accusant réception du bref entretien, qu'a eu mon représentant avec le lieutenant Doberschutz relatif à l'incarcération du Juif mentionné dans la rubrique ci-dessus, j'ai l'honneur de vous rappeler rapidement cette affaire :

L'intéressé, qui est emprisonné par vos services depuis plus de deux mois, est placé dans le Secteur allemand du Fort du Ha, et possède la carte de légitimation n° 706 de l'Union des Israélites de France, organisme autonome et public, qui a été créé par la loi du 29 novembre.

Cette carte :

1) protège son détenteur et les membres de famille de toute mesure d'internement,

2) elle est délivrée avec l'approbation des Autorités d'Occupation, qui détiennent une copie conforme à Paris, 31 bis, avenue Foch.

Je vous serais reconnaissant d'avoir l'obligeance de me faire savoir si vous accepteriez de bien vouloir examiner la prochaine libération de l'intéressé ¹²⁰. »

¹¹⁹ Ibidem, p. 103.

¹²⁰ Source : Archives départementales de la Gironde, correspondance active et passive de la préfecture avec les services allemands du KDS de Bordeaux, 1942. Documents non cotés en 1981-1983.

Cette rédaction permet d'observer qu'une semblable libération, qui paraît être de droit compte tenu des règles écrites, fit en réalité l'objet d'une négociation : non seulement les Français devaient la demander, mais encore les Allemands pouvaient même ne pas examiner une telle demande. Albert Errera sera relâché le 16 janvier 1943.

On dispose d'autres documents qui, de même, révèlent que le Service des Affaires juives de la préfecture intercédait dans le sens de diverses sollicitations de Joseph Cohen. Elles concernent notamment la dérogation à l'ordonnance allemande du 7 février 1942 restreignant la liberté de déplacement des Juifs, les assignant de façon profondément injuste mais policièrement redoutable à résidence. Ainsi par exemple, le 22 juin 1943, le Grand Rabbin transmet la lettre suivante au Préfet Sabatier, à l'appui d'une demande de déplacement personnel :

« *Monsieur le Préfet Régional,*

J'ai l'honneur de m'adresser à votre haute sollicitude et de vous demander l'autorisation de prendre quelques jours de repos à Garis (B.-P.) chez M. et Mme Harguindeguy, menuisier. Par la même occasion, Monsieur le Doyen de la Faculté de Médecine, le professeur P. Mauriac, me conseille de faire, si c'est possible, une cure à Dax pour mes rhumatismes.

Dans l'attente d'une réponse favorable, veuillez agréer, Monsieur le Préfet régional, l'expression de ma vive gratitude et de mon respectueux dévouement. »

Ce document paraît donner un aperçu de l'insouciance des notables provinciaux, pour qui la vie ordinaire continuait, dans l'ignorance qu'ils seraient de ce qui se préparait à Berlin et à Wansee. Notons cependant que Joseph Cohen se permet de faire état des bonnes relations que maintient avec lui le très maréchaliste Pierre Mauriac, alors Doyen de la Faculté de médecine. Retenons aussi que la rédaction de cette lettre, vraisemblablement mise au point avec les interlocuteurs cités, dénote la qualité des relations du Grand Rabbin avec le Préfet Sabatier. Celui-ci est contraint de solliciter, comme pour tous les cas de dérogation, l'autorisation du responsable des questions juives du KDS. Cette autorisation fut accordée le 1^{er} juillet suivant par le SS Nährungs.

Zone non occupée (jusqu'en novembre 42), zone occupée, zone interdite dans les zones occupées : le fractionnement du territoire français après la défaite rappelait quotidiennement aux Juifs bordelais la présence armée de l'occupant et le menaçant détail des ordonnances allemandes. L'épouse du Grand Rabbin commençant à se sentir profondément déprimée et l'une de ses filles étant subitement tombée malade dans la région lyonnaise, Joseph Cohen sollicita une nouvelle intervention de la préfecture, mais cette fois-ci pour aller de Bordeaux à Roanne avec son épouse. Voici sa lettre au Préfet Sabatier, datée du 7 juillet 1943 :

« Monsieur le Préfet Régional,

Vous avez bien voulu me faire accorder l'autorisation de prendre quelques jours de repos du 1^{er} juillet au 1^{er} août. Malheureusement, ma fille aînée demeurant près de Roanne (Dt. du Rhône) se trouve souffrante et notre meilleur repos – repos moral – serait de vivre auprès d'elle en ce moment. Aussi ai-je l'honneur Monsieur le Préfet Régional de solliciter de votre haute bienveillance de passer le temps qui reste à couvrir de la permission déjà accordée auprès d'elle, avec Madame Cohen si c'est possible.

Dans l'attente de recevoir une réponse favorable, veuillez agréer Monsieur le Préfet Régional l'hommage de ma parfaite gratitude et de mon respectueux et entier désintéressement. »

Pour étayer sa demande, Joseph Cohen formule le 8 juillet 1943 une promesse à Pierre Garat (dont on ne sait s'il l'a rencontré *de vivo* ou s'il lui a téléphoné) :

« Ce Jeudi 8,

Cher Monsieur,

Comme suite à notre conversation d'hier, je voudrais vous confier ce qui suit.

Je prends l'engagement, sur l'honneur, de ne pas me dérober, en m'absentant, à la destinée de mes coreligionnaires de la zone Nord ; que je reprendrai, au 1^o signal, ma place ici, par le 1^{er} train. De ces engagements, vous m'obligeriez infiniment, si vous vouliez bien répondre pour moi et être ma caution.

J'ajouterai que les administrateurs de l'Union Générale des Israélites de France ont bénéficié de laissez passer pour se rendre en zone libre, donc le cas n'est pas sans précédent.

Enfin, subsidiairement, si pour moi-même la dérogation s'avère impossible, qu'au moins elle soit accordée à Mme Cohen.

Avec mes remerciements et mes excuses de vous charger de tant de choses ennuyeuses, recevez, cher Monsieur, l'assurance de mes sentiments sincèrement dévoués. »

En fait, l'UGIF n'accordait de « cartes de légitimation » à aucun rabbin. N'étant pas membre de l'UGIF, Joseph Cohen mit en avant une sorte d'équivalence avec les administrateurs de cet établissement public. Pierre Garat fut aussitôt chargé de contacter les SS du Bouscat. Voici le texte de la lettre dictée à Sabine Eychenne, la secrétaire et la maîtresse de Pierre Garat, à cet effet, à la préfecture de la Gironde :

« Comme suite à l'autorisation que vous avez accordée, du 1^{er} juillet au 1^{er} août à M. le Grand Rabbin Cohen, 213 Rue Sainte-Catherine à Bordeaux, j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'intéressé, n'ayant pu profiter de cette autorisation, demande la permission pour lui et Mme Cohen, de se rendre auprès de sa fille malade, domiciliée près de Roanne (Rhône). Ci-joint, veuillez trouver une lettre de M. Cohen.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître s'il peut être donné une suite favorable à la requête de l'intéressé. »

Nous savons que le lieutenant SS Doberschütz rejeta la requête en question. En marge du document, de la main de Garat, est portée l'annotation indiquant la réponse sans appel de Doberschütz :

« Non. Refus. Communication téléphonique du 17/7/43. »

En ce qui concerne les relations directes de Joseph Cohen avec les services de police, nous avons peu d'information. On sait seulement que le Grand Rabbin rencontra à plusieurs reprises l'Intendant de police Duchon, ancien combattant de 14-18. Toute sympathie réciproque affichée aurait été problématique, il est vrai, quand on considère que les archives de la police nationale visent la répression des manifestations, la distribution de l'étoile jaune, les rafles, les convoys, les recherches, les signalements... Mais compte tenu des situations respectives, la mul-

tiplicité des rencontres peut être présumée, ainsi même qu'une certaine densité psychologique. Dans un mémoire rédigé le 3 septembre 1944, René Duchon indique au sujet de ses relations personnelles avec Joseph Cohen :

« Le Grand Rabbin Joseph Cohen, avec qui j'ai toujours eu d'excellentes relations [...] est venu bien souvent, en cachette, me voir à mon bureau, pendant que lui-même et ses coreligionnaires étaient en butte à une si odieuse persécution ¹²¹. »

René Duchon développa cette assertion lors de son témoignage du 24 novembre 1947 en des termes auxquels nous pourrions reprocher une touche de cynisme intéressé :

« La police a toujours eu la confiance des israélites, cela est si vrai que bien souvent, le Grand Rabbin, M. Cohen est venu me voir dans mon bureau à l'Intendance de Police pour me demander des conseils ou mon aide ¹²². »

Joseph Cohen a parlé de ces contacts, nous l'avons vu, dans son *Journal*. Ancien de 14-18, chef d'état-major de l'armée franco-polonaise, le colonel d'active Duchon commanda en 1940 une brigade blindée (cela lui valut une citation élogieuse). Fait prisonnier, il réussit à échapper aux Allemands après les combats de Montbard. Il était profondément anti-allemand. Un de ses fils, lieutenant d'active, capturé à Dunkerque en 1940, fut prisonnier en Allemagne. Duchon pouvait certainement escompter que l'ancien aumônier militaire estimerait se trouver en présence d'un militaire de carrière patriote et qui faisait son possible pour essayer de « rouler l'occupant ». La vérité, pour qui observerait attentivement la distribution de l'étoile jaune notamment, comme nous l'avons fait antérieurement, est loin d'être aussi simple !

Le Grand Rabbin avait-il « les mains sales » d'avoir serré tant de mains, de façon nécessairement discrète et parfois secrète ? Ses contacts n'ont évidemment pas été très joliment fructueux, et des naïfs le lui reprochent. Du moins y aurait-il de la légèreté à prendre le respect légaliste de Joseph Cohen pour de la complai-

¹²¹ René Duchon, *Mon séjour dans la Préfecturale*, Bordeaux, 3 septembre 1944, p. 12. Document qui m'a été communiqué personnellement par son petit-fils.

¹²² René Duchon, témoignage du 24 novembre 1947 par le Lieutenant Baudichon du Tribunal militaire de Bordeaux, dans l'instruction contre Pierre Pentous, Dénéchaux et Téhoueyres, p. 2.

sance. D'abord, pendant l'Occupation, son indéniable dignité a servi à obtenir des sursis, des exceptions et des dérogations. Et certes, après la Libération, en « blanchissant » un peu certains des notables et des fonctionnaires compromis par leur propre proximité avec les nazis, la bonté de Joseph Cohen aura permis à certains des accusés de se disculper de quelques chefs d'accusation. Du moins, malgré une autorité personnelle amoindrie, le Grand Rabbin de Bordeaux pourra rassembler lui-même les survivants de sa communauté, et tenter de les réconcilier avec leur cité.

Tel ne fut pas le cas pour Adrien Marquet, « un des maires les plus collaborationnistes de France »... selon les propos d'un fasciste authentique, Lucien Rebatet (dans *Les Décombres*) !

3.2.3. L'étrange relation avec le Maire collaborationniste Adrien Marquet

[Retour à la table des matières](#)

Les relations de Joseph Cohen et d'Adrien Marquet appellent une analyse particulière. Avec le Maire, le Grand Rabbin paraît avoir entretenu des relations convenues, voire personnelles, mais intenses de « notabilité ». Relations surprenantes dès lors que Marquet donnait publiquement des gages à l'occupant. Ce dernier dînait de façon plantureuse avec les Allemands, au grand restaurant (Dubern) des Allées de Tourny, les accueillait dans les salons de l'Hôtel de Ville, où il fit donner des conférences favorables aux nazis (« L'Allemagne de nos jours », « Le Bolchévisme contre l'Europe », « Le Juif et la France »...). Il fit même publier un journal hebdomadaire, (*Le Progrès de Bordeaux*), entaché d'antisémitisme et de sexisme menée par une équipe de jeunes, à laquelle participa le séillant professeur de la Faculté de Droit de Bordeaux, Maurice Duverger...

Contre toute prudence politique, lors du procès d'Adrien Marquet en Haute Cour de Justice, Joseph Cohen déclarera après guerre, à l'instruction :

« Il est exact que Monsieur Adrien Marquet m'a toujours tenu au courant des dangers encourus par mes coreligionnaires et par moi-même. Il n'a jamais cessé de me répéter que je devais exhorter mes coreligionnaires à quitter Bordeaux, vu la menace que faisait peser sur nous la présen-

ce des Allemands. M. Marquet a toujours été très loyal envers moi et je n'ai jamais eu qu'à me louer des rapports que j'ai entretenus avec lui ¹²³. »

Le Grand Rabbin avait-il vraiment besoin d'Adrien Marquet pour admettre la réalité d'une « menace » pour sa communauté bordelaise ? Il fournira des détails convaincants s'agissant de la bienveillance du Maire au cours de l'instruction menée par le Juge Henri Mitton :

« Je soussigné COHEN Joseph, Grand Rabbin de Bordeaux, Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 1914/1918, déclare que resté à mon poste jusqu'au 17 décembre 1943, date à laquelle je fus arrêté par la Gestapo, j'avais eu pendant les quatre années de l'occupation de fréquents contacts avec Mr. A. Marquet et que je n'ai eu qu'à me louer des faits et gestes de celui-ci, tant à mon égard qu'à l'égard de mes coreligionnaires.

Tandis qu'à la Préfecture, Pierre Alype m'avait consigné sa porte, Monsieur Marquet m'a toujours reçu, même après le port de l'étoile, et témoigné la même bienveillance qu'avant l'occupation.

En 1940, on avait fait venir des camps de Gurs et de Saint Cyprien, 1200 juifs allemands que la Kommandantur voulut mettre à la charge de ma communauté sous prétexte qu'étant juifs, ils n'étaient plus allemands et qu'en conséquence, il nous incombait, à nous, de subvenir à tous leurs besoins. Grâce à l'intervention de la mairie de Bordeaux et notamment de Monsieur le Premier Adjoint Pinède, cette intolérable brimade nous fut épargnée. En allant remercier Monsieur Marquet, j'ai appris que Faber, le chef de la Kommandantur, avait demandé la révocation du franc-maçon Pinède, mais que sur l'intervention de Monsieur Marquet, Pinède fut maintenu dans ses fonctions.

Après le départ de Monsieur Marquet de Vichy, Monsieur Marquet m'a confié qu'il avait donné sa démission pour ne pas être l'instrument d'Hitler. À ma question : "Pourquoi restez-vous à la mairie ?" - Réponse : "Monsieur le Grand Rabbin, j'ai manié des centaines de millions et je ne me suis pas enrichi, au contraire. Et puis, autant moi qu'un autre, je pourrai, peut-être, réussir à sauver quelques gars...". Lors de l'exposition anti-juive installée dans les jardins de la Mairie, je m'en fus voir Mr. Marquet qui m'a appris que le Préfet Sabatier avait failli sauter pour avoir présidé l'Assemblée Générale de la Fédération des œuvres antituberculeuses de la Gironde, à laquelle j'avais assisté avec mon étoile, sur

¹²³ Procès Adrien Marquet, cité par Robert Duffourg, *Adrien Marquet devant la Haute Cour de Justice*, p. 94-95.

une dénonciation de Labroué [président de l'Institut d'Études juives de Bordeaux]. J'étais venu solliciter l'intervention de Mr. le Maire auprès de Laval : "Laval, c'est un fou, me dit Marquet, je n'arrive pas à le retenir. Il va au devant des désirs des Allemands. La dernière fois que je l'ai vu, je lui ai dit : "Si tu continues ainsi, tu nous feras pendre tous, le Maréchal en tête". Pendant ce temps, les haut-parleurs fulminaient contre les Juifs. J'interrogeai Mr. Marquet. "Monsieur le Maire, on nous jette beaucoup de pierres... dans votre jardin." Profondément gêné, Mr Marquet m'a avoué qu'il était suspect aux yeux de la Gestapo dont le nouveau chef ne lui avait même pas fait la visite de politesse d'usage. Serait-ce à la suite des réflexions faites par Mr. Marquet au banquet donné en l'honneur des Autorités d'occupation par la mairie de Talence ? Réflexions qui valurent à Mr. Marquet cette riposte de la part d'un haut représentant de la Kommandantur – "Avec ce que vous venez de dire, j'aurais de quoi vous faire envoyer au poteau".

Pressentant mon arrestation imminente, je me suis rendu à la Mairie afin de demander à Mr. Marquet ce qu'il pourrait faire en cas de malheur. "Monsieur le Grand Rabbin, je viens d'avoir la visite du nouveau chef de la Gestapo qui a le grade de commandant. Son prédécesseur, ancien avocat général à Berlin, parlait notre langue, il n'était pas lieutenant. Celui-là était accompagné d'un interprète. J'ai demandé à l'interprète : "Qu'a-t-il donc appris au collège votre patron ? L'anglais ?" Réponse : "Je n'ai pas été au collège"... Cela se voyait du reste sur sa figure, il avait une tête de boche, de brute. Comment pourrait-on raisonner avec des gens pareils ? Mr Marquet me répéta ce qu'il n'a jamais cessé de conseiller à mes coreligionnaires : "Partez ! Partez !"...

Je n'ai pas suivi le conseil prudent qui m'a été donné et j'ai fait la connaissance du chef de la Gestapo, venu personnellement chez moi, escorté de sa bande d'agents pour me prendre ainsi que le malheureux personnel qui était à mon service. Si, par miracle, je n'avais pas réussi à leur fausser compagnie, je ne compterais plus aujourd'hui parmi les vivants d'ici-bas ¹²⁴. »

Le témoignage complémentaire du directeur de cabinet (Henri Fanguiaire) du maire de Bordeaux confirme que sa « bienveillance » était plus que relative :

¹²⁴ Dossier d'Instruction de la Haute Cour de Justice, contre Adrien Marquet, témoignage de Joseph Cohen, commission rogatoire du 24 avril 1945. Témoignage également repris dans Michel Cohen-Colin, *Mon père Joseph Cohen...*, op. cit. p. 27-28.

« C'est lui, alors que je venais aux renseignements, qui me dit un jour : "Vous avez des amis juifs ? Prévenez-les, "la verdure" (il affectonnait ce terme) se prépare à leur imposer l'étoile d'ici peu". C'est ainsi que je pus prévenir des amis, notamment M. Robert Hecker, rue de la Paix à Talence, qui partit immédiatement en zone libre, et M. Zimmermann, qui, vieux et malade, ne put quitter Bordeaux ¹²⁵. »

Dans son interrogatoire par le commissaire Roger Borderie, le 2 décembre 1944, Adrien Marquet déclara pour sa part :

« Après Juin 1940, j'ai aidé sous des formes diverses, que je préciserai si c'est utile, Mr. et Mme Berline, aujourd'hui en Amérique, Mr. Roland Jaïs, Mr. Georges Blum, Mr André Bernhaim, Mme Lafiteau, fille de Mr. Dacunya-Castelle, Mr. Léon, Mr. Benzacar, j'ajoute que j'ai gardé le contact avec Mr. le Rabbin Cohen qui vint me voir à l'Hôtel de Ville régulièrement, jusqu'à son départ de Bordeaux, au début de 1944.

Je peux également indiquer que Mr. le Grand Rabbin de Paris, avec qui j'ai déjeuné chez Mr. Eligoulachvily, en Mai 1944, témoignera que j'ai sauvé, de l'étoile jaune et de Drancy, plus de 100 israélites mosais-tes. »

Lors de son interrogatoire devant le Juge Henri Mitton, le 17 avril 1947, il ajoutera qu'il avait protégé l'épouse du Grand Rabbin, entre autres, en la faisant hospitaliser :

« J'ai gardé le contact avec M. le Rabbin Cohen, qui vint me voir régulièrement jusqu'en janvier 1944. Je lui fournissais tous les renseignements que j'avais pu obtenir pour l'aider à protéger ces coreligionnaires. J'ai fait jusqu'à son départ hospitaliser sa femme Mme Cohen à l'Hôpital Saint-André où elle était plus en sécurité que chez elle. J'ai pu faire hospitaliser, après son arrestation, M. Benzacar ¹²⁶. J'ai prévenu M. Roland Jaïs d'avoir à quitter Bordeaux avec sa famille. Je me souviens de notre émotion quand il nous quitta. J'ai pu aider Mme Léon à sauver son mari

¹²⁵ Dossier d'instruction de la Haute Cour de Justice, témoignage d'Henri Fanguiaire, commission rogatoire du 25 avril 1945.

¹²⁶ Adrien Marquet ne put sauver Joseph Benzacar, professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux, arrêté par les Allemands sur les ordres du SS Nährungs, on l'a vu, dans la nuit du 5 au 6 février 1944, conduit à Mérignac puis placé aussitôt à l'hôpital-prison de Pellegrin. S'il réussit à le faire hospitaliser, le malheureux vieillard de 82 ans sera reconduit du "pavillon Z" à Mérignac le 20 avril en raison du zèle inqualifiable du directeur du camp de Mérignac, Rousseau, du docteur Paul Marot, des commissaires Frédou et Peyrut. Avec d'autres vieillards, Joseph Benzacar sera convoyé à Drancy le 13 mai 1944, puis déporté vers Auschwitz le 20 mai avec sa femme, son frère et sa belle-sœur (convoi n° 74).

M. Léon, architecte, qui revint de Drancy à Bordeaux avant la Libération. J'ai fait obtenir un certificat de non-appartenance israélite à Mme Laffiteau, fille de mon ami M. Dacunha-Castelle et à M. Longsavigny de Biarritz. J'ajoute, quoi que cela dépasse le cadre local, que par des interventions répétées auprès de M. Xavier Vallat, de M. Darquier de Pellepoix et de M. Antignac, j'ai évité le port de l'étoile jaune et toutes les conséquences que cela entraînerait aux israélites mosaïstes, d'origine russe et géorgienne. Leur nombre est important. Leur représentant M. Eligoulachvily m'a invité à déjeuner en remerciement au début de 1944 avec M. le Grand Rabbin de Paris, le Grand Rabbin Sefardim et M. Mosseri, membre du Consistoire. Je veux signaler le cas assez curieux et symbolique de M. Astruc. M. Astruc avait fait don à la ville d'une collection de gravures du XVIII^{ème} siècle. En échange la Ville l'a logé dans le Musée où ses œuvres d'art étaient en dépôt (Hôtel Lalande). Sous ma protection, M. Astruc a traversé toute l'occupation sans le moindre incident [...].

Mes rapports avec MM. Sabatier, préfet régional, Chapel, directeur de Cabinet, Papon, Secrétaire général de la Préfecture, Duchon, Intendant de police, Bonhomme, commissaire central, tous de la Résistance, furent toujours confiants et amicaux ¹²⁷. »

Architecte de la ville avant la guerre, Robert Léon avait participé activement au développement du scoutisme juif dans sa communauté. Il revint de Drancy après une intervention de Marquet auprès des SS de Paris et, finalement, survécut aux rafles, comme certains autres proches du Grand Rabbin et du Maire. En revanche l'ancien adjoint au maire de Bordeaux Joseph Benzacar, arraché à l'hôpital, fut impitoyablement déporté à l'âge de 82 ans, avec d'autres vieillards et malades. Et, contrairement à sa réaction après les exécutions d'otages d'octobre 1941 et de septembre 1942, pas ou plus de trace ni dans les archives ni dans les témoignages d'Adrien Marquet de ses protestations contre les grandes rafles, notamment celle-là de 1944. Mais on ne refait pas l'histoire...

De toute manière, les SS ne voulaient pas entendre parler des Juifs... Ce qui expose le chercheur à sous-estimer les résultats des « interventions bienveillantes » de cette époque. Leurs traces dans les archives n'étaient-elles pas réduites parfois à peu de choses, de par l'effacement ou le non-enregistrement de tout ce qui risquait de servir à des dénonciations ? Les serviteurs zélés des nazis se tenant à l'affût, ainsi que des anti-sémites virulents, il n'était pas prudent de garder en

¹²⁷ Dossier d'instruction de la Haute Cour de justice, interrogatoire d'Adrien Marquet, 17 avril 1947, p. 2-3 et p. 8.

mémoire certaines listes, certains décomptes. Or, après un temps, l'on se souvient surtout de sa famille et de ses proches, de sorte que l'on semble n'avoir rendu de services qu'à soi-même et une poignée de proches. Au regard d'un lecteur contemporain des archives et des témoignages, les rares services effectivement rendus dont il trouve la trace risquent injustement de peser bien peu face à la simplicité candide avec laquelle le Grand Rabbin évoque les sentiments que lui inspire l'affaire de la prise en charge des « 1200 juifs allemands » ou l'espoir d'obtenir des vacances à Dax, pour effectuer une « cure ». Le lecteur croit avoir débusqué les limites des facultés d'intervention, de sauvetage de quelques uns, en sachant qu'il ne s'est agi que d'un infime « grappillage ». Il nous faut abandonner dans les poubelles de l'histoire des actes bienveillants et courageux plus nombreux qu'il ne semble, et passer sous silence une certaine « banalité du bien » ¹²⁸.

Il est exact qu'Adrien Marquet fit plus que des concessions idéologiques et pratiques pour conserver le poste de premier magistrat de sa ville. Vichy et le préfet régional Pierre-Alype pouvaient le lui arracher et le souhaitaient en profondeur. Bordelais populaire, fort de l'appui de ses concitoyens, il put conserver son poste. Il n'eut que trop d'occasions de protéger certains de ses administrés, notables ou pas, et de devoir « intervenir » en faveur d'otages, de juifs, de communistes et de résistants, menacés d'être fusillés. La vieille communauté juive de Bordeaux faisait selon lui partie intégrante, indissociable, de « sa » Cité. Mais pour durer, cet ancien ministre du Front Populaire devait cesser d'afficher son humanisme socialiste et républicain du temps de Jaurès. Il professa, en ses valeurs, comme le montre le rapport de juin 1941 cité précédemment de l'*American Jewish Joint Distribution Committee*, la distinction entre les Juifs français, qu'il prétendait « sauvegarder », et les Juifs étrangers, abandonnés sans résistance notable aux brutes qui dirigeaient les forces allemandes occupant sa ville.

Le Grand Rabbin Cohen, pendant longtemps assisté et conseillé en tant que fonctionnaire du culte, en quelque sorte, mais aussi en tant que notable de la ville de Bordeaux, ne pouvait plus se référer au modèle d'intervention traditionnel, tissé de courtoisie et de dignité. Il lui aurait fallu tenir compte des comportements imprévisibles des Allemands, de leurs ordres comminatoires et de leurs menaces,

¹²⁸ Pour reprendre l'expression utilisée par Daniel Cérezuelle dans la brève allocution prononcée en 2004 à la Mairie de Bordeaux à l'occasion de la remise de la Médaille des Justes entre les Nations à Mme Edith Cérezuelle (1910-1974), à titre posthume.

et reconnaître l'impuissance des autorités françaises locales : « ouvertement il [n'est plus] permis à quiconque, si haut que fût son rang, de se heurter à la volonté des autorités d'occupation » ¹²⁹..., constate-t-il amèrement. Il devait agir surtout de son propre chef.

Le Grand Rabbin de Bordeaux ne pouvait compter ouvertement que sur lui-même, malgré l'ancienneté de ses « protections » et de ses « contacts ». Des soutiens discrets ont été amplement évoqués dans les reconstructions *a posteriori* de collaborateurs en mal d'alibis et de témoins, face à la justice de l'après-guerre ; mais la véracité de leur défense suppose bien davantage que des solidarités de fait face à la dure réalité de l'Occupation. En réalité Joseph Cohen fut presque abandonné de tous pour assister quotidiennement ses coreligionnaires dans le malheur. Ses proches s'avérèrent peu nombreux : il s'agit, tout près de lui, de son épouse, de David-Albert Errera, de Germaine Ferreyra, et du couple Brunschwig ; plus loin de Sophie Wallerstein, de R.A. Olschanski, d'Isaïe Schwartz et d'Ernest Ginsburger (rabbin de Bayonne arrêté, lui, début 1943)... Voilà ce qui pose des limites à la portée de son dévouement.

¹²⁹ Joseph Cohen, *Journal*, *op. cit.*, p. 81.

Approche qualitative de la tentative d'anéantissement
de la communauté juive de Bordeaux (1940-1944).
L'engagement du Grand Rabbin Joseph Cohen (1876-19..)

4. « Assiste-toi toi-même » : effectivité et limites du dévouement individuel

4. 1. *La conscience du drame individuel et collectif*

[Retour à la table des matières](#)

En se rendant à pied au camp de Mérignac, le samedi, pour assumer le culte, porteur de son étoile jaune, Joseph Cohen faisait chaque semaine l'expérience de la détresse des détenus et de la misère du camp. Il assista chacun, prit connaissance des cas, tenta de s'occuper de chacun et de ses proches. En acheminant des messages. En apportant de la nourriture et les colis autorisés. Il se tint aux côtés des familles, la nuit des arrestations : en encourageant les malheureux, en les aidant à préparer leur bagage, à pousser les chariots emportant valises, sacs, paquets... En alertant les services préfectoraux de Garat et l'UGIF dans certains cas. Nous savons grâce aux archives de l'UGIF, qu'il lui fut interdit de pénétrer dans le Fort du Hâ tenu par les Allemands ; mais il obtint de certains « non-Juifs » qu'ils portent des colis et arrachent quelques nouvelles. Un parcours de dévouement, humainement dit...

Défilaient sous ses yeux des situations dramatiques. Dans son rapport de décembre 1944 au préfet de la Gironde, il rappela certains noms parmi ceux des personnes dont il croisa le chemin .

D'abord celui de Maurice Uhry. Ce dernier professeur habitait au 215 rue Sainte-Catherine avec son épouse, orpheline de guerre, fille du capitaine Paul Dreyfus (Croix de guerre, Légion d'Honneur, mort pour la France). Professeur d'allemand à l'École normale de Talence, suspendu de ses fonctions par le *numerus clausus*, devenu interprète dans une maison d'automobile avec l'accord de la *Feldkommandantur*, il fut arrêté pour non-respect des ordonnances allemandes,

interné au Fort du Hâ, puis déporté par le convoi du 18 juillet 1942. Comme il avait été secrétaire du Consistoire et avait tenu les orgues du Grand Temple, Joseph Cohen fut saisi immédiatement de son sort. Il intervint auprès de Pierre Garat, à qui une note sur son cas fut remise. Elle souligna qu'il n'avait « aucun antécédent étranger dans sa famille ». Il avait été prisonnier en 14-18, mobilisé en 1939 dans la division marocaine. Des membres de sa famille ont comme son beau-père obtenu la Légion d'Honneur. Obligatoirement saisi des demandes, le SS de service (Doberschutz en l'occurrence) refusera de prendre positivement en compte tous ces services rendus à la Patrie... française...

Autres noms signalés. Celui de deux frères Molina, dont le plus jeune avait été arrêté pour une affaire de trafic de devises. L'aîné fut appréhendé lui aussi, sans être impliqué dans l'affaire, et tous deux furent déportés. Celui aussi de M. Baumann, replié de Strasbourg, endormi dans le train entre Toulouse et Agen au passage de la ligne de démarcation, qui fut dépouillé de toutes ses économies lors de son arrestation. Celui de Madame Schwartz, roumaine et septuagénaire, qui avait perdu un fils à la guerre de 39, et qui fut déportée avec son autre fils, grand blessé. Celui d'un autre mutilé de 1939, « le brave soldat » Cyrulnic, qui ne marchait qu'avec des béquilles et qui subit le même sort. Et puis l'histoire ainsi présentée lors de l'allocution du 2 décembre 1944 à la Synagogue :

« Et ce jeune docteur roumain qui était emmené de l'hôpital d'Hendaye au camp de Mérignac. Il était fiancé à une infirmière de la Croix-Rouge. Celle-ci se présenta à notre cabinet, complètement effondrée. Nous l'aidons à avoir une entrevue avec son fiancé. Après cette rencontre, elle nous confia qu'elle lui avait proposé de lui faciliter son évasion. Il refusa net : "Non, me dit-il, je suis docteur et je suis jeune. J'ai avec moi des vieillards, des femmes et des enfants, on aura plus besoin de moi ici que dehors. Ma place est ici..." Et notre infirmière d'exalter avec admiration, la noblesse, l'abnégation et l'héroïsme sublime de son bien-aimé ¹³⁰. »

Une arrestation toucha la communauté bordelaise comme celle des juifs étrangers et émut particulièrement le Grand Rabbî : celle du Docteur Schinazi. Père de neuf enfants, estimé dans son quartier de la rue Achard, marié à une bordelaise « aryenne », ce « médecin des pauvres » donnait gratuitement des soins et souvent aussi les remèdes. À cause du *numerus clausus*, il dut cesser d'exercer son métier.

¹³⁰ Joseph Cohen, *Trois allocutions...*, op. cit., allocution du 2 décembre 1944, p. 8.

Il se mit à travailler la terre. Il fut interpellé pour avoir tenu « des propos gaullistes ». Un autre médecin subit le même sort, lui aussi marié à une française « aryenne » : le docteur Stark, de Castillon, engagé volontaire des deux guerres. Pour avoir demandé aux Allemands des nouvelles de son père, son fils fut interné le 21 décembre 1943 et sera déporté le 30...

Après la Libération Joseph Cohen, lors de ses divers témoignages ou allocutions de 1944, utilisa pour le martyrologue de sa communauté des cas d'intervention dont ses archives ont gardé trace, mais aussi ses souvenirs. Par fierté, puisqu'il était un ancien combattant de 14-18, mais peut-être avec l'embarras d'avoir survécu, il insista sur l'injustice du sort pour les juifs français qui avaient payé « l'impôt du sang » par leur engagement dans « la Grande Guerre ». Concernant l'arrestation des vieillards de l'asile du 34 Rue Henri IV, le 30 décembre 1943, particulièrement infâme à ses yeux, il retint particulièrement le nom de Paul Aron, âgé de 81 ans, replié de Nancy, ancien conseiller à la Cour, ancien administrateur des Hospices, officier de la Légion d'Honneur, dépouillé de ses économies.

Parmi les notables signalés pour mémoire de la déportation, arrêtons-nous sur Joseph Benzacar, ancien adjoint au maire, professeur de Droit émérite à la Faculté de Bordeaux. Homme exemplaire, au service de tous, serviable, modeste et désintéressé, il adressa au Maire après sa « déchéance » une lettre que Joseph Cohen qualifiera d'« admirable ». Elle tranche sur la lâcheté dans laquelle baignera notamment la Faculté de Droit de Bordeaux, dont le Doyen Roger Bonnard (qui distribua l'étoile jaune aux étudiantes et étudiants juifs) ne manifesta aucune « résistance » face à la discrimination raciste. Nous avons retrouvé ce document dans les archives du Cabinet du préfet, aux Archives départementales de la Gironde :

« Monsieur le Maire,

En exécution du Statut des Juifs en date du 18 octobre, j'ai été déchu sans sursis du mandat de Conseiller Municipal et, dans un délai de deux mois, du titre honorifique de membre du Corps enseignant.

Né à Bordeaux en 1862, étudiant, Avocat à la Cour, Professeur de la Faculté de Droit à Bordeaux pendant plus de trente cinq ans, Adjoint au Maire de Bordeaux pendant plus de quinze années, je suis désormais classé parmi les citoyens à capacité réduite.

Vainement mon bisaïeul aura fixé son domicile à Bordeaux en 1781, tous ses enfants et descendants, dont mon grand-père, mon père, seront nés à Bordeaux en 1739, en 1826, seront décédés dans cette ville, je suis devenu à 78 ans un Français de qualité inférieure. Au surplus je ne réclame point l'octroi d'un relèvement d'incapacité prévu par l'article 8 du Statut. Je n'ai point rendu à l'État français des services exceptionnels. Je me suis exclusivement efforcé de remplir mon devoir dans toutes les branches de mon activité.

Mes étudiants, mes condisciples, mes confrères, mes collègues, m'ont constamment témoigné leur estime, leur sympathie. Aujourd'hui, mon rôle social est achevé. L'ancien Doyen du Conseil Municipal doit remplir un dernier acte : exprimer à tous les regrets de la rupture imprévisible d'une longue collaboration amicale.

Veillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de mes sentiments affectueusement respectueux ¹³¹. »

Dans son allocution du 2 décembre 1944, Joseph Cohen apprécie en ces termes le refus de Joseph Benzacar, Chevalier de la Légion d'Honneur, de solliciter le statut d'« aryen d'honneur » :

« Lorsque lui aussi fut obligé de démissionner, il avait adressé au Maire de Bordeaux une lettre admirable, dans laquelle il rappelait que sa famille était établie dans notre ville depuis 1779 ; il disait qu'il lui serait assurément loisible d'invoquer l'article des statuts de Vichy qui prévoit des dérogations en faveur d'israélites ayant rendu des services au pays, mais qu'il préférerait rentrer dans l'ombre, la conscience en paix, comme le plus humble des serviteurs de la France et de la République ¹³². »

Autre hommage du Grand Rabbin : celui rendu à Germaine Ferreyra, qui assista jusqu'au bout « les malheureux », sous le couvert de l'UGIF. Elle géra avec Joseph Cohen les dossiers humanitaires du système de « communauté obligatoire » mis en place pour satisfaire l'exigence allemande de contrôle total (comme le rappelle le rapport de juin 1941 adressé à l'*American Jewish Joint*, en parlant de l'UGIF). Germaine Ferreyra (dont nous ne disposons d'aucun portrait) est affectueusement surnommée « *Mme Chenore* » (qui veut dire l'aumône en hébreu) par ses coreligionnaires. Épuisée par ses activités, elle finira par se suicider... Malgré

¹³¹ Dossier d'Adrien Marquet aux Renseignements généraux, Archives départementales de la Gironde.

¹³² Joseph Cohen, *Trois allocutions...*, *op. cit.*, allocution du 2 décembre 1944, p. 8.

les commandements de sa foi, bouleversée qu'elle fut par le sort inhumain infligé par les SS à « ses » vieillards, dont elle pensait avoir la sauvegarde à jamais :

« Elle avait pris la suite de sa mère à la tête des services du 8^{ème} Bureau de Secours et de la Société de Bienfaisance. Elle s'acquittait admirablement de ses fonctions et quand vinrent les années tragiques de l'occupation, elle sut littéralement se multiplier et assumer officiellement, seule, toutes les responsabilités de sa charge devenue périlleuse et considérablement accrue. Elle était capable de tous les sacrifices ; elle était aussi prête à tout et ne se laissa pas déporter... »

Elle est inhumée dans le cimetière du Cours de l'Yser et chaque fois que nous visitons nos tombes, nos pensées vont vers elle dans nos recueils et nos prières ¹³³. »

Un témoin racontera en 1998 ¹³⁴ à un journaliste de *Sud-Ouest*, Dominique Richard :

« Elle n'était dupe de rien. Elle exhortait les gens à quitter la ville. Elle a aidé certains d'entre eux à franchir la ligne de démarcation ».

Au-delà de rencontres individuelles avec des cas plus dramatiques les uns que les autres, le Grand Rabbin vécut des moments collectifs d'émotion et de peur très intenses lors des rafles massives. La séquence la plus bouleversante est celle d'août 1942, avec l'épisode des enfants déjà évoqué. Décider de faire ramener les enfants de couples arrêtés lors de la rafle de juillet 1942, fut un des choix les plus douloureux qu'il effectua. S'il le fit, c'est qu'il ne connaissait pas le sort final des

¹³³ Joseph Cohen, *Journal*, op. cit., p. 105. Étrangement, ce passage a été expurgé de l'ouvrage de Michel Cohen-Colin qui reprend en seconde partie les extraits publiés en 1967 du *Journal* de son père. Il s'est passé la même chose dans la publication du *Journal*, par exemple, d'Edouard Schneeberg, du docteur Herman Sztark, d'Acher Benhaïme, de M. et Mme Dana, de Is. Benjacob, de Gilbert Achs et de Mme. Emmanuel Bloch. Michel Cohen-Colin précise à ce propos : « Au sujet du Journal d'un Rabbin "Extraits" (qui suit), la question a été souvent posée : si ce sont des extraits, que contient le reste ? La réponse est simple : rien d'essentiel. En effet en plus de cinquante ans de carrière, les archives qui ont nourri le Journal d'un Rabbin, comprennent des faits et des événements du quotidien qui n'ont pas paru représenter un intérêt dominant pour éclairer sa carrière. Les archives qui concernent la période de 1940 à 1943 ne révèlent rien d'important qui n'ait été publié. » Rien n'est moins sûr, ainsi que nous l'avons observé sur la question concernant la livraison des enfants en juillet-août 1942... Quant à « l'oubli » de Germaine Ferreyra, on peut l'interpréter comme un souhait de ne pas voir évoquer l'UGIF, ce qui nous ramène à la même question des enfants que nous avons traitée en définitive par ailleurs...

¹³⁴ Cf. *Sud-Ouest*, 19 janvier 1998, Dominique Richard, « Germaine Ferreyra. Le sacrifice d'une juste ».

victimes, tout en craignant le pire, en son intuition profonde. Contre tout espoir, Joseph Cohen espérait que malgré les épreuves et les tourments prévisibles, malgré l'issue fatale envisagée par le texte du 25 août 1942 du Consistoire central, les déportés reviendraient...

4. 2. Les controverses au sein de la communauté

[Retour à la table des matières](#)

Dans sa bonté, Joseph Cohen a agi en homme dévoué, désintéressé, humaniste. Mais il s'avéra trop optimiste, confiant qu'il était dans « les miracles de la foi ». En 1944, il exposa ainsi ce trait de son caractère :

« Aux heures les plus sombres de l'Occupation, quand j'entendais autour de moi répéter sans arrêt : les pessimistes iront à New York, les optimistes iront à Auschwitz, je n'avais cessé de croire aux miracles. "Toi, devait pourtant me dire Isaïe Schwartz à la Libération, ton optimisme t'a permis de frôler les abîmes sans y sombrer" ¹¹⁹. »

Soixante ans après, Edmond Cardoze a porté devant nous un jugement sans fard sur l'espérance ou cet optimisme du Grand Rabbin :

« Joseph Cohen était un idéaliste. Il croyait en Dieu mais aussi en la bonté du semblable.

Beaucoup de ses coreligionnaires sont partis en l'engageant à le suivre. Quand j'ai quitté Bordeaux en 43, je l'ai salué et je l'ai invité à me suivre. Il répondait toujours : "Nous sommes sous la protection de Dieu. Il pourvoira à notre sécurité".

Sa foi lui a été préjudiciable.

Il a cru un peu trop longtemps.

Je considère qu'il est responsable de la disparition de nombreux israélites.

Il savait depuis 1942.

Avec Monseigneur Feltin, ils avaient l'habitude de se parler tous les jours... Il me l'a dit. Ils étaient très proches... Il a pu l'alerter, de là où il se trouvait... Sur sa fuite, moi je le couvre. Il aurait dû se sauver beau-

coup plus tôt. Et dire aux gens : "Partez ! Partez !"... Ce que lui avait conseillé Adrien Marquet !

Que le Rabbin Cohen n'ait pas cru ce qu'on lui avait dit... C'est possible. Mais on lui a précisé que les gens étaient déportés. La solution finale, il le savait aussi.

Il y a eu deux hommes, en lui. Deux attitudes. Celle du prêcheur, qui dit "Il faut prier ! Notre Dieu ne peut pas nous abandonner ! Il ne nous a jamais abandonné"... Ce qui était faux d'ailleurs. Il n'y a qu'à lire la Bible. À plusieurs reprises, le Dieu des Juifs a abandonné son peuple. Soit disant élu ! Bon... Là, à mon avis, il a manqué de nez. Parce qu'avec les renseignements qu'il avait... Ces renseignements lui étaient donnés par Monseigneur Feltin. C'est le Rabbin Cohen qui me l'a déclaré... Sur la déportation définitive...

La hiérarchie catholique savait tout. Dès le premier jour. Dès 42. On savait très bien que les camps de déportation, c'étaient des chambres à gaz. Le réseau de la hiérarchie catholique était très implanté, ici à Bordeaux. Le Rabbin Cohen était renseigné. Il me l'a dit. Je n'invente pas. Ce n'est pas une idée que j'ai. Parce que je voudrais le défendre, cet homme. Je ne suis pas là pour l'attaquer. Personne ne l'attaque. Il aurait dû avoir une autre attitude. Surtout avec l'exemple qu'il avait autour de lui. La plupart de ces banquiers dont je vous parlais, sont partis ! Rue Sainte Catherine, un commerçant sur trois était israélite. Ou un commerçant sur deux à certains endroits. Tous ces gens-là sont partis tout de suite. Pour mettre de côté leur argent. Peut-être pas tout de suite. Mais très vite. En 40-41. »

Le Grand Rabbin pouvait « tout » deviner, en raison des convois vers la Pologne dont lui avaient parlé Germaine Ferreyra (l'UGIF de Paris était implantée au Camp de Drancy, destiné aux juifs depuis août 1941), Pierre Garat, et certainement aussi les amis parisiens des milieux rabbiniques. Pourquoi n'a-t-il pas conseillé le départ, la fuite, à tous les israélites de la ville ?

Avec un dévouement de tous les instants, Joseph Cohen fit tout son possible. Certes, en encourageant ses coreligionnaires à rester, il les exposait indirectement et inévitablement à l'arrestation, à l'internement au camp de Mérignac ou au Fort du Hâ, à la déportation par les convois. Ce qui compta à ses yeux, « subjective-ment », fut l'humanisation de l'instant. C'est pourquoi aussi, contrairement à ce qu'affirme Edmond Cardoze, il y a tout lieu de penser que Joseph Cohen n'a jamais percé le secret entretenu autour de la « Solution finale ». Il a voulu croire

que la déportation « loin vers l'Est » se réalisait dans les conditions ordinaires fixées en temps de guerre par le droit des populations civiles, selon le texte des Conventions de la Haye de 1907, qu'avait signé l'Allemagne. Certes, avec de nombreux drames, avec des morts prévisibles, comme ce que laissait supposer la déclaration du Consistoire central du 25 août 1942, qui parlait expressément de « morts par milliers ».

Peut-on dire du Grand Rabbin Joseph Cohen qu'il s'est montré naïf ? Oui, si l'on demeure halluciné à la lecture de cet échange avec Pie XII, par l'intermédiaire de l'Archevêque de Bordeaux, son ami Maurice Feltin, qui une nouvelle fois, se solidarisa avec les persécutés israélites au moment des rafles :

« Grâce à Son Excellence Monseigneur Feltin, que nous ne saurions jamais ni assez louer, ni assez remercier pour ses interventions courageuses pendant toute l'Occupation, nous avons pu faire parvenir une supplique au Vatican en vue d'obtenir l'autorisation pour tous les déportés d'apposer simplement leur signature en bas d'une carte postale imprimée par les soins de l'administration allemande elle-même. Le Saint-Père répondit "qu'il n'était pas étonné de toute la latitude que les Allemands laissaient à l'épiscopat français, que lui-même ne jouissait pas des mêmes privilèges, qu'il n'avait pas le droit de recevoir des nouvelles de tous ses prêtres et fidèles habitant en pays occupés" ¹³⁵. »

L'action de ce Grand Rabbin ne peut être interprétée aujourd'hui qu'à partir de son ignorance de « la Solution finale ». Chose incompréhensible pour les observateurs rétrospectifs que nous sommes et qui en avons connaissance. Joseph Cohen comme la plupart des ses contemporains fut égaré par le grand secret entretenu par l'ordre noir des SS et surtout par le SD ¹³⁶ ... Joseph Cohen, contre cette « cohorte » maléfique, fut poussé par le sentiment de l'urgence et la nécessité d'un engagement immédiat auprès des victimes : pères, femmes, enfants dans le malheur. Il souhaitait plutôt leur apporter un réconfort par sa présence que de l'effroi quant à l'inconnu des déportations...

Le Grand Rabbin agira de même après la Libération, pour ne point paniquer les survivants ou ceux qui espéraient encore certains retours. Il choisit, en accord avec les membres du Consistoire de la ville qui avaient survécu à la déportation,

¹³⁵ Joseph Cohen, *Trois allocutions...*, op. cit., allocution du 2 novembre 1944, p. 2.

¹³⁶ Cf. aussi l'Institut de Science politique de Berlin, dirigé par le Docteur Franz-Albert Six (qui a survécu à l'épuration) et dont les locaux se situaient à Wannsee...

de ne rien révéler de ce que ces derniers, revenus à Bordeaux, viennent lui apprendre sur les camps d'extermination « loin vers l'Est ». Le témoignage d'André Torrès, recueilli par Dominique Richard dans *Sud-Ouest* le 4 décembre 1997, est significatif. Ce déporté, descendant d'une des plus anciennes familles juives de Bordeaux, arrêté par des policiers français lors de la rafle du 10 janvier 1944, revint d'Auschwitz, miraculeusement, en août 1945. Ne s'étant pas porté partie civile lors du procès « Papon », il précisera à l'enquêteur :

*« Lorsque j'ai raconté à des responsables de la communauté juive ce que j'avais enduré, ils ne m'ont pas cru. Ils m'ont demandé de me taire, pour ne pas désespérer les gens qui attendaient le retour d'un proche. J'ai gardé le silence et j'ai essayé de reprendre une existence normale »*¹³⁷.

« Se taire ». La question était particulièrement poignante pour les rares rescapés des camps de la mort, elle est posée désormais, et douloureuse, pour les survivants demeurés sur place, comme pour nous tous, loin de cet espace-temps dramatique...

Nous savons que Joseph Cohen n'éleva jamais de protestation auprès du Commissaire de la République mis en place à la Libération (Gaston Cusin, ami de Jean Moulin) au sujet des contributions de la préfecture comme de la police à l'entreprise raciste d'anéantissement de la communauté dont il avait la garde.

Le Grand Rabbin de Bordeaux exprimera une « méconnaissance » proche d'un déni de réalité à deux reprises au moins. Dans son allocution du 2 novembre 1944, il laissa entendre qu'il cherchait désespérément des informations sur les camps depuis qu'il avait appris de Pierre Garat en août 1942 que la destination finale n'était pas Drancy mais la déportation :

*« Ils ont déporté sans discrimination des hommes, des femmes et des enfants et jamais les victimes n'ont donné signe de vie à leurs familles. Il nous semble entendre encore résonner à nos oreilles ce cri du cœur de la femme d'un déporté : après le désastre allemand sur le front de l'Est, comme on entrevoyait l'arrivée de l'heure de la Justice et du châtement, cette malheureuse épouse s'écria : "Et surtout pas de lettre" »*¹³⁸.

Puis lors de son allocution du 2 décembre 1944, il formula cette prière :

¹³⁷ Dominique Richard, *Sud-Ouest*, 4 décembre 1997, interview d'André Torrès.

¹³⁸ Joseph Cohen, *Trois allocutions...*, op. cit., p. 2.

« Dieu Éternel ! [...] Soutiens de ton esprit de force et constance nos infortunés déportés et prisonniers ; adoucis leur existence jusqu'à la fin de leur captivité, rends-les bientôt à la liberté... 139. »

Il afficha donc un optimisme inébranlable, là encore. De même qu'avait survécu dans des ménages brisés l'espoir qu'il y aurait de nouveau des lettres, le rabbin entretenait l'espoir du retour de déportés survivants ! Mais nous ne devons pas exclure qu'il ait été habité d'un « optimisme tragique », taraudé par la prémonition du pire.

Au-delà du problème d'interprétation des actes retracés jusqu'ici (légalisme tranquille ou prudence ? maréchalisme ou habileté ? piétisme aveugle ou instinct de survie ?), reste à évoquer le passage de Joseph Cohen dans la clandestinité. De fait, il n'était plus Monsieur le Grand Rabbin en sa ville de Bordeaux, mais le juif Joseph Cohen, victime en puissance. Au moment où on vint l'arrêter, il choisit de se dérober. On ne sait ni s'il avait été prévenu, ni s'il alerta les autorités depuis sa cachette, ou son entourage proche (dont Germaine Ferreyra). La fuite du 17 décembre 1943 occasionna contre sa communauté des représailles allemandes, des « sanctions », dont nous ignorons s'il les a commentées depuis lors.

Ce passage dans la clandestinité précède en effet de peu la prise en « otages » de tous les juifs français demeurés dans Bordeaux. Ils furent détenus par les SS dans la Synagogue, ce qui est et restera un cas unique en France. Frédéric Léon, qui reprit le flambeau de l'UGIF de Bordeaux après le suicide de Germaine Ferreyra, évoque l'épisode dans une lettre précitée du 10 janvier 1944, et nous avons enregistré ce cri du cœur d'une des rares survivantes de la rafle du 10 janvier 1944 140 :

« Il en a fait du propre le Grand Rabbin ! Parce qu'il y en a beaucoup qui n'auraient pas été déportés... »

– Il aurait pu partir plus tôt et dire à tous de partir ?

– Voilà... Il l'a fait pour les siens. Et puis les autres... Enfin... »

139 Joseph Cohen, *Trois allocutions*,..., op. cit., allocution du 2 décembre 1944, p. 9.

140 Entretien avec Madame Marcelle Renouil, 85 ans, née Thorès, le 27 septembre 1997, tante d'Edmond Cardoze. Cf. également l'interview recueilli par le journaliste Dominique Richard, in *Sud-Ouest*, 8 janvier 1998, qui constitue un des rares témoignages d'une personne arrêtée concernant la rafle du 10 janvier 1944. Cf. également l'ouvrage de Boris Cyrulnik, *Je me souviens*, Paris, 2010, victime lui-même et autre survivant de cette rafle.

Tels sont les mots d'une vieille dame qui en 1997 font écho à ceux d'une lettre très dure écrite en 1947 par Robert Brunschwig, professeur à la Faculté des Lettres, orphelin du couple Brunschwig (qui faisait à la Maison de retraite de la rue Henri IV des ménages payés par l'UGIF). Lettre adressée au procureur général lors du procès d'Adrien Marquet devant la Haute Cour de Justice :

« Bordeaux, le 17 décembre 1947

Monsieur le Procureur général

Je tiens à faire savoir à la Justice qu'en tant que fils et frère de Juifs français installés de longue date à Bordeaux, arrêtés dans cette ville (mon père avait 84 ans) immédiatement après la fuite du Grand Rabbín Joseph Cohen, et déportés à Auschwitz pour ne plus jamais revenir, je dénie audit Grand-Rabbín le droit de parler au nom des Juifs de Bordeaux.

Je considère également que le cas unique de M. Astruc, mis à l'abri à la suite de libéralités exceptionnelles que sa grande fortune lui avait permise, ne saurait prévaloir contre le fait de la déportation massive de la presque totalité des Juifs, français ou étrangers, demeurés à Bordeaux au-delà de décembre 1943.

Je vous demande de vouloir bien donner communication de la présente lettre à la Haute-Cour avant que s'achève le procès Marquet.

Veillez agréer, Monsieur le Procureur général, l'assurance de ma haute et parfaite considération ¹⁴¹. »

Oublions un moment la justice des juges, même si l'on ne peut s'en passer. La justice des hommes sélectionne les faits et souvent les mésinterprète, les qualifie au gré de reconstructions *a posteriori* et de son manichéisme de principe (coupable ou innocent). Le désir de servir sa communauté, le sens du devoir, la dignité du Grand Rabbín de Bordeaux, impliqué en tant qu'israélite dans les catégories politiques de la période, maréchalisme en tête, résistent mal à ces trois témoignages. C'est ainsi que certains membres de la communauté israélite historique de la cité, bouleversés et soupçonneux, s'abstiendront de tout engagement aux côtés de Joseph Cohen après la Libération.

¹⁴¹ Source : dossier Adrien Marquet, Haute Cour de Justice.

Après tout, culture et religion étaient devenues bien secondaires en temps de guerre. L'ordre des valeurs qui tissent de solides liens sociaux se lézardait. Comme les choses fondamentales de la vie pour les victimes désignées par l'ordre noir des SS et du SD et l'antisémitisme de ses thuriféraires français, qui l'ont, soit devancé, soit aggravé. Un homme, aussi dévoué fut-il, isolé par sa volonté de rester jusqu'à l'ultime moment, malgré les actes incontestables de solidarité qui lui furent prodigués, pouvait-il surmonter de telles contraintes et arrêter à lui tout seul l'injustice ? Joseph Cohen, affichant longtemps comme son ami Maurice Feltin un maréchalisme affectif, se montra-t-il à la hauteur des événements dans Bordeaux occupée, aura-t-il été assez fort pour affronter dignement les malheurs que sa communauté et les réfugiés durent subir ?

Gardons-nous de trancher péremptoirement, soixante ans après, de l'extérieur du drame. Ne condamnons pas trop les morts, à l'exemple de ces juges suppléants de la Vallée de Josaphat interpellés par le Lucien Febvre des « *Combats pour l'Histoire* » qui refusa en ces termes le jeu des représentations générationnelles déformantes :

« Lâcheté, courage, courage, lâcheté : ces mots-là, ces pauvres mots vous paraissent si clairs, à vous et si simples ; vous croyez qu'on peut, humainement, les manier avec tant de certitude ? Je sais beaucoup d'hommes de ma génération qui, expérience faite [...], ont perdu pour toujours le goût de les prononcer en Fouquier-Tinville de mélodrame.

Non, l'historien n'est pas un juge. Pas même un juge d'instruction. L'histoire, ce n'est pas juger, c'est comprendre – et faire comprendre. Ne nous laissons pas de le répéter. Les progrès de notre science sont à ce prix [...].

Je définis volontiers l'histoire un besoin de l'humanité – le besoin qu'éprouve chaque groupe humain, à chaque moment de son évolution, de chercher et de mettre en valeur dans le passé des faits, les événements, les tendances qui préparent le temps présent, qui permettent de le comprendre et qui aident à le vivre. Et j'ajoute : recomposer la mentalité des hommes d'autrefois ; se mettre dans leur tête, dans leur peau, dans leur cervelle pour comprendre ce qu'ils furent, ce qu'ils voulurent, ce qu'il accomplirent. [...]

Ne me prenez pas pour une femmelette. Je sais dire... non, tout comme un autre. Mais je ne crois pas aux grands gestes de manchette des procureurs de cinéma. Aux réquisitoires filmés. Aux mépris de ministère public.

Pardonnez-moi. Je suis un vieil historien très ridicule. Bien de la chance à nos successeurs, si ce ton-là doit devenir la règle ¹⁴². »

Au-delà de la recherche obligée d'une posture objective, pour Lucien Febvre, (le maître de thèse de Fernand Braudel), la matière première de l'histoire reste effectivement le temps, qui comprend à la fois l'humain et l'inhumain, l'oubli, la mémoire et la mort. Le temps qui pèse sur les épaules des vivants, les écrase et lamine « la mince couche du présent jusqu'à lui enlever tout force de résistance ¹⁴³ ».

Alors, à ce moment de l'histoire du Grand Rabbin Joseph Cohen, dont nous avons tenté d'analyser sans parti-pris et avec respect les déclarations, les attitudes et les intentions, il nous fallait reproduire et souligner ce qu'il a écrit dans des extraits non publiés (hélas pour l'historien !) de son *Journal*. Il affirme avoir été hanté jusqu'à la fin de ses jours, par les cris du petit Michel Baskin, placé sous sa sauvegarde, ramené après maintes hésitations à Pierre Garat, qui dut le remettre aux SS, ceux-ci ayant redemandé en août 1942 une partie des enfants dont les parents avaient été arrêtés en juillet précédent.

Michel Baskin : ce gamin de dix ans qui emballait ses affaires en croyant qu'il allait avec sa grande sœur rejoindre sa maman. Alors que celle-ci avait pris « le chemin des mystères de la déportation » ¹⁴⁴.

Et qu'elle était déjà morte dans les ténèbres...

Fin du texte

¹⁴² Lucien Febvre, *Combats pour l'histoire*, « Contre les juges suppléants de la vallée de Josaphat », Paris, Armand Colin, 1965, p. 108-113. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT]

¹⁴³ *Ibidem*, p. 436.

¹⁴⁴ Cette expression troublante est utilisée par Joseph Cohen dans son allocution du 2 décembre 1944, cf. *Trois allocutions....*, *op. cit.*, p. 7.